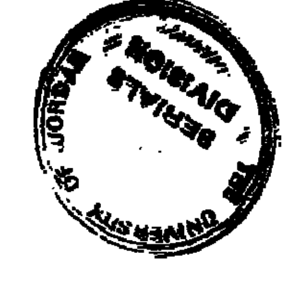


Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14111 - 6 F — *DIMANCHE 10 - LUNDI 11 JUIN 1990* — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Accord et désaccord au Canada

« C'EST un des jours les plus importants de l'histoire du Canada. Un message puissant de stabilité vient d'être envoyé au reste du monde. » Epuisé, mais visiblement soulagé, c'est en ces termes emphatiques que le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a mis fin à plus de soixante heures d'épineuses arguties constitutionnelles, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 juin, en annonçant l'accord de principe conclu quelques heures plus tôt entre les premiers ministres des dix provinces de la Confédération.

L'une des plus graves crises constitutionnelles que le pays ait connue, vient donc d'être évitée de justesse. Le Québec, seule province francophone, où le vent du séparatisme que l'on croyait essoufflé depuis le désastreux référendum sur l'indépendance en 1980 (rejetée par 60% des électeurs) a repris avec une vigueur inattendue depuis le retour en force des « souverainistes » du Parti québécois aux élections provinciales de septembre 1989, devrait donc obtenir satisfaction. Et voir enfin reconnu le statut de « société distincte » qu'il réclame depuis près d'un siècle en vertu de ses particularités linguistiques et culturelles. En « échange », le voilà tenu d'adhérer lui aussi à la Constitution canadienne, rapatriée de Londres sans son aval en 1982.

DE leur côté, les trois provinces anglophones récalcitrantes (Manitoba, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve) qui s'opposaient depuis des mois à la reconnaissance officielle du statut spécial de la « Belle Province » se sont finalement rendues aux arguments de l'armada de juristes appelés à la rescousse pour dénouer la crise : le nouveau statut du Québec aura la même valeur juridique – mais pas plus – que la Charte des droits et libertés du Canada, adoptée également en 1982 et qui régit les rapports entre les autres provinces.

En théorie, donc, tout est réglé, et le fameux traité du « lac Meech », monument de non-dit et d'ambiguïtés signé en 1987 pour régler une bonne fois – sur le papier – les querelles constitutionnelles, va pouvoir être ratifié dans les temps, c'est-à-dire avant le 23 juin. Sans cela, le document serait devenu caduc et il aurait fallu tout reprendre de zéro....

POURTANT, à y regarder de plus près, au-delà des cris de victoire obligés d'un premier ministre fédéral déjà en perte de vitesse auprès de ses électeurs et qui se serait bien passé de ce psychodrame constitutionnel, c'est plutôt un constat d'« accord sur les désaccords » qui vient d'être dressé. Du reste, le document « final » va devoir être élaboré et discuté pied à pied, donnant lieu peut-être à de nouvelles nuits de négociations.

Il n'en reste pas moins que M. Mulroney a raison de se féliciter. Menacée d'éclatement, la confédération canadienne, qui depuis sa création en 1867 n'a toujours pas surmonté sa « double » crise d'identité, s'est raisonnée. Car, si les Canadiens aiment se faire peur, ils ont toujours jusqu'ici – réalisme économique aidant – opté pour la continuité. Le mariage entre francophones et « maudits Anglais » n'a jamais été parfait, mais en refusant de le dénoncer, ce pays, toujours inachevé, a montré sa maturité.

M 0146 - 611 0- 6,00 F



Un vote du Parlement présidé par M. Eltsine

La Russie affirme la primauté de ses lois par rapport à celles de l'Union soviétique

Le principe de la primauté des lois de la fédération de Russie sur celles de l'Union a été voté vendredi 8 juin par le Parlement de Russie.

M. Boris Eltsine, nouveau président du Parlement de la fédération, a cependant confirmé que des contacts étaient en cours entre son entourage et celui du président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a évoqué publiquement la nécessité d'une « entente nationale » entre partisans de la perestroïka et réformistes radicaux.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Eltsine a indiqué, vendredi 8 juin, devant le Parlement de Russie, que son entourage était actuellement en contact avec celui de M. Gorbatchev et qu'il pourrait « *peut-être* » avoir un entretien dès la semaine prochaine avec le président soviétique.

Le président de la Fédération de Russie n'a pas donné de détails sur ces tractations dont *le Monde* avait révélé l'ouverture (*nos éditions datées du 6 juin*). Mais le fait même qu'il se soit décidé à les rendre publiques indique à lui seul qu'elles progressent vers un rapprochement politique entre les deux hommes. Au cours de la conférence de presse qu'il donnait sensiblement à la même heure avec Mme Thatcher, M. Gorbatchev a d'ailleurs usé à propos de M. Eltsine d'un ton nettement plus conciliant et a implicitement appelé surtout à l'unité des forces réformatrices.

« *Ce qui me désolerait, m'inquièterait le plus, serait, à l'étape actuelle de profonds changements de notre société, une division des forces démocratiques, des forces de la perestroïka, de toutes les forces saines de la société* », a-t-il ainsi déclaré après avoir affirmé qu'il pourrait « *souscrire à beaucoup de ce qu'a dit, ces derniers jours, M. Eltsine* » Chaque mot était évidemment pesé, et l'affirmation de cette adéquation entre forces démocratiques et perestroïka vaut gage d'adoubement pour M. Eltsine et l'ensemble de ses partisans regroupés sous l'étiquette de « Russie démocratique ».

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 3 et nos informations sur les affrontements en Asie Centrale

SMIC et bas salaires

M. Rocard fait pression sur le patronat

M. Michel Rocard a proposé aux partenaires sociaux, vendredi 8 juin, de se mettre d'accord avant la fin juin sur un calendrier de négociations à propos des bas et moyens salaires. Le gouvernement fixera le niveau de revalorisation du SMIC au 1er juillet en fonction des engagements pris par le patronat.

Donnant donnant : le gouvernement est disposé à ne procéder qu'à un ajustement modéré du SMIC au 1er juillet mais à condition que, dans chaque branche professionnelle, le patronat joue véritablement le jeu de la négociation. M. Michel Rocard, qui avait tenu vendredi 8 juin à présider lui-même la réunion de la Commission nationale de la négociation collective, a mis le CNPF au pied du mur. Fort de l'appel lancé à Auxerre le 29 mai par le président de la République en faveur des bas et moyens salaires, le premier ministre a chargé M. Soisson, ministre du travail, d'adresser aux présidents des fédérations patronales de branche une lettre afin qu'ils réunissent les syndicats avant le 1er octobre.

Le 26 juin, les partenaires sociaux devront s'entendre sur un relevé de conclusions. En cas d'échec, la hausse du SMIC au 1er juillet serait supérieure à celle du salaire moyen. Alors que le CNPF a réclamé un délai de réflexion, les syndicats se sont déclarés favorables à la méthode employée par le premier ministre, même s'ils souhaitent une hausse substantielle du SMIC.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Coalition de droite en Israël



■ « Les interminables marchandages sur le nouveau gouvernement ont étouffé le débat politique », par notre correspondant en Israël, ALAIN FRACHON.

■ « L'intransigeance de M. Shamir et des Palestiniens « radicaux » réduit à néant les efforts de paix de Washington », par notre correspondant aux Etats-Unis, JAN KRAUZE.

Lire page 4

Un entretien avec M. Walesa

« Je veux qu'un véritable pluralisme s'installe en Pologne »

GDANSK

de notre envoyé spécial

« Vous vous agitez beaucoup ces derniers temps, vous intervenez souvent, parfois de façon autoritaire, par exemple en limogeant le secrétaire des comités civiques Henryk Wujec, ou encore en menaçant de renvoyer Adam Michnik, le directeur de Gazeta.

« Il n'y a pas de divergences entre moi et Adam Michnik, seulement une appréciation différente de la situation en Pologne, de l'édification de son avenir. Il est inadmissible qu'ayant liquidé notre adversaire, les communistes, nous nous installions à leurs postes. Il faut construire le pluralisme. C'est ce qui se passe aujourd'hui, en partie ce qui s'est passé quand Lénine et Staline construisaient leur régime. Nous sommes restés seuls sur le champ de bataille, le gouvernement n'a plus d'opposition, mais il n'a pas de base. Certains essaient à tout prix de préserver l'union. Ils affirment que cela est indispensable, que la Pologne est pauvre et que nous devons rester unis. Ce sont de beaux slogans, mais à mon avis ils sont erronés. L'union est indispensable dans la lutte. Elle est facile face à un adversaire. L'union dans le travail quotidien est impossible. *La société est divisée. Il faut donc* permettre à chacun d'y trouver sa place. Actuellement j'ai le sentiment que nous cherchons, comme jadis dans le parti, à conserver de force un bloc uni. C'est dangereux. C'est pourquoi je veux casser ça. Je veux qu'apparaissent une gauche, une droite, un centre. Je veux que s'installe en Pologne, que nous soyons enfin un pays normal, et pas une configuration artificielle et dangereuse.

Propos recueillis par **GABRIEL MERETIK**

Lire la suite page 3

Mondiale : ouverture à contre-pied

En battant les Argentins, champions du monde sortants, les footballeurs camerounais ont ravi les supporters italiens

Vendredi 8 juin à Milan, lors du match d'ouverture de la Coupe du monde de football, à laquelle il participait pour la deuxième fois, le Cameroun a battu contre toute attente l'Argentine (1-0), championne du monde en titre.

MILAN

de notre envoyé spécial

Miracle à Milan : en ce vendredi saint pour tous les fervents du ballon, veau d'or des temps modernes, en ce vendredi soir, premier soir d'un mois de folie planétaire et pas ordinaire, Milan avait pris pour couleur de fête le noir. Les tifosi étaient Camerounais. Les Italiens étaient Africains. Oui, il avait suffi de six quarts d'heure, d'un petit but et de neuf bonshommes ingénus pour réussir ce miracle-là, qui ne fut pas que sportif.

En ce premier vendredi de Mondiale, on pouvait un instant oublier la déferlante des skinheads, au poil ras et idées courtes, qui menacent lourdement l'épreuve, et ne plus se souvenir que, chaque dimanche ordinaire, Milan aussi, dans son fastueux club de l'Inter, sélectionne ses racistes, pour oser rêver que cette planète foot serait belle sans les hors-jeux de la race ou les filets de l'intolérance.

Car, dans ce temple San Siro, lieu de cette soudaine conversion, dans ce vaisseau de béton, ciment de toutes les passions, on se mit à embrasser sur la bouche le supporter africain venu de loin, à s'arracher, dans une inflation galopante, les tee-shirts aux trois couleurs du vainqueur. On fit la fête à ces Camerounais qui, devant les champions du monde sortants, venaient, d'un seul but d'un seul, de fracasser tous les pronostics, de faire un formidable pied de nez à tous les techniciens de toutes les latitudes.

DANIEL CARTON

Lire page 9 la suite ainsi que l'article de JEAN-JACQUES BOZONNET

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer la France »

Un numéro hors série du *Monde*, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'État.

30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KRD, Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN, Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS, USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ». Société anonyme des lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises. « Association Beuve-Méry », M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.



Imprimerie du « Monde » 12, r M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE : Pour tous renseignements : Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris RP 011 MON01

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex 261311 F MONDSIR

DATES

Il y a cinquante ans

L'invasion des Etats baltes par l'armée rouge

LE drame ne trouva d'abord aucun écho dans un monde occidental hébété par un autre cauchemar. Le 15 juin 1940, alors que les Panzer ratissaient la France, l'armée rouge prenait possession des Etats baltes. Affreuses journées pendant lesquelles basculèrent dans la servitude des nations trop petites, trop seules pour tenir tête, trop lointaines pour que leur appel au secours fût entendu.

Ces trois sœurs du Nord soudées par la communauté d'infortune ne sont pourtant pas nées du même lit et n'ont pas toujours connu le même destin. Les ethnologues et les linguistes distinguent les Lituaniens des Estoniens et des Lettons. Les deux derniers peuples ont eu un moment de célébrité dans les manuels d'histoire : la guerre de Livonie que mena pendant vingt-cinq ans Ivan le Terrible. La Livonie, c'est la partie orientale de l'Estonie et de la Lettonie. Pendant que ces peuples-là étaient déjà condamnés au rôle de Cendrillon, la Lituanie s'attardait dans la splendeur. N'avait-elle pas au Moyen Age donné son nom à la Grande Principauté qui s'étendait jusqu'à Kiev et à la Biélorussie ? N'avait-elle pas par la suite constitué l'Union polono-lituanienne ?

La Lituanie avait arrêté la marche teutonique vers l'Est. Elle fit barrière à l'avance russe vers l'Ouest. Les gens de Livonie avaient moins bien colmaté les infiltrations germaniques : jusqu'à une période toute proche de la nôtre, c'étaient même les barons baltes d'origine allemande qui faisaient la loi. La mainmise russe sur l'ensemble de la région fut accomplie au dix-huitième siècle. En 1721, Pierre le Grand plaça la Livonie sous sa couronne. La conquête s'acheva en 1795 par l'absorption de la Lituanie. Avec l'Estonie et la Lettonie, qui débouchaient largement sur la mer, les tsars pouvaient assurer un arrière-pays à Saint-Pétersbourg. Ils tenaient la Lituanie qui les séparait des Germains. Cela dura jusqu'en 1918.

Des traités de non-agression

Les Baltes saisirent l'occasion que leur offraient l'effondrement de l'Empire et le coup d'Etat de Lénine. Les bolcheviks étaient alors trop faibles pour narguer dans cette partie de l'Europe des populations décidées à prendre au mot leurs propres promesses sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils reconnurent l'indépendance des trois Etats qui, d'ailleurs, n'avaient même pas à réclamer ce qu'ils avaient arraché eux-mêmes à la faveur des événements. La Russie signa les traités de paix le 2 février 1920 avec l'Estonie, le 12 juillet avec la Lituanie, et le 11 août avec la Lettonie (les Etats baltes indépendants furent reconnus par le Conseil suprême interallié le 26 janvier 1921 puis admis à la SDN). Les trois documents contiennent les mêmes dispositions et comportent les mêmes engagements, tel celui qui figure dans l'article premier du traité entre la Lituanie et la RSFSR ou République socialiste fédérative des soviets de Russie :

« Se fondant sur la déclaration faite par la RSFSR que tous les peuples ont le droit de libre détermination, droit qui va jusqu'à la séparation complète de l'Etat dont ils faisaient partie, la Russie reconnaît sans arrière-pensée l'indépendance et la souveraineté de l'Etat lituanien avec toutes les conséquences juridiques découlant de cette reconnaissance et renonce volontairement et à tout jamais à tous ses droits souverains sur la nation lituanienne et son territoire. Le fait que la Lituanie dépendait anciennement de la Russie n'entraîne pour la nation lituanienne et son territoire aucune obligation envers ce pays. »

La période de l'entre-deux-guerres allait être marquée par la signature et le renouvellement de pactes de non-agression entre les Etats baltes et l'Etat soviétique. Dès ce moment, il apparaissait toutefois que l'URSS ne prenait pas son parti de la mutilation subie en 1920. Des historiens staliniens, tel P.Y. Vipper, célébraient Ivan le Terrible qui avait su gagner la guerre de Livonie et ils lui savaient gré d'avoir parachevé sa conquête en menant sur place une politique de russification. Pierre le Grand n'était pas non plus tout à fait sans mérites aux yeux de ces auteurs, bien qu'il n'ait pas colonisé avec la même brutalité que son prédécesseur. En lisant ces études historiques, les Baltes prenaient connaissance des arrière-pensées des chefs soviétiques et ils pouvaient redouter le pire. Celui-ci devint inéluctable en août-septembre 1939 lorsque Hitler et Staline se partagèrent les peuples encore libres.

En attendant de pouvoir se dévorer mutuellement, les deux complices s'offraient des en-cas. Et pendant cette saison d'amuse-gueules, chacun se promenait impunément dans les « zones » qu'ils s'étaient réciproquement reconnues. Staline marquait son territoire dans les régions baltes et Hitler faisait évacuer les Allemands installés depuis longtemps dans ces Etats. Les négociateurs soviétiques multipliaient les démarches auprès des dirigeants baltes pour qu'ils passent de la neutralité à l'alliance. Ils combinaient caresses et soufflets.

Ainsi, le 2 octobre 1939, Urbsys, ministre lituanien des affaires étrangères, fut convoqué à Moscou. L'URSS, qui venait de faire main basse sur la partie orientale de la Pologne, lui offrait généreusement la région de Wilno, Vilnius, qui était jusqu'alors territoire polonais. Elle exigeait en même temps la signature d'un nouvel accord qui donnait à l'URSS des bases assurant la présence de 50 000 hommes en Lituanie. Le gouvernement, alors installé à Kaunas, résista quelques jours mais céda le 10 octobre après avoir obtenu que le nombre de militaires soviétiques fût réduit de 50 000 à 20 000.

Des accords identiques furent imposés à la Lettonie et à l'Estonie. Les dirigeants baltes eurent le sentiment d'avoir évité l'irréparable. Les Soviétiques les confortèrent dans leurs illusions. Le 31 octobre, commentant ces traités, Molotov affirmait au Soviet suprême : *« Il est inexact de dire que ces pactes d'assistance mutuelle constituent une immixtion de l'URSS dans les affaires de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie comme certains organes de la presse étrangère s'efforcent de le démontrer. Bien au contraire, l'inviolabilité de la souveraineté des Etats signataires est formellement reconnue dans ces pactes d'assistance et le principe de non-immixtion dans les affaires d'un nouvel Etat y est consacré. Ces pactes se fondent sur le respect réciproque de la structure sociale et économique du partenaire et sont destinés à consolider les bases d'une collaboration paisible et de bon voisinage entre nos peuples. »*

En fait – mais ils ne le savaient pas encore, – ces pays avaient perdu leur indépendance dès ce mois d'octobre 1939 lorsque Staline fit installer le dispositif militaire, d'abord léger, qui lui permettrait d'avaler sa proie. Quand les préparatifs furent achevés et alors que Hitler s'étalait en Europe occidentale, le Petit Père des peuples jugea le moment venu de se mettre à table.

Prenant prétexte de quelques incidents, provoqués ou réels – mais mineurs, – avec des soldats des bases soviétiques, l'URSS envoya le 14 juin 1940 un ultimatum à chacun des trois Etats baltes. Elle exigeait (en ce qui concerne la Lituanie, par exemple), que M. Skutchas, ministre de l'intérieur, et M. Povilaitis, chef du département de la police politique, *« en tant que directement responsables des actes de provocation contre les garnisons soviétiques en Lituanie, soient traduits en justice »*. Elle demandait que *« soit immédiatement formé en Lituanie un gouvernement capable et disposé à garantir une application honnête du traité d'assistance soviéto-lituanien et à mater les adversaires dudit traité »*. Le paragraphe suivant réclamait *« une libre admission sur le territoire lituanien de détachements militaires soviétiques en vue de leur répartition dans les centres les plus importants de Lituanie et en nombre suffisant pour assurer l'application du traité soviéto-lituanien »*. Interrogé par son collègue lituanien Urbsys sur l'importance du contingent soviétique, Molotov répondit : *« deux à trois corps d'armée »*, soit deux 200 000 à 250 000 hommes. Cet ultimatum fut remis le 15 juin à minuit trente. L'URSS exigeait une réponse avant le 15 juin, à 10 heures. Les pays baltes cédèrent devant la force.



Une sinistre farce électorale

Le président de la République lituanienne, M. Smetona, quitta le pays sans attendre l'invasion. Il confia ses pouvoirs à M. Merkys, chef du gouvernement, qui était lui-même démissionnaire. Situation un peu gênante pour les Soviétiques qui, tout en écrasant allègrement le droit, gardaient une mentalité de notaire. Il leur fallait un semblant de légalité. Leur représentant à Kaunas ordonna au chef du gouvernement et chef d'Etat par intérim de former un nouveau gouvernement composé de communistes et de *« patriotes »*. A peine nommé chef de ce nouveau gouvernement de la *« Lituanie indépendante »*, M. Paleckis, écrivain peu réputé et compagnon de route des communistes, s'installa à la présidence de la République. les présidents estonien et letton furent déportés en URSS. La soviétisation commença immédiatement.

Au professeur Krévé-Mickevictus, vice-président du nouveau gouvernement lituanien et ministre des affaires étrangères, qui protestait contre cette soviétisation, Molotov répondit le 30 juin 1940 : *« Nous saurons convaincre le peuple lituanien. Vous verrez vous-mêmes que dans quelques mois il demandera l'incorporation de la Lituanie à l'URSS. »*

Quelques jours plus tard, M. Dekanozov, proconsul soviétique à Kaunas, répondit cyniquement à un député hostile à l'annexion : *« Vous nous parlez d'indépendance. Regardez par la fenêtre, vous voyez les tanks, les troupes soviétiques. Ces tanks prouvent que la Lituanie ne peut plus être indépendante. Elle est maintenant libre. Là où arrivent nos tanks, là arrive la liberté. »*

Le sort était jeté. Les nouveaux gouvernements organisèrent à la va-vite une farce électorale avec liste unique. Déjà ceux qui auraient pu opposer une résistance avaient été déportés. Un document signé Serov, haut fonctionnaire du KGB, donne des instructions effarantes aux « troïkas » qui étaient chargées de cette opération.

Des parlements furent « élus » les 14 et 15 juillet dans les trois pays qu'occupaient environ 800 000 soldats soviétiques. Le sinistre procureur Vichynski dirigeait la manœuvre à Riga ; Jdanov, chef du PC de Leningrad, officiait à Tallin et Dekanozov, un séide de Béria et lui-même vice-ministre des affaires étrangères, sévissait à Kaunas. C'est, semble-t-il, M. Malenkov qui, de Moscou, contrôlait le dépeçage.

Dans un tumulte indescriptible, alors que la question n'avait même pas été posée pendant l'ultra-brève « campagne électorale », les députés et tous ceux qui se trouvaient dans la salle, y compris des soldats des forces d'occupation, demandèrent – par acclamations – l'entrée dans l'URSS. La Lituanie fut incorporée le 3 août 1940, la Lettonie le 5 et l'Estonie le 7.

Il y eut le sac hitlérien de juin 1941 sans autre espoir que le ressac stalinien de l'automne 1944. Les Baltes, capturés, allaient être depuis ce sinistre 15 juin 1940, et au moins jusqu'en 1990, le peuple de la nuit polaire.

BERNARD FÉRON

"GRAND JURY" RTL - Le Monde
dimanche 18h30
JUAN-ANTONIO SAMARANCH
PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE
en direct de Roland Garros
animé par Olivier MAZEROLLE
avec André PASSERON et Alain GIRAUDO (*le Monde*) Pierre-Marie CHRISTIN et Guy KEDIA (*RTL*)
RTL

BULGARIE : le premier tour des élections législatives

L'opposition a marqué des points en fin de campagne

L'opposition bulgare semble avoir redressé la barre à la veille du premier tour des élections législatives, qui se déroulent dimanche 10 juin. Galvanisée par le succès de son dernier *meeting* national jeudi à Sofia, elle a notamment marqué des points contre le Parti socialiste (ex-communiste) dans le débat télévisé qui a opposé vendredi soir les chefs des trois principales forces politiques.

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Certains responsables de l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition qui regroupe seize formations d'opposition, sont convaincus qu'un renversement de tendance s'est produit en leur faveur dans les tout derniers jours de la campagne électorale et que *« l'effet Chamorro »* allusion à la victoire de l'opposition au Nicaragua), plutôt que le *« facteur roumain »*, pourrait finalement prévaloir dimanche en Bulgarie.

Si l'on en juge par la soirée télévisée qui a clos officiellement la campagne, vendredi soir, il est clair que l'espoir et la conviction sont dans un camp, celui de l'opposition, plutôt que dans celui du Parti socialiste (PSB), au pouvoir sous le nom de Parti communiste depuis quarante-cinq ans. Les deux dernières émissions électorales présentées en début de soirée par chacune des deux formations furent révélatrices à cet égard. LUFD a simplement passé un reportage d'un quart d'heure sur son meeting géant de jeudi, qui avait réuni, pendant plusieurs heures et dans une ambiance émouvante, plusieurs centaines de milliers de personnes sans l'ombre d'un incident. Le PSB en revanche est retombé dans des procédés staliniens de haine et de calomnie comme si, paniqué à l'idée d'une défaite éventuelle, il tirait ses dernières cartouches.

On a pu ainsi voir dans le spot du PSB des images mêlant les extaits d'un film sur les jeunesses hitlériennes, croix gammées à l'appui, et le portrait du jeune et populaire leader des étudiants indépendants, Emil Kochloukov, ancien détenu politique devenu l'un des organisateurs de la campagne de l'UFD. Suivait alors une série d'accusations à l'égard du jeune homme, comme celle de n'avoir pas reconnu un enfant illégitime – nom de la mère fourni en prime, – de s'être compromis en prison, ou d'avoir fait dépenser à l'UFD *« 1,3 million de dollars en propagande au lieu d'acheter des médicaments »*...

Débat civilisé

Le premier ministre, M. Andreï Loukanov, objet ces derniers temps d'attaques sur sa fortune personnelle dans la presse d'opposition, a ensuite, et très sérieusement, déploré les bassesses dans lesquelles l'opposition avait fait tomber la campagne électorale.

Le débat auquel ont participé aussitôt après, en direct, MM. Alexandre Lilov, président du PSB, Jelio Jelev, président de l'UFD, et Viktor Valkov, chef de l'Union agrarienne, fut beaucoup plus civilisé et d'un bon niveau : ce ne fut pas un simple échange de monologues mais un vrai débat, les questions de fond y furent abordées. M. Jelev, philosophe doux et tranquille qui peut manquer de charisme devant une foule, se montra là à son avantage, fin et tolérant, sans jamais manquer sa cible, alors que M. Lilov donnait l'image du communiste classique, sans agressivité mais gêné par la nature même du débat.

Au PSB, qui joue à fond sur l'image du rassembleur, promettant de former un gouvernement d'union nationale pour sauver la Bulgarie, M. Jelev répondit clairement pourquoi son mouvement ne gouvernerait pas avec le PSB : *« Ce parti a encore trop de péchés*, a-t-il dit : *lorsqu'il se sera scindé, alors nous pourrons nous allier à certains éléments, séparés des staliniens et des jivkoviens. »*

Quant au chef de l'Union agrarienne, parti asservi au PC jusqu'à il y a quelques mois, il se plaçait discrètement mais sûrement dans le camp de l'opposition. Le message de cette dernière semble avoir déjà conquis Sofia ; aura-t-il porté jusque dans les campagnes bulgares ? Réponse lundi.

SYLVIE KAUFFMANN

Un scrutin complexe

Quelque six millions et demi millions d'électeurs inscrits étaient appelés à élire, dimanche 10 juin, parmi trois mille quatre-vingt-dix-huit candidats les quatre cents députés de l'Assemblée constituante dont le mandat sera de dix-huit mois, deux cents députés sont élus au scrutin majoritaire à deux tours. Deux cents autres sont désignés sur des listes soumises au scrutin proportionnel en un seul tour. Trente-huit partis sont en lice mais seulement quatre d'entre eux devraient dépasser la barre des 4 % nécéssaires pour être représentés au Parlement. Il s'agit du Parti Socialiste bulgare (PSB), nouvelle dénomination du Parti communiste, de l'Union des forces démocratiques (UFD), alliance électorale de seize partis et mouvements d'opposition, du Parti agrarien officiel (PAB) qui vient de reprendre son indépendance après avoir été l'allié fidèle des communistes et, enfin, du parti de la minorité turque, le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS). Le second tour des élections aura lieu le 17 juin.

Une délégation de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se trouve en Bulgarie en qualité d'observateur pour les deux tours des élections législatives des 10 et 17 juin. Divisés en plusieurs groupes, les parlementaires devaient visiter plusieurs bureaux de vote dans la capitale et en province.

Selon Siméon II, l'ancien « roi-enfant »

Le communisme « est l'une des pires erreurs que l'homme ait jamais commises »

LONDRES

de notre correspondant

On n'avait pas beaucoup entendu parler de lui jusqu'ici, et pour cause. *« J'ai évité les médias pendant des années. A quoi servent les mots qui ne sont pas suivis d'action ? Et puis j'étais convaincu que je ne verrais pas de mon vivant une Bulgarie démocratique. »* Ainsi s'exprime Siméon II, l'ancien roi des Bulgares, qui régna de 1943 à 1946 alors qu'il n'était encore qu'un enfant. L'approche des scrutins des 10 et 17 juin à l'Assemblée constituante – les premières élections libres dans son pays depuis plus de cinquante ans – l'a décidé à sortir de sa réserve. Mais il reste prudent, refusant de citer le nom d'un parti ou d'une personnalité dont il se sentirait proche. Il remarque en souriant que la monarchie a permis le passage du totalitarisme à la démocratie en Espagne, parce que le roi Juan Carlos s'est situé au-dessus des partis.

Sa condamnation du communisme est sans appel. Il s'agit d'*« une des pires erreurs que l'homme ait jamais commises »*, d'une *« folie qui a coûté la vie à des dizaines de millions de personnes »*. Mais il n'est pas très précis sur l'avenir. La monarchie constitutionnelle, à la belge ou à l'espagnole, a évidemment ses préférences. Mais il estime que ses concitoyens doivent choisir eux-mêmes et dément les rumeurs selon lesquelles son retour serait imminent. A-t-il des contacts avec les autorités bulgares ? Oui, mais il estime qu'il n'a pas à leur demander la permission de rentrer, étant resté citoyen bulgare.

« Un référendum truqué »

Sa Majesté Siméon II attend visiblement le résultat des élections. Il est plus précis en ce qui concerne le futur statut international de son pays. Il souhaite pour celui-ci une sorte de neutralité. *« On dit parfois que la Bulgarie est la Prusse des Balkans. Je préférerais qu'elle en devienne le Costa-Rica.. »* explique-t-il, faisant allusion au seul pays d'Amérique centrale qui n'ait pas d'armée.

Siméon II est né en 1937 à Sofia. Son père, Boris III, monté sur le trône en 1918, avait pactisé avec Hitler, laissant les troupes allemandes pénétrer sur son territoire, mais avait refusé d'envoyer son armée sur le front de l'Est. Il est mort brutalement le 28 août 1943 au retour d'une entrevue tumultueuse avec Hitler. Siméon a succédé immédiatement à son père. Il a donc été un « roi-enfant », en pleine guerre. Son oncle le prince Cyrille, qui assurait la régence, et la plupart des dignitaires du régime ont été exécutés par les communistes après leur coup d'État de septembre 1944. La monarchie a été abolie deux ans plus tard *« par un référendum truqué »*, et le jeune roi, qui affirme n'avoir jamais abdiqué, est parti en exil, en Egypte, puis en Espagne, où il réside toujours. Devenu un homme d'affaires prospère, il parcourt l'Europe en maintenant le contact avec ses compatriotes exilés, convaincu que l'idée monarchique a le temps de faire son chemin : *« Après quarante-trois années d'exil, ce n'est pas une année de plus ou de moins qui importe... »*

DOMINIQUE DHOMBRES

URSS : plus de cent morts en une semaine en Asie centrale

Le président de l'Ouzbékistan demande l'aide de Moscou

Le président de l'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, a demandé l'aide de Moscou pour mettre un terme aux affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks, dont le bilan s'est encore alourdi : 102 morts depuis lundi, 436 blessés et 350 maisons incendiées, indiquait-on officiellement samedi 9 juin. M. Karimov avait proclamé jeudi l'état d'urgence dans les régions de sa République proches de la Kirghizie, où les affrontements avaient commencé et où le couvre-feu avait déjà été proclamé *(nos dernières éditions du 9 juin)*.

« Il y a un danger réel que les événements dans la région de Och [en Kirghizie] *dégénèrent en conflit entre les deux Républiques »*, affirme M. Karimov dans son message adressé au président Mikhaïl Gorbatchev, cité vendredi par l'agence Tass. L'agence précise que le président ouzbek *« demande dans ces conditions l'assistance de l'URSS tout entière, y compris du ministère de la défense »*.

A Moscou, un porte-parole du ministère de l'intérieur a précisé que dans la ville ouzbèke d'Andijan, quelque 10 000 personnes cherchaient à forcer les cordons de sécurité pour se rendre en Kirghizie porter secours à des parents et que sept personnes y avaient été tuées.

A Frounzé, capitale de la Kirghizie, soumise au couvre-feu, plusieurs milliers de personnes rassemblées vendredi se sont dispersées sans incidents après avoir entendu un mollah appeler au calme pour saluer la mémoire des défunts. – *(AFP.)*

La Russie affirme la primauté de ses lois

Suite de la première page

Publiquement aussi, M. Gorbatchev vient de se déclarer par ces phrases en faveur d'une alliance avec sa gauche – celle à laquelle travaillent depuis plusieurs semaines ses plus proches conseillers, qui aimeraient parvenir, à terme, à la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Souveraineté russe

Cela ne signifie ni que cette alliance soit déjà conclue ni qu'elle le sera obligatoirement, mais, signe des temps, le président soviétique a utilisé, vendredi, à deux reprises, l'expression d'*« entente nationale »*. Le Parlement russe a, de son côté, chargé son président, M. Eltsine, de prononcer une allocution télévisée pour appeler *« les peuples »* de la Fédération à l'*« accord civique »* et à la *« consolidation »*, un mot clé du vocabulaire gorbatchevien.

« S'il n'y avait pas Eltsine, Gorbatchev ne devrait-il pas l'inventer ? », demande en conséquence dans le dernier numéro de *Temps nouveaux* M. Ambartsoumov, député de Russie, et l'une des principales figures intellectuelles du milieu réformateur. Qu'il en soit ou non déjà convaincu, le président soviétique s'est en tout cas totalement abstenu vendredi de critiquer le vote par lequel le Parlement de Russie a affirmé la primauté des lois et de la Constitution russes sur celles de l'Union.

« Je suis sûr à cent pour cent que ni le congrès (de Russie) *ni son* (futur) *Soviet suprême n'adopteront de lois qui porteraient préjudice à la fédération »*, a-t-il au contraire déclaré avec force. C'était dire que rien n'était encore fait, puisqu'il ne s'agit que d'un premier vote qui demande confirmation et sur lequel pèseront sans aucun doute les pourparlers en cours. Sur le fond, M. Gorbatchev sait cependant que cette *« souveraineté »* de la Russie bénéficie d'un soutien populaire assez massif pour que le quotidien du ministère de la défense décrive samedi matin avec enthousiasme l'ovation qui a accueilli au Parlement la proclamation des résultats du vote (544 voix contre 271).

Comme dans toutes les autres Républiques, la souveraineté de la Russie sera affirmée pour la double raison que cette notion sous-tend tous les textes de réforme des rapports entre le centre et la périphérie et que le mot a été pris au mot. Comme le souligne M. Ambartsoumov dans son article, il n'y a rien là de catastrophique ni pour l'URSS ni pour M. Gorbatchev. La première ne s'en portera que moins mal et le second n'a plus de cette manière qu'à entériner un état de fait pour parvenir à la définition de ce nouvel *« accord d'union »* pour lequel il s'était prononcé il y a plus d'un an, et dont la conclusion aurait été sans M. Eltsine beaucoup plus longue et compliquée.

Insensiblement, l'URSS commence maintenant à entrer dans la deuxième grande phase de sa reconstruction. Sur fond de « passage au marché », un véritable jeu politique de type parlementaire commence en effet à s'instaurer entre le président et les nouvelles forces sorties des urnes – entre le réformateur et les enfants de ses réformes. Ce jeu n'est pas facile. Déjà se profilent les rivalités d'ambitions, et il y aura des secousses.

Reste que ce jeu s'instaure, que c'est là un succès et non pas un échec des réformes, et qu'à l'heure où s'ébauche le grand compromis international sur l'Allemagne le tableau général de l'URSS n'est pas si sombre qu'on pourrait, trop rapidement, le penser.

BERNARD GUETTA

Un entretien avec M. Lech Walesa

Suite de la première page



Aujourd'hui la menace n'est pas très grande car nous avons des gens magnifiques comme Michnik, Geremek, Mazowiecki et en partie Walesa. Ce n'est pas dangereux. Mais d'autres viendront après nous. D'autres profiteront de cette union, de ce « Front d'union nationale » car ce n'est rien d'autre. D'autres en profiteront et nous ferons à nos enfants un tel enfer que nos enfants nous maudiront encore plus que nous ne maudissons les communistes . C'est pourquoi j'essaie d'amorcer en Pologne un mouvement de partage, pas du pays, pas de la Pologne, un partage pluraliste, créateur.

– Et comment voyez-vous ce partage?

– Pour l'instant, je me suis engagé dans une remise en ordre qui me paraissait nécessaire. Il est inadmissible que Henryk Wujec soit à la fois dans les comités civiques et dans le groupe parlementaire (*Le Monde* du 6 juin). Il faut que nous apprenions, en Pologne, à « partir ». Aux Etats-Unis, quand le président doit quitter la Maison Blanche, il n'est sans doute pas très gai, mais il trouve cela normal. Chez nous, quand on a installé quelqu'un à un poste, il est impossible de l'en déloger. C'est comme mon différend avec Michnik. Adam est mon ami. Je l'aime beaucoup. Mais quand je l'ai désigné à la tête de *Gazeta*, c'était pour les élections, pour la campagne électorale. Depuis, les choses ont évolué. Et maintenant, j'apprends que son journal est tenu par une société anonyme, une société commerciale. Ma désignation n'est donc plus valable. Qu'il me rende son poste, ou qu'il se fasse nommer par sa société, mais en tout cas il ne doit plus utiliser le sigle de Solidarité qui n'appartient qu'au syndicat.

– Comment voyez-vous le paysage politique du pays?

– On nous dit qu'en Pologne les gens ne veulent pas de partis politiques. Ils n'en veulent pas parce que Solidarité n'en veut pas. Parce que nous empêchons leur formation. Même si nous continuons à dire que nous sommes les meilleurs, que nous nous y connaissons le mieux, que nous l'avons prouvé pendant des années, nous, c'est-à-dire Geremek, Mazowiecki, Kuron, Michnik, moi, nous avons prouvé que nous savons lutter . Cela était bon pour un temps, celui du combat, mais plus maintenant. Si cela devait continuer cela serait très mal pour la Pologne. Même l'Albanie nous devancerait. Les gens disent qu'il est difficile d'avoir cent partis et d'aller aux élections. Au début, c'est difficile. Mais si ces cent partis ont chacun ne serait-ce que cent adhérents, vous avez déjà 10 000 personnes qui sont engagées dans une lutte politique, qui se sentent impliquées.

« Je ne rêve que d'aller à la pêche... »

Or nous, qu'avons-nous fait ? Une élite à tout prix, moi en tête, comme si les autres ne comptaient pas. Si nous continuons à leur dire *« laissez nous faire »*, cela risque d'être très dangereux pour la Pologne. Il faut accélérer une plus grande participation des citoyens à l'exercice du pouvoir, il faut favoriser l'apparition de nouveaux partages politiques, gauche, droite, ou encore, comme en Europe, entre des partis chrétien-démocrate et social-démocrate. Maintenir Solidarité est une mauvaise chose. Solidarité, aujourd'hui, c'est comme jadis le Front d'union nationale. Pour l'instant pas encore entaché, mais dans deux ans le mouvement sera sali . Je ne le veux pas. Nous nous sommes si joliment battus, nous avons vécu d'une si belle façon. Pourquoi abîmer ce beau drapeau ? Rangeons-le tant qu'il est intact, préservons-le. Ne le laissons pas à *Gazeta* qui devient un torchon, ou qui le deviendra tôt ou tard, quand Michnik sera parti. Mettons ce beau drapeau de Solidarité à l'abri, ne le laissons pas salir . Il servira à nos enfants le jour où ils se battront contre nous.

– Quel est votre objectif?

– Aller à la pêche.

– Pourquoi?

– Je suis un centriste. Plutôt du centre, un peu à droite. Car je suis de ce peuple... chrétien, je n'ai aucune expérience des partis. J'aurais pu faire de Solidarité un parti, le plus grand. Je peux d'ailleurs toujours le faire . J'en suis capable. Et tous les autres en seraient estomaqués. Mais une fois de plus, on dirait que j'ai fait quelque chose de grandiose. Or moi je ne veux pas passer pour un grand homme. Je veux seulement bâtir une grande Pologne. Je n'ai pas d'ambitions politiques, je veux uniquement remettre de l'ordre en Pologne. Cela fait vingt-cinq ans que je mène mon combat . Je ne veux pas que dans vingt-cinq ans, mon nom soit maudit. Il y a trop de combines sordides autour de Solidarité et de certains groupes. Et tout ça parce qu'il n'y a pas de pluralisme.

– L'Union du centre a lancé votre candidature comme président...

– Ils veulent se singulariser. C'est pourquoi ils ont avancé cette affaire de présidence et mon nom. Moi, je n'y suis pour rien. Je n'y ai pas participé. Bien sûr ce sont des amis, et le centre m'est très proche, je suis un centriste, je ne dirige absolument pas ce mouvement, je n'y participe pas, mais je me félicite de son existence car cela renforce le pluralisme. Je ne veux vraiment pas être président. Je suis trop agité, trop actif. Mais le destin me jouera un sale tour . Il y aura tant de divergences, tant de conflits que j'y serai obligé. Personne ne sera assez fort pour m'arrêter. Je suis capable d'avoir la majorité et je devrai le faire. Mais sincèrement, je ne rêve que d'aller à la pêche.

M. Mazowiecki « fait de son mieux »

– Etes-vous toujours en guerre avec le gouvernement de Mazowiecki?

– J'ai employé le mot de guerre au sens figuré, au sens d'une lutte démocratique parlementaire. Le mot a été sorti de son contexte.

» J'ai soutenu Mazowiecki, je le soutiens, je vais continuer à le soutenir, parce qu'il ressemble à la Pologne. Fatigué, exténué, déformé, il a du mal à respirer, comme la Pologne. En même temps c'est un homme que l'on ne peut pas ne pas aimer . D'une grande honnêteté, d'une grande fidélité. C'est pourquoi je vais le soutenir, mais sans renoncer à le critiquer. En tant que syndicaliste je vois les choses différemment, et sur certains points je suis totalement en désaccord. Mais dans la plupart des cas je serai pour lui car il fait de son mieux. (1)

– Faut-il aider M. Gorbatchev ?

– Je pense que Gorbatchev est un phénomène de son temps. Comme l'a été Solidarité ou Walesa. En ce sens, Gorbatchev est un phénomène. Les uns disent que c'est une maladie du système, les autres que c'est une preuve de santé, et du système, et de son époque. Les deux appréciations sont correctes. Cela dépend seulement du point de vue de celui qui parle. Ce qui est sûr, c'et que chaque successeur devra être un nouveau Gorbatchev, devra faire la même chose que lui, mieux ou moins bien, plus ou moins vite, à moindre coût ou au prix de plus d'efforts. Mais à moins d'un cataclysme, personne ne pourra arrêter cette évolution. »

Propos recueillis par GABRIEL MERETIK

(1) Cet entretien a été réalisé mercredi 6 juin à Gdansk, c'est-à-dire quelques jours après l'interview accordée par Lech Walesa à l'hebdomadaire Solidarnosc, interview dans laquelle il attaquait violemment M. Mazowiecki (Le Monde 8 juin).



EUROPE

RFA : divisions au sein du SPD

M. Oskar Lafontaine pourrait retirer sa candidature à la chancellerie

BONN

de notre correspondant

M. Oskar Lafontaine, candidat désigné du Parti social-démocrate (SPD) à la chancellerie, pourrait renoncer à briguer la place du chancelier Helmut Kohl lors des élections du mois de décembre au Bundestag. M. Lafontaine estime que le traité d'Etat signé le 18 mai à Bonn entre la RFA et la RDA et qui porte sur l'union économique, monétaire et sociale, ne prévoit pas suffisamment de mesures destinées à préserver l'emploi en RDA. A son avis, le passage d'un système d'économie planifiée à une économie de marché, tel qu'il est prévu dans le texte, est trop rapide.

Vendredi 8 juin, la plupart des députés du SPD ont toutefois annoncé leur intention de voter le texte lors de ses différentes lectures au Bundestag, arguant du fait que le SPD porterait une très lourde responsabilité aux yeux de la population est-allemande s'il venait à repousser ce traité essentiel pour la future union politique des deux Etats.

M. Lafontaine, qui se remet chez lui à Sarrebruck de l'attentat dont il a été victime le 25 avril à Cologne, suggère que les députés SPD rejettent le texte lors de son passage au Bundestag, et l'approuvent au Bundesrat. Depuis les élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Basse-Saxe, le SPD est en effet majoritaire à la Chambre haute du Parlement de Bonn.

«Frères ennemis»

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, et plusieurs autres responsables du parti, n'ont jamais montré un grand empressement à épouser la thèse de M. Lafontaine dans le débat sur la ratification du traité.

M. Vogel a rencontré récemment le chancelier Kohl pour évoquer les griefs du SPD contre le traité d'Etat, mais M. Lafontaine n'a pas été associé aux négociations qui se sont ouvertes ensuite. Dimanche, les deux hommes, que la presse conservatrice présente comme *«les frères ennemis du SPD»*, M. Vogel et M. Lafontaine, devaient se rencontrer à Sarrebruck pour tenter d'adopter une position commune. Jeudi prochain, les présidents des quatre grands partis, MM. Kohl (CDU), Waigel (CSU), Lambsdorff (FDP) et Vogel (SPD) doivent se retrouver une ultime fois pour débattre du traité d'Etat avant sa ratification par le Parlement. – *(Intérim.)*

ALBANIE

Incident à l'ambassade de France à Tirana

Selon des informations en provenance de Tirana, un incident s'est produit le mercredi 30 mai vers 21 h 30 à la résidence de l'ambassadeur de France en Albanie, où un ressortissant albanais venait de se présenter pour réclamer, semble-t-il, l'asile politique. L'ambassadeur ayant ouvert lui-même la porte de sa résidence pour accueillir le visiteur, un groupe de policiers intervint avec brutalité pour se saisir de ce dernier. Une bousculade se produisit alors, au cours de laquelle l'ambassadeur et sa femme auraient été sérieusement malmenés.

La réalité de cet incident n'est pas démentie au Quai d'Orsay, où l'on fait observer que des demandeurs d'asile se sont présentés ces derniers temps dans plusieurs ambassades occidentales à Tirana. On s'abstenait toutefois samedi matin 9 juin de tout commentaire officiel au sujet de cette information.

On observera que cette affaire, se produit au moment où l'Albanie déclare vouloir adhérer à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) – ce qui suppose qu'elle se conforme aux principes de cette organisation, en particulier en matière de respect des droits de l'homme.

□ **ROUMANIE : le vice-ministre de l'enseignement sequestré.** – Le vice-ministre roumain de l'enseignement, M. lajos Demeny, membre de la minorité hongroise, a été séquestré et contraint de quitter la ville de Tirgu-Mure (Transylvanie), mercredi 6 juin. Élu sénateur sur la liste de l'Union démocratique des magyars de Roumanie (UDMR), il a été retenu dans un bureau de l'inspectorat de Tirgu-Mures par un groupe d'une douzaine de personnes qui l'ont menacé et insulté. En fin de journée, et toujours sous la menace, M. Demeny et deux membres d'une délégation arrivés avec lui de Bucarest ont été conduits à la gare et mis dans un train à destination de la capitale. – *(AFP.)*

□ **Mort d'un membre de la famille de Ceausescu.** – Vasile Barbulescu, l'un des beaux-frères de Nicolae Ceausescu, est décédé, a annoncé la radio roumaine dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 juin. La radio n'a pas donné d'autre détail sur la mort de Vasile Barbulescu, qui était secrétaire du comité central du PC roumain chargé de l'agriculture au moment de la chute du régime, le 22 décembre dernier. Emprisonné, Vasile Barbulescu était, comme la plupart des dignitaires de l'époque Ceausescu, sous le coup d'une enquête judiciaire, mais celle-ci avait été suspendue en raison de la *«grave maladie»* dont il souffrait. – *(AFP.)*

— *AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS* —

CETTE SEMAINE DANS « LE MONDE »

LES ENTREPRISES

ELF GABON
AVENIR HAVAS MEDIA
ASSOCIATION NEWTON AVENIR
TOTAL
(Cie française des pétroles)

ont communiqué
leur date d'assemblée générale.

Vous pouvez trouver
toutes les informations nécessaires
sur minitel. Tapez : 3615 LM puis AVIS

PROCHE-ORIENT

ISRAEL : avant le débat d'investiture lundi à la Knesset

Les interminables marchandages sur le nouveau gouvernement ont étouffé le débat politique

M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien sortant, devait présenter lundi 11 juin à l'investiture du Parlement le nouveau gouvernement de droite qu'il a réussi à mettre sur pied vendredi *(nos dernières éditions du 9 juin)*. A moins de défections de dernière heure, toujours possibles, M. Shamir devrait pouvoir compter sur une majorité de deux voix à la Knesset.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'affaire est passablement surréaliste : les Israéliens viennent de traverser la plus longue crise gouvernementale de leur histoire sans que la classe politique aborde jamais les grands problèmes du pays, qui n'en manque pourtant pas. Cette crise avait pourtant été provoquée par une vraie question, un conflit de fond entre la droite et la gauche : fallait-il s'engager dans une négociation avec des personnalités des territoires occupés fidèles aux consignes de l'OLP, et dont l'appui est indispensable si l'on prétend, comme le voulait le gouvernement d'union nationale Likoud-travailliste, organiser des élections en Cisjordanie et à Gaza? Les travaillistes de M. Shimon Pérès répondaient «oui», comme le souhaitaient les Etats-Unis, cependant que le Likoud de M. Itzhak Shamir refusait de franchir ce pas.

Formée à l'issue du scrutin indécis de novembre 1988, la majorité d'union nationale n'y a pas résisté,et ses deux composantes se séparaient sur cette question. Seulement, durant les trois mois de crise qui ont suivi, la question fut enterrée, le débat politique étouffé, inexistant. Les citoyens de l'Etat hébreu – et les Palestiniens des territoires – ont assisté à une série d'interminables tractations portant exclusivement sur des sujets *«annexes»* : répartition des portefeuilles ministériels, attribution des subventions à telle ou telle formation religieuse, négociation des places sur la liste des grands partis dans la perspective des prochaines élections.

Au mieux, on a débattu de la nécessité de renforcer la législation prohibant la vente de la viande de porc, quand les territoires étaient au bord de l'explosion ; ou doctement discuté de la préservation du repos sabbatique, quand les relations avec l'allié américain traversaient une phase des plus délicates. Ce jeu-là a mobilisé toute l'énergie des politiques. Il a donné lieu à de peu reluisantes transactions voire à des défections d'un camp à l'autre de l'échiquier en fonction des promesses faites ici ou là. Des vrais enjeux, des nuages qui s'accumulent à l'horizon régional, de l'intifada et de l'avenir des relations avec les Etats-Unis, il n'a pas été question, pas plus, d'ailleurs, que de la vague d'immigration des juifs soviétiques.

Seul a compté l'obscur marchandage parlementaire devant permettre à l'un ou l'autre des grands partis de gagner à son camp suffisamment de petites formations pour établir une majorité. Il a en été ainsi jusqu'à ce que M. Shamir surclasse M. Pérès dans l'exercice et arrive, tant bien que mal, à assembler, vendredi 8 juin, une coalition dite restreinte.

Elle va de l'extrême droite aux partis religieux et doit encore subir l'épreuve du débat d'investiture, lundi prochain à la Knesset, avant qu'un gouvernement de même couleur entre réellement en fonction. S'il voit le jour, il aura pour objectif prioritaire, a dit M. Shamir, de préparer l'intégration des juifs soviétiques; il reprendra le projet d'élections dans les territoires – mais à des conditions inacceptables pour les Palestiniens; il refusera toute négociation avec l'OLP et entend développer les implantations en Cisjordanie et à Gaza.

Une coalition mal accueillie

D'ores et déjà, c'est un gouvernement mal accueilli, unanimement. La presse n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer un jeu institutionnel incapable de traduire les vrais débats et pour stigmatiser une classe politique dont les occupations n'ont plus grand chose à voir avec les préoccupations des Israéliens. Cette crise gouvernementale fut aussi une crise de régime. *Haaretz* observe que *«les intérêts nationaux ont été délaissés»* au profit de *«tractations sans précédent relevant du chantage personnel ou de la défense d'intérêts partisans et catégoriels»*.

Le *Yediot Aharonot* n'est pas moins sévère : *«Notre système politique*, dit-il, *est pourri jusqu'à la corde ; ce jeu d'ambitions personnelles et cette obsession du pouvoir nous conduiront à la ruine.»* Le *Jerusalem Post* rappelle que Menahem Begin *«a quitté la scène politique lorsqu'il a senti que la charge du gouvernement était devenue trop lourde pour lui»*, et ajoute : *«un bon nombre de responsables d'aujourd'hui, dans tous les partis, feraient bien de prendre exemple et de s'en aller»*.

Dans les sondages, la confiance de l'opinion à l'égard du système et de la classe politiques n'a cessé de s'effondrer – évolution dangereuse qu'accompagne un début de réaction antiparlementaire. Le président de l'Etat, M. Haim Herzog, se dit submergé par un courrier *«sans précédent»* où les Israéliens font part d'une exaspération croissante devant la futilité de ce théâtre politique : les acteurs paraissent bien fatigués et la pièce bien pauvre en un moment crucial de l'histoire du pays. Si le gouvernement et la Knesset enterrent une nouvelle fois les multiples projets de réforme constitutionnelle, M. Herzog menacerait de passer outre et de désigner lui même un *«comité»* chargé d'en débattre.

Le coup de déprime a gagné l'entourage de M. Shamir, et certains des plus proches collaborateurs du premier ministre ne cachaient pas leur pessimisme. M. Dan Meridor voyait difficilement fonctionner un gouvernement si mal né; M. Ehud Olmert ne lui assignait qu'un rôle très transitoire et observait que ces derniers jours *«ne figureraient pas parmi les plus brillants de l'histoire politique du pays»*.

Pour se réjouir, il n'y avait que les «durs» du Likoud, ceux qui ont réussi à ébranler l'emprise de M. Shamir sur le parti : M. David Lévy, au profil si peu diplomatique, qui se verra confier les affaires étrangères (en remplacement de Moshe Arens, promis à la défense); Ariel Sharon, à la réputation si contestée, qui prendrait la tête d'un super-ministère du logement avec la charge d'installer les nouveaux immigrants. La gauche, mal résignée à l'opposition, tonnait, bien sûr, contre ce gouvernement *«le pire et le plus dangereux qu'on puisse imaginer»*.

ALAIN FRACHON

□ **Le chef du FDLP : un (gouvernement de fous».** – Le chef du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), M. Nayef Hawatmeh, prévoit *«une intensification de la répression»* dans les territoires occupés de la part du prochain gouvernement Shamir. *«Ce gouvernement de fous*, a-t-il dit, *constitue la dernière arme en possession des occupants israéliens et de l'administration américaine que le peuple palestinien saura briser pour édifier son Etat indépendant.* (AFP.)

L'intransigeance de M. Shamir et des Palestiniens «radicaux» réduit à néant les efforts de paix de Washington

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont-ils sur le point de renoncer de fait à leurs efforts de paix au Proche-Orient au moment même où Israël se dote d'un gouvernement plus intransigeant que jamais à l'égard des Palestiniens? L'équipe que M. Shamir est en train de constituer est aussi éloignée que possible des vœux de l'administration américaine, et le premier ministre israélien lui-même a tout fait ces derniers mois pour mécontenter la Maison Blanche. Mais c'est pourtant à cet homme, qu'il considère comme un obstacle à la paix, que M. Bush envisage de consentir un royal cadeau d'intronisation – la rupture du timide dialogue engagé depuis dix-huit mois entre les Etats Unis et l'OLP.

Parmi les nombreuses conditions posées par Washington à l'ouverture de ce dialogue – à la fin de la présidence Reagan – figurait la renonciation au *«terrorisme»*, et, en dépit de critiques constantes qui lui étaient adressées par la plupart des grandes organisations juives américaines et les commentateurs pro-israéliens, l'administration avait fait valoir depuis dix-huit mois que l'OLP avait tenu parole.

Mais l'attaque avortée de commandos palestiniens en direction de la côte israélienne, le 30 mai dernier, a placé l'exécutif américain dans une position délicate, dont il a voulu se tirer en formulant deux exigences : que Yasser Arafat condamne le raid et expulse son initiateur, Aboul Abbas, des rangs de l'OLP. M. Arafat s'est expressément dissocié de l'opération mais il s'est abstenu de la condamner, et, à plus forte raison, d'exclure son organisateur, les statuts de l'OLP ne lui permettant d'ailleurs apparemment pas de le faire.

L'administration peut difficilement *«oublier»* les exigences qu'elle a elle-même formulées. Questionnés presque chaque jour à ce sujet, les responsables de l'exécutif s'efforcent donc de temporiser. Vendredi 8 juin, c'est M. Bush lui-même qui s'est livré à cet exercice difficile, en déclarant, à propos d'une éventuelle rupture avec l'OLP : *«Nous discutons toutes ces questions, mais aucune décision n'a été prise, et je ne suis pas prêt à en annoncer une maintenant.»* En même temps, le président américain a estimé que la tentative de débarquement sur des plages israéliennes constituait à son avis *«un acte de pur terrorisme»*.

On voit mal dans ces conditions comment Washington pourrait différer très longtemps sa décision – qui pourrait être de *«suspendre»* le dialogue le temps que M. Arafat se plie aux exigences qui lui sont faites.

Suspension du dialogue avec l'OLP ?

les responsables américains savent aussi qu'ils risquent par là de ruiner définitivement ce qui reste du plan Baker qui devait poser les bases d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Et ils n'ignorent pas que Yasser Arafat, même s'il le souhaitait, pourrait très difficilement, dans le contexte politique et émotionnel actuel, faire ce que Washington requiert de lui.

D'abord parce que la tentative de débarquement a eu lieu au lendemain d'une phase particulièrement sanglante de la répression dans les territoires occupés. Ensuite parce que les Etats-Unis ont fini par opposer leur veto à l'envoi d'une mission d'enquête du Conseil de sécurité des Nations Unies dans ces territoires, revenant apparemment sur un engagement tacite pris envers l'OLP. Enfin et surtout, parce que M. Arafat n'est en mesure de se prévaloir d'aucun résultat concret au terme de dix-huit mois de ce fameux «dialogue» avec les Etats-Unis, et qu'il lui faut songer à préserver sa propre position.

L'administration Bush souhaite de toute évidence éviter de laisser se développer une nouvelle vague d'anti-américanisme dans le monde arabe, qui se traduirait, entre autres, par un déclin de l'influence de l'Egypte au profit de l'Irak, et elle n'a en principe pas renoncé à promouvoir des efforts de paix : M. Bush lui-même l'a rappelé vendredi, en indiquant, à propos du nouveau gouvernement Shamir, qu'il était *«prêt à travailler avec quiconque sera placé à la tête d'Israël»*. Mais, a-t-il ajouté, les Israéliens *«connaissent notre position sur les négociations de paix, qui est ferme. Nous voulons qu'elles commencent»*.

Il est tout aussi vrai que le président américain est personnellement choqué par le sort fait aux Palestiniens, et en premier lieu aux enfants, et qu'il ne manque jamais une occasion de réitérer son opposition à la colonisation des territoires occupés – dont le nouveau gouvernement Shamir s'apprête apparemment à faire un objectif prioritaire.

En même temps, et quelle que soit l'irritation causée à Washington par la politique israélienne, que ce soit à Gaza, à Jérusalem-est, en Afrique du Sud ou en Ethiopie, il semble que M. Shamir, et ceux qui le soutiennent aux Etats-Unis mêmes, soient une fois de plus parvenus, avec l'«aide» d'une faction palestinienne «dure», à paralyser la volonté du grand protecteur américain. Sans doute parce que cette volonté n'a jamais été très forte, alors que celle de M. Shamir l'est.

Rien n'est encore tout à fait joué, mais la prédiction formulée en privé, il y a un peu moins d'un mois, par un très haut responsable américain semble en passe de se réaliser : *«Shamir*, expliquait-il, *va former une coalition étroite, avec l'appui des petits partis. Il est clair qu'il ne souhaite* pas *que son propre plan de paix aboutisse, mais il fera semblant de vouloir l'appliquer, tout en faisant traîner les choses. Et il compte qu'à un moment ou à un autre l'OLP agira de manière telle que les Etats-Unis seront contraints de se réaligner sur les positions israéliennes.»*

JAN KRAUZE

AMÉRIQUES

PÉROU : le second tour de l'élection présidentielle

Les instituts de sondage prévoient un résultat très serré

LIMA

de notre correspondante

A la veille du second tour de scrutin pour l'élection présidentielle du 10 juin, M. Alberto Fujimori (indépendant) ne conserve plus qu'un avantage infime sur M. Mario Vargas Llosa (FREDEMO, droite libérale). Selon les instituts de sondage, entre 2 et 5 points séparent les deux prétendants à la succession du président Alan Garcia. Une différence de seulement quelques dizaines de milliers de voix, sur près de dix millions, et qui rendra vraisemblablement difficile la proclamation de résulats rapides. Pour départager les candidats d'un quasi ex aequo, il faudra s'en remettre au verdict officiel du tribunal électoral, prévu pour la fin juin. *«Les statistiques nous indiquent un match nul,* estime l'agence DATUM. *L'emportera celui qui effectuera un meilleur contrôle des urnes.»* Au premier tour, les réclamations de ses représentants ont, semble-t-il fait grimper de 2 à 3 points le score du parti officiel, en obligeant à l'annulation des procès-verbaux de bureaux entiers. *«Il ne s'agirait pas d'une fraude massive,* ajoute DATUM, *mais d'une petite manipulation.»* Alberto Fujimori, qui était crédité de 53 % des intentions de vote au lendemain du premier tour de scrutin du 8 avril, ce qui le plaçait à vingt points de l'écrivain, n'a cessé de perdre du terrain pendant la campagne pour le second tour. A l'opposé, Mario Vargas Llosa a grignoté lentement le marais électoral urbain sur lequel reposait une partie de la clientèle de son adversaire.

NICOLE BONNET

□ **COSTA-RICA : mort de l'ancien président José Figueres.** – José Figueres Ferrer, trois fois président du Costa-Rica, est décédé vendredi 8 juin à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. L'ancien chef d'Etat est mort au terme d'une longue maladie qui, au cours des cinq dernières années, l'a contraint à abandonner complètement ses activités politiques, bien qu'il soit resté président du Parti de libération nationale (social-démocrate), dont il fut le fondateur en 1951. L'ex-président est arrivé au pouvoir pour la première fois en 1948 à l'issue d'une brève mais meurtrière guerre civile. Il a ensuite été élu président en 1953 et en 1970. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Des offres de coopération de l'OTAN à l'URSS

Les Occidentaux feront de nouvelles propositions de désarmement à Vienne

TURNBERRY

de notre envoyé spécial

« Nous adressons à l'Union soviétique et à tous les autres pays européens un message d'amitié et de coopération », lit-on dans le « message de Turnberry » que les ministres des affaires étrangères des seize pays de l'alliance atlantique ont placé en préambule du communiqué publié à l'issue de leur réunion des 7 et 8 juin en Ecosse. Usant ainsi d'une terminologie inédite pour l'OTAN – celle du *« partenariat »*, comme l'expose, non sans emphase, M. Manfred Woerner, le secrétaire général, – les Seize enterrent formellement la guerre froide.

« Il faut encourager l'Union soviétique à adopter l'attitude la plus positive possible à l'égard de l'unification allemande », a noté M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, à l'issue de la réunion. De fait, au-delà des bons sentiments exprimés par brassées, l'Ouest n'a pas ménagé ses efforts et semble décidé à faire davantage encore pour convaincre Moscou d'ici au sommet que doivent tenir les trente-cinq pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), à Paris, probablement en décembre.

Afin de désembourber les négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE), la priorité des priorités pour l'Alliance, les Seize ont confirmé leur volonté de « bouger » dans le sens souhaité par l'URSS. *« Nous restons prêts à tenir compte des intérêts que les autres participants font valoir et à examiner toutes les questions en suspens avec, donc, de part et d'autre, la volonté de parvenir à des compromis raisonnables. C'est pourquoi nous avons chargé nos négociateurs à Vienne de définir des approches nouvelles pour arriver à des solutions mutuellement acceptables en ce qui concerne particulièrement les avions, les blindés et la vérification »*, indique le communiqué.

Les propositions chiffrées, apparemment, sont prêtes, ou même déjà transmises. S'agissant des avions, le pacte de Varsovie trouve insuffisant le plafond de 5 200 appareils proposé pour chacun des deux camps en février par l'OTAN ; l'organisation atlantique accepterait de le fixer entre 6 000 et 6 500. L'Ouest serait également prêt à alléger le dispositif de vérification qu'il a proposé et qui est jugé trop lourd par l'URSS. L'offre d'une négociation sur les missiles nucléaires à courte portée basés à terre est confirmée et un groupe de travail à haut niveau sera bientôt mis en place pour définir la position de l'alliance. Mais, à l'évidence, les ministres, à l'approche des élections allemandes, n'ont éprouvé aucune envie de placer ce dossier sensible sur l'avant-scène.

Le nouvel ordre européen

Les chefs d'Etat et de gouvernement donneront les premières indications lors de leur rendez-vous de juillet à Londres sur la façon dont l'alliance envisage le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE. *« Ce, sera l'occasion pour l'URSS de retrouver sa place naturelle dans le nouvel ordre européen et d'échapper à son isolement précédent »*, a commenté M. Manfred Woerner.

Le paragraphe du communiqué concernant l'Allemagne exprime ce qui est aujourd'hui, vis-à-vis de Moscou, la revendication principale de l'alliance : *« Une Allemagne unifiée doit avoir le droit – reconnu dans l'Acte final d'Helsinki – de décider d'être, ou non – partie à un traité d'alliance. Il importe, selon nous, pour assurer la stabilité de l'Europe et répondre aux vœux exprimés par le peuple allemand, que l'Allemagne unifiée soit membre à part entière de l'alliance et de sa structure militaire intégrée, sans préjudice des prises de position concernant le non-déploiement des forces de l'OTAN sur le territoire actuel de l'Allemagne de l'Est. »*

La proposition de l'alliance à ce sujet (l'un des neuf points de l'offre faite par M. Bush à M. Gorbatchev) ne vaut que pour une période de transition. Au-delà, il devient difficile de préjuger de la situation, sauf à remettre en cause la souveraineté de l'Allemagne, a expliqué M. Baker, ajoutant cependant que c'était là un sujet sur lequel les Soviétiques pourraient présenter des contre-propositions.

Au-delà de la négociation multiforme entre l'Union soviétique et l'Occident, qui va se poursuivre jusqu'au sommet de la CSCE, les ministres des affaires étrangères se sont préoccupés de la « rénovation » de l'alliance. Ils ont admis, comme le souhaitait la France, mais aussi plusieurs partenaires européens, tels l'Italie, l'Espagne et la Belgique, que cette réforme devait être menée sous la conduite des ministres des affaires étrangères et ne pas se limiter à quelques retouches, mais concerner l'ensemble de la doctrine, des structures et du fonctionnement de l'alliance atlantique.

PHILIPPE LEMAITRE

En visite à Moscou

Mme Thatcher s'est montrée incrédule envers l'idée d'un système de sécurité paneuropéen

MOSCOU

de notre correspondant

Tandis que l'alliance atlantique offrait, de Turnberry, *« amitié »* et *« coopération »* à L'URSS, Mme Thatcher était vendredi 8 juin à Moscou, où elle a déclaré qu'il fallait fournir des *« assurances »* à M. Gorbatchev sur la question allemande.

Ainsi, le vaste effort diplomatique visant à dégager un consensus international sur le futur statut de l'Allemagne se poursuit. L'essentiel – trouver les solutions concrètes – reste cependant à faire. M. Gorbatchev a précisé, vendredi, devant Mme Thatcher, sa manière de voir les choses.

L'essentiel pour lui, a-t-il dit au cours de la conférence de presse qu'il a donnée avec le premier ministre britannique, est que ne soit pas privilégiée une *« option »* de départ mais qu'on procède, au contraire, à *« une recherche intensive* [afin de] *de trouver la meilleure option, à même de satisfaire chacun et de contribuer* [...] *au développement des processus positifs en Europe »*.

Un peu plus tôt au cours de ses entretiens avec Mme Thatcher, il avait souligné la nécessité d'une *« approche originale »* en déclarant : *« Il ne faut pas avoir peur de ce que telle ou telle approche puisse sembler irréaliste,* [car] *l'expérience montre que des idées qui semblaient utopiques sont devenues, quelques années plus tard, des réalités »*. Des *« idées sont en train de mûrir, de se former »*, a-t-il ajouté devant la presse, en répétant, sans autre précision, qu'il ne fallait *« pas avoir peur »*. Lorsqu'il lui a été demandé, à lui et Mme Thatcher, s'ils seraient favorables à la création d'un système de sécurité paneuropéen et *« d'institutions communes »* aux deux actuelles alliances militaires, on a cependant vu où était la divergence à réduire.

« Je ne vois pas ces institutions communes émerger pour le moment », a répondu le premier ministre britannique, remettant ces perspectives à des jours aussi lointains que meilleurs. Le président soviétique s'est lancé, pour sa part, dans une longue période d'où il ressortait que *« si le prochain sommet de l'OTAN, en juillet, permettait de réduire les écarts »*, alors pourquoi ne pas aller dans ce sens ? La réserve se lisait sur le visage de Mme Thatcher, vers laquelle s'est alors tourné M. Gorbatchev pour dire à la cantonade : *« ...Mais le premier ministre est plus prudent et expérimentée que moi, et se réserve donc la possibilité de partir d'une approche pondérée. »*

Un entretien avec le général Iazov

M. Gorbatchev voudrait – situation intérieure oblige – pouvoir brûler les étapes de l'ancrage russe à l'Europe. Plusieurs des dirigeants occidentaux, dont le chef du gouvernement britannique, ont l'évident souci de ne pas laisser, à cette occasion, mettre en question les équilibres internes de l'alliance atlantique. Mme Thatcher a beaucoup insisté sur le maintien des forces américaines en Europe, qui sont, a-t-elle dit, *« vitales pour sa sécurité »*. M. Gorbatchev n'a pas dit le contraire, mais l'effacement de la logique des blocs aurait évidemment pour conséquence inéluctable de réduire le rôle de l'Amérique sur un continent qui ne serait plus coupé en deux.

Mme Thatcher, en ayant une heure d'entretiens qu'elle a qualifiés de *« très intéressants »* avec le ministre soviétique de la défense, le général Iazov, a voulu, en tout cas, montrer qu'on n'en était plus seulement à l'approche conceptuelle, mais aux discussions concrètes.

B. G.

A la conférence de la CSCE à Copenhague

Des représentants des trois Etats baltes ont réclamé un statut d'observateur

COPENHAGUE

de notre correspondante

Les ministres des affaires étrangères des trois Etats baltes ont débarqué à l'improviste vendredi 8 juin à Copenhague où se tient une réunion de la CSCE sur les droits de l'homme pour réclamer officiellement le statut d'observateur à ces assises. La Lituanie avait déjà déposé une demande dans ce sens le 5 juin dernier.

Cette démarche s'est soldée par un semi-échec puisque M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères soviétique a aussitôt rappelé à ses collègues des trente-quatre autres délégations qu'en vertu des accords d'Helsinki signés en 1975, *« seuls les Etats souverains peuvent être représentés à cette conférence »*. Néanmoins, les trois ministres ont réussi à avoir des entretiens avec les chefs des délégations américaine et britannique et à rencontrer le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen que cette situation place dans le plus grand embarras.

Il a été décidé que le cas des pays baltes serait examiné mardi 12 juin à la tribune de la conférence, en présence de leurs trois représentants. Ces derniers ont trouvé appui auprès des milieux politiques nordiques quelle que soit leur appartenance et dans la publicité très large que leur ont fait les médias scandinaves.

C. O.

□ **La Hongrie ne participera à aucune manoeuvre du Pacte de Varsovie.** – La Hongrie ne participera, cette année, à aucune manoeuvre du Pacte de Varsovie et va retirer ses troupes du commandement intégré de l'alliance militaire des pays de l'Est, a déclaré le ministre hongrois de la défense, M. Lajos Fur, à son homologue soviétique, M. Dimitri Yazov, lors d'entretiens à Moscou en marge du sommet du Pacte. – *(AFP.)*

Avec Le Monde sur Minitel
Admissibilité :
ENSTIM DOUAI, ALÈS
ESC PARIS
36.15 LE MONDE
Tapez RES

HORS SERIE
SCIENCES&AVENIR
SPÉCIAL ENVIRONNEMENT
PRECIEUSE PLANETE
EN VENTE PARTOUT 25 F

AFRIQUE

LIBERIA

Elmer Johnson, premier martyr rebelle

Le gouvernement libérien a annoncé vendredi 8 juin qu'il était prêt à engager des discussions avec les rebelles du Front national patriotique, conformément à un plan de paix présenté la veille par les dirigeants religieux du pays. Les insurgés continuent de refuser toute négociation et exigent la capitulation du président Samuel Doe. Ils ont subi un rude coup avec la mort d'Elmer Johnson, principal adjoint du chef rebelle Charles Taylor.

BUCHANAN

de notre envoyé spécial

Les obsèques d'Elmer Johnson, le conseiller militaire de Charles Taylor, qui a trouvé la mort, le 4 juin, dans un accrochage avec des soldats gouvernementaux, viennent d'avoir lieu aux environs de Buchanan, le port minéralier à présent aux mains des rebelles. Quelques officiers et une section de dix *« combattants de la liberté »* ont rendu un dernier hommage au premier martyr du Front patriotique national du Libéria (NPFL).

Ce jeune conseiller de trente-trois ans était sans aucun doute le plus politisé des combattants du NPFL. Il a passé près de vingt ans aux Etats-Unis où il a étudié à l'université de Boston avant de s'engager pour six ans dans l'armée américaine. En 1984, il a regagné son pays où il s'est trouvé impliqué dans un complot contre Samuel Doe avec un ressortissant américain noir, Charles Woodhouse, militaire comme lui.

Sous la pression des Etats-Unis, il est libéré après un an de détention. Il retourne aux Etats-Unis et y rejoint Charles Taylor. L'amitié entre les deux hommes sera très forte. Tous deux sont imprégnés du mode de vie d'outre-Atlantique. Elmer Johnson était descendant d'esclaves noirs installés au Libéria, du côté de son père, et apparenté à l'ethnie Gio par sa mère. Solide gaillard, il supervisait l'organisation du 1er bataillon des NPFL et rendait compte directement à Charles Taylor.

La veille de sa mort, il expliquait pourquoi le NPFL n'avait aucune raison de négocier avec le pouvoir. Selon lui, les pressions américaines pour que le président Doe se retire permettraient d'éviter des morts inutiles à Monrovia. Il s'intéressait déjà à l'« après-Doe » : *« Nous formerons un gouvernement de transition à majorité NPFL et nous accueillerons les gens de bonne volonté. C'est seulement après que nous rétablirons la démocratie totale et pluraliste »*, affirmait-il.

ROBERT MINANGOY

NIGER

Les syndicats ont lancé un ordre de grève générale

Les syndicats et les étudiants nigériens ont engagé vendredi 8 juin une épreuve de force avec le gouvernement du général Ali Saïbou, après l'intervention de la police sur le campus universitaire et le lancement par les syndicats d'un ordre de grève générale pour lundi et mardi. La police est intervenue vendredi matin à la résidence universitaire pour en faire partir les étudiants en grève depuis février et afin d'éviter la poursuite des heurts entre grévistes et non-grévistes. Les étudiants affirment qu'une centaine d'entre eux ont été appréhendés.

De son côté, l'Union des syndicats de travailleurs du Niger (USTN) a déposé un préavis de grève pour lundi et mardi, en particulier dans la fonction publique. Elle s'inquiète des projets de réductions budgétaires du gouvernement, auxquels s'opposent aussi les étudiants.

En fin d'après-midi, le président Saïbou a appelé les Nigériens à ne pas suivre le mot d'ordre de grève, affirmant que *« toutes les dispositions seront prises contre le désordre »* et accusant les syndicats d'en être responsables.

Le gouvernement tient cette grève pour illégale, et le préfet de la communauté urbaine de Niamey a interdit la manifestation envisagée par des syndicalistes et des étudiants samedi matin devant l'Assemblée nationale en plein centre de la capitale.

La situation est assez tendue à Niamey, selon des résidents interrogés d'Abidjan par téléphone. Chacun se souvient des incidents du 9 février, où la police avait tiré sur les étudiants, en tuant trois selon le bilan officiel, quatorze selon les étudiants. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : le retour de Miriam Makeba.** – La chanteuse sud-africaine Miriam Makeba a annoncé vendredi 8 juin qu'elle rentrerait au cours du week-end à Johannesburg après vingt-huit années d'exil. *« Je me sens engourdie (...) Je ne le croirai que lorsque je serai dans l'avion »*, a-t-elle déclaré par téléphone depuis son domicile bruxellois. La chanteuse, âgée de cinquante-huit ans, a déclaré que sa visite, qui durera une semaine, lui permettrait de retrouver sa famille et d'aller se recueillir sur la tombe de sa mère. Après avoir quitté l'Afrique du Sud, Miriam Makeba s'était installée aux Etats-Unis où elle avait acquis une réputation internationale en chantant sur des airs inspirés par les rythmes africains traditionnels. Avant d'habiter en Belgique, elle avait longuement vécu en Guinée. – *(Reuter.)*

□ **CAMBODGE : réunion des « Cinq » le 9 juillet à Paris.** – Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) se réuniront le 9 juillet à Paris pour de nouvelles discussions sur le Cambodge, a indiqué, vendredi 8 juin à Bangkok, un porte-parole thaïlandais à l'issue d'une rencontre du chef de la diplomatie thaïlandaise avec le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Xu Dunxin. Ce dernier, qui devait se rendre à Hanoï samedi, s'est prononcé en faveur de la participation de toutes les factions cambodgiennes à la réunion de Paris, selon les Thaïlandais. – *(AFP.)*

□ **INDE : assassinat au Cachemire.** – Des militants musulmans séparatistes du Cachemire ont assassiné, jeudi 7 juin dans la soirée, l'oncle du ministre indien de l'intérieur. Plus de 600 personnes ont trouvé la mort depuis le début de l'année dans des actes de violence liés à la lutte pour la sécession du Cachemire. – *(AFP.)*

□ **ÉTATS-UNIS : un ancien sergent américain admet avoir vendu des plans secrets de l'OTAN au pacte de Varsovie.** – Roderick James Ramsey, vingt-huit ans, ancien sergent de l'armée de terre américaine arrêté jeudi soir 7 juin à Tampa (Floride) par les agents du FBI, a reconnu avoir vendu à des pays de l'Est des plans secrets de l'OTAN concernant la défense nucléaire de l'Europe. M. Ramsey a travaillé en RFA de 1983 à 1985 sous les ordres d'un autre officier américain, Clyde Lee Conrad, déjà arrêté et condamné pour trahison par un tribunal ouest-allemand. – *(AFP.)*

□ **Le chancelier Kohl à Washington.** – Le chancelier Kohl a souhaité, vendredi 8 juin, après un dîner à la Maison-Blanche avec le président George Bush, que la conférence « 2 + 4 » sur les aspects externes de l'unité allemande puisse achever ses travaux à l'automne prochain. Le président américain a fait part d'un *« certain optimisme »* et de son sentiment, depuis le sommet de Washington, que les Soviétiques se rallieraient à la position occidentale. *« Nous n'avons pas à trouver de compromis ; les faits sont de notre côté ; une Allemagne unifiée dans l'OTAN n'est pas une menace pour l'URSS »*, a déclaré le président américain. – *(AFP, AP.)*

ASIE

CHINE

Hongkong est accusée d'être une « base subversive »

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine paraît décidée à exploiter au maximum un incident au cours duquel un bâtiment neuf et encore inoccupé de sa représentation officieuse à Hongkong a été atteint par un tir d'arme à feu au moment même où la population de la colonie britannique manifestait à nouveau contre la ligne dure communiste au pouvoir à Pékin, au début de la semaine.

Le ministère chinois des affaires étrangères a effectué une *« sérieuse représentation »* auprès de l'ambassade britannique en Chine en soulignant que le projectile, une *« balle puissante »*, qui n'a fait aucune victime, avait été tiré contre une fenêtre d'un immeuble appartenant à l'agence de presse officielle Chine nouvelle *« entre le 3 et le 4 juin durant une manifestation organisée dans les parages par l'Alliance pour le soutien du mouvement démocratique patriotique en Chine »*, le lobby des libéraux de Hongkong hostiles à Pékin. Le ministère a renforcé cette insinuation en faisant valoir que la manifestation avait été autorisée par l'administration britannique, qui *« porte la responsabilité de l'incident »*, a relevé l'agence Chine nouvelle.

Les experts en balistique de la police de Hongkong ont d'ores et déjà fait savoir que l'auteur du tir se trouvait vraisemblablement sur le toit d'un immeuble voisin, à une hauteur supérieure à celle de la fenêtre du onzième étage touchée. Le bruit fait autour de cette affaire par Pékin est à rapprocher d'un nouvel avertissement, le plus sérieux à ce jour, lancé par un haut fonctionnaire chinois à la population de Hongkong dans une interview publiée vendredi par un quotidien local. *« Hongkong, à présent, ressemble réellement à une base subversive »*, a déclaré M. Li Hou, qui a blâmé collectivement les Hongkongais pour avoir *« fait plus de bruit encore que quiconque ailleurs dans le monde à l'occasion du prétendu anniversaire du 4 juin »*, date du massacre de Pékin en 1989.

FRANCIS DERON

□ ***NÉPAL : levée du blocus indien.*** – L'Inde a accepté de reprendre ses relations commerciales avec le Népal après avoir imposé un blocus économique de 14 mois à ce pays, ont indiqué, vendredi 8 juin, la télévision et des officiels indiens. Le premier ministre indien a pris cette décision au cours d'entretiens avec son homologue népalais, qui a entamé vendredi une visite officielle de trois jours en Inde, a-t-on précisé de mêmes sources. – *(AFP.)*


RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES
PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Leroy, fabricant – 208, av. du Maine, 75014 Paris. Mº Alésia - Tél. : 45-40-57-40

Les difficultés de la majorité dans l'opinion

Les trois erreurs de la gauche

Devant leur chute brutale enregistrée par les sondages, les dirigeants de la gauche commettent souvent trois erreurs parfois contradictoires : la minimiser, l'imputer à un simple durcissement du climat politique, vouloir la corriger en allant « à gauche toute ».

par Jérôme Jaffré

La première erreur, qui pourrait être commise à l'Elysée, est de contester le recul en comparant la cote du président à celle des autres leaders politiques. La vérité est qu'en quatre mois, François Mitterrand a perdu neuf points de confiance et le Parti socialiste sept points de bonnes opinions. Entre septembre 1989 et mai 1990, la proportion de Français qui approuve l'action du gouvernement a chuté de quatorze points. Dans la chronologie, le congrès de Rennes a joué un rôle déclencheur essentiel dans ce recul. C'est juste après son déroulement que les courbes s'inversent même si les motifs de frustration et de mal-être lui sont bien antérieurs.

Dans l'opinion publique, la situation de François Mitterrand est devenue préoccupante à plusieurs égards. Tout d'abord, le président souffre d'un décalage considérable entre l'image et l'action. L'image demeure bonne – sur ce point, les propos tenus à Solutré sont exacts : les baromètres qui sont les plus axés sur ce critère, celui de la SOFRES qui mesure la confiance et celui de BVA qui enregistre les bonnes opinions, sont toujours supérieurs à 50 % de réponses positives.

En revanche, le décalage est impressionnant avec la satisfaction, qui porte bien davantage sur l'action menée. Au dernier baromètre de l'IFOP, le président ne recueille sur ce critère que 35 % de réponses positives. L'écart traditionnel entre image et action est considérablement accru. Jamais, depuis douze ans qu'on le mesure, il n'a été aussi important. Il était en moyenne de huit points sous M. Giscard d'Estaing, de neuf points durant la première législature de la gauche et de deux points sous la cohabitation. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, il a été de quinze points. En second lieu, le président de la République est à un niveau de popularité très inférieur à celui de ses prédécesseurs au même terme de leur mandat (voir tableau I).

Seul Mitterrand I se situe à un niveau inférieur à Mitterrand II. Mais, il y a exactement sept ans, les sondages enregistraient la chute de popularité consécutive à la troisième dévaluation et au second plan de rigueur. Aucun événement de cet ordre n'explique le médiocre score actuel : le moral des Français n'a pas cessé de s'améliorer au cours des dernières années, la situation de l'économie n'est plus jugée mauvaise, le lien traditionnel entre moral et popularité, entre état de l'économie et satisfaction est rompu.

Déficit dans l'électorat populaire

Enfin, si le président est fortement touché, son premier ministre est, pour sa part, assez bien préservé. Aux neuf points de confiance perdus en quatre mois par M. Mitterrand s'opposent les trois petits points perdus dans le même laps de temps par Michel Rocard. Certes, le premier ministre souffre d'un décalage encore plus accentué entre l'image et l'action mais il parvient à conserver intact son très fort capital de popularité personnelle après deux années passées à l'Hôtel Matignon. Le lien traditionnel de hiérarchie et d'évolution parallèle entre le président de la République et le premier ministre est rompu, plus qu'il ne l'a jamais été jusqu'à présent, y compris sous Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas. On comprend qu'un tel phénomène soit de nature à altérer les relations au sein de l'exécutif.

La seconde erreur, qui pourrait être commise à l'Hôtel Matignon, consiste à imputer cette baisse de popularité à un simple durcissement du climat politique. En réalité, si l'on examine les évolutions non pas sur un ou deux mois mais en prenant davantage de recul, on constate un impressionnant déficit de l'électorat populaire (voir tableau 2). En dix-huit mois, le gouvernement n'a perdu que un point de popularité chez les cadres, trois chez les personnes travaillant à leur compte, six parmi les électeurs de Chirac du 8 mai 1988 et il en a gagné sept chez les personnes disposant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 F. Parallèlement, la baisse est de vingt-quatre points chez les employés, vingt chez les ouvriers, vingt et un chez les salariés du secteur public, dix-neuf chez les personnes à faible revenu, quatorze enfin parmi les électeurs de M. Mitterrand au second tour de la présidentielle.

La distance qui sépare les catégories populaires des catégories les plus élevées est telle qu'elle donne au gouvernement socialiste des allures sociologiques de parti du centre-droit. L'écart entre ouvriers et cadres était de 9 points en décembre, il atteint désormais vingt-huit points. Entre les personnes d'instruction primaire et supérieure, il est passé de trois à treize points, entre les revenus les plus modestes et les plus aisés de deux à vingt-huit points.

S'il n'est pas résorbé, ce déficit populaire aura des effets électoraux désastreux pour la gauche aux élections législatives de 1993, ne serait-ce que parce que le poids statistique des catégories populaires est beaucoup plus important que celui des catégories les plus instruites ou les plus aisées. En cas d'élections législatives, les socialistes sont crédités de 28 % des suffrages exprimés contre 37,5 % obtenus dans les urnes en juin 1988. Le recul est de 9 points chez les cadres, professions intermédiaires et employés et il atteint seize points chez les ouvriers.

L'erreur d'un « virage à gauche »

La troisième erreur, qui pourrait être commise au siège du Parti socialiste, consiste à vouloir répondre au déficit populaire par un virage « à gauche toute ». Or, l'état de l'opinion n'autorise nullement une telle interprétation. Dans le vocabulaire des Français et aussi chez les électeurs socialistes, les mots « changement » et « réforme » sont fortement dévalorisés. Ils ne recueillent respectivement que 7 % et 8 % de jugements positifs parmi les sympathisants du PS. Dans les reproches adressés au gouvernement, les ouvriers ne citent qu'à 14 % l'absence de volonté de transformation de la société et à 6 % l'insuffisance des réformes.

Moins du tiers de l'électorat socialiste (29 % exactement) réclame une politique plus à gauche. Moins de la moitié, selon l'enquête Figaro-RTL-SOFRES du mois d'avril, se prononce pour une véritable politique de réformes : il n'y a que 36 % d'électeurs socialistes pour être favorables à la prise en compte de l'outil de travail dans l'ISF ou 43 % pour demander une forte augmentation des droits de succession pour les héritages supérieurs à 1 million de francs.

François Mitterrand et Michel Rocard se trouvent confrontés à une demande d'opinion qui ne s'exprime pas en souhaits de grandes réformes ou de coup de barre à gauche. Plus prosaïquement, les reproches portent sur le discrédit de l'action politique dont, après neuf ans au pouvoir, les socialistes ne sont plus préservés ; sur l'attitude du président qui, ayant recueilli les profits de la cohabitation, paraît trop souvent se comporter en arbitre, voire en observateur ; sur l'insuffisance de l'amélioration des conditions de vie alors que l'économie, dit-on partout, est repartie. Enfin, la base électorale du gouvernement actuel, limitée pratiquement au seul Parti socialiste, réduite à moins d'un tiers des suffrages, paraît trop étroite dans un système politique fragilisé et émietté.

L'exécutif doit donc répondre à une double demande sociale et politique. Sur les inégalités, les attentes ne portent pas sur l'héritage ou les patrimoines mais sur l'amélioration des conditions de vie des classes populaires et moyennes. Sur la vie démocratique, la tâche, qui devrait intéresser tous les partis, est de réhabiliter l'action politique. Sur les institutions, on attend du couple président-premier ministre qu'il fonctionne en tandem et que le président ne soit pas un aiguillon mais un chef. Enfin, les électeurs, et au premier chef les socialistes, rêvent toujours d'une ouverture vers les centristes mais aussi vers les écologistes.

▶ M. Jérôme Jaffré est vice-président de la SOFRES.

TABLEAU I

La popularité des présidents de la Ve République après deux ans de mandat

	Satisfaits	Mécontents	Sans opinion
De Gaulle I .... 100 %	63	29	8
De Gaulle II .... 100 %	58	32	10
Pompidou .... 100 %	63	22	15
Giscard d'Estaing ...... 100 %	53	37	10
Mitterrand I .... 100 %	33	50	17
Mitterrand II .... 100 %	35	44	21

(Source : Enquêtes IFOP pour le Journal du dimanche.)

TABLEAU 2

Le recul de popularité du gouvernement Rocard depuis décembre 1988

(Approuve l'action du gouvernement en %)	Déc. 1988	Mai 1990	Evolution
ENSEMBLE DES FRANÇAIS	56	42	– 14
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE			
– Agriculteur	33	34	+ 1
– Commerçant, artisan, industriel ...	43	29	– 14
– Cadre, profes. intellectuelle sup. ...	65	64	– 1
– Profession intermédiaire	55	48	– 7
– Employé	65	41	– 24
– Ouvrier	56	36	– 20
– Inactif, retraité	59	41	– 18
SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'INTERVIEWÉ			
– Travaille à son compte	41	38	– 3
– Salarié du secteur public	65	44	– 21
– Salarié du secteur privé	59	46	– 13
NIVEAU D'INSTRUCTION			
– Primaire	59	39	– 20
– Secondaire	55	42	– 13
– Technique, commercial	49	39	– 10
– Supérieur	62	52	– 10
NIVEAU DE REVENUS MENSUELS DU FOYER			
– Moins de 5 000 F	55	36	– 19
– De 5 001 à 10 000 F	59	42	– 17
– De 10 001 à 20 000 F	62	47	– 15
– Plus de 20 000 F	57	64	+ 7
VOTE AU 2e TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1988			
– F. Mitterrand	76	62	– 14
– J. Chirac	30	24	– 6

Source : enquête SOFRES pour le Figaro.-

L'avenir de l'opposition

M. Carignon se prononce pour un « rassemblement » républicain contre le FN

L'opposition s'interroge à la fois sur son avenir et sur la position à adopter face au Front national. Alors que la première convention des élus du mouvement de la Force unie, favorable à une formation unique de l'opposition, se réunissait samedi 9 et dimanche 10 juin à Paris, M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble et signataire de l'appel du mouvement, s'est déclaré favorable à la constitution d'un « front républicain » pour contrer le Front national.

« Ce n'est ni de Force unie ni de confédération que notre pays a besoin. (...) Il y a urgence à rassembler ceux qui ne veulent pas se résoudre à être la ligne Maginot des valeurs républicaines », estime M. Carignon dans *Libération* (daté 9 et 10 juin). *« Il importe de surpendre rapidement la frilosité des équipes anciennes arc-boutées sur leurs acquis. En clair, j'en appelle à un rassemblement de tous les démocrates, quel que soit leur parti, à l'exclusion des extrêmes »*, ajoute le maire de Grenoble, qui *« préfère, s'il le faut, appeler à voter pour des candidats socialistes plutôt que de cautionner de basses complicités d'arrière-boutiques »*.

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est également déclaré, vendredi 8 juin, à Lyon, *« prêt à tout faire pour empêcher l'élection de candidats dont les valeurs sont celles de la xénophobie, du racisme et de l'intolérance »*. Il a envisagé des désistements en faveur du *« candidat républicain »* le mieux placé, fût-il socialiste, *« sans qu'il y ait pour autant confusion des politiques »*. Hostile à *« toute alliance avec le FN »*, le député de l'Ain, contrairement à M. Carignon, se déclare également opposé *« à tout ralliement à un soi-disant Front républicain »*, *« l'une ou l'autre de ces attitudes ne pouvant que renforcer le Front national »*.

Le concert de SOS-Racisme sur l'esplanade de Vincennes

Le spleen des « potes »

SOS-Racisme organisait son sixième concert annuel dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 juin sur l'esplanade du château de Vincennes. Il devait être précédé d'un « festival des banlieues ». Le maire de Vincennes, M. Jean Clouet, a protesté, vendredi, contre le choix « obstiné » de cet emplacement par l'organisation antiraciste. Des concerts, retransmis en direct par satellite, devaient se dérouler simultanément à Moscou et à Prague. Une manifestation pour l'abolition de la dette du tiers-monde, organisée par le collectif « Ça suffat comme çi » et soutenue par les organisations et les partis d'extrême gauche et de gauche, dont le PS et le PCF, partie de la place de la Bastille, devait s'achever sur les lieux du concert.

Julien a le spleen. Harlem se veut serein. « SOS » est fébrile. Pour son sixième concert annuel depuis le happening de la Concorde en 1985, l'organisation antiraciste ressemble un peu à un patient qui entre en convalescence. La rumeur court dans Paris : plus personne n'aime SOS-Racisme.

En forme de boutade, un jeune député socialiste, peu soupçonnable d'antipathie vis-à-vis du mouvement, ajoute : *« Il ne reste plus que Jean-Louis Bianco, pour soutenir SOS. »* Il faut dire que l'histoire prête beaucoup au secrétaire général de l'Elysée, présenté comme le parrain de l'organisation. Le trait du désamour est certainement forcé, mais il est vrai que les coups tombent de partout, et surtout du côté où les *« potes »* ne les attendaient pas.

Que l'extrême droite voue une haine à SOS-Racisme et à M. Harlem Désir, appelé naguère *« Alphonse Bitru »* par M. Jean-Marie Le Pen, c'est le contraire qui eût paru curieux. Que la droite ne l'étreigne pas passionnément, après avoir voulu lui « faire la peau » au moment du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986, cela paraît dans l'ordre des choses. Que la gauche snobe SOS – l'association le lui rend bien depuis son dernier congrès, en avril, – c'est là que les choses se gâtent.

Du coup, l'exubérant Julien Dray est envahi par une mélancolie qui lui ressemble si peu qu'on la croirait feinte. Comme si la mauvaise rumeur, en définitive, ne lui déplaisait pas totalement. *« Si le concert est réussi, ça fera une simple photo dans les journaux, et si c'est un bide, on aura droit à de longs commentaires »*, affirme le député (PS) de l'Essonne, ancien vice-président de SOS et qui se dit aujourd'hui *« simple militant »*, tout en se baptisant *« grand frère »*.

« Retirer l'eau du bocal de Le Pen »

Il ne l'avait pas vue comme ça, la vie, Julien. Harlem non plus, qui, dans *le Monde* du 18 juin 1988, déclarait : *« Dans la période qui vient, croyez-moi, on va avoir besoin de SOS-Racisme. Peut-être plus que jamais. »* Deux ans après, certains, dans les rangs socialistes, ne seraient pas mécontents, dit toujours la rumeur, de se débarrasser de l'encombrante et impatiente organisation.

Par une touchante inversion des rôles, le PCF relève maintenant des *« convergences importantes »* avec SOS. Il n'est pas si éloigné, le temps où *l'Humanité* voyait en M. Désir un homme de paille et, dans son organisation, un *« simple instrument du PS »*. D'un jugement à l'autre, il s'est tout simplement développé une brouille entre SOS-Racisme et le pouvoir, qui a atteint son paroxysme au dernier congrès de l'association, consacrant une rupture avec le gouvernement sur la politique d'immigration.

Une aubaine pour les communistes, qui, dans la foulée de SOS, ont déploré *« l'absence de mesures suffisantes du gouvernement pour endiguer le fléau »* des exclusions, et du racisme. La nouvelle consigne de cohabitation avec les *« potes »* a pourtant déjà été enfreinte lors du passage de M. Nelson Mandela à Paris. Agacés d'avoir été éloignés du parvis du Trocadéro, où le dirigeant noir sud-africain rencontrait le président de la République, des éléments de la CGT ont surgi sur les lieux non sans rudoyer quelques jeunes militantes de SOS-Racisme qui brandissaient des pancartes représentant la célèbre petite main.

Dans son rôle de groupe de pression, SOS n'a pas réussi un parcours sans faute. Même si M. Désir se défend d'avoir jamais prôné le « droit à la différence », c'était l'image donnée par son organisation à travers des slogans tels que *« Black, blanc, beur »* ou *« United colors of Montfermeil »*. Le message était bien : « Enrichissons-nous de nos différences ». La position prise par SOS-Racisme au moment de l'affaire du foulard islamique, à l'automne dernier, donnait la même impression, bien que, dès août 1987, Harlem se fût prononcé, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, pour la rénovation des cages d'escalier graffitées et la réparation des ascenseurs déglingués dans les cités HLM.

Fallait-il voir dans ces exemples symboliques un virage vers une conception plus pragmatique de l'intégration ? Battu politiquement sur le terrain du droit à la différence dans l'affrontement sur le foulard, SOS s'est rabattu *illico presto* sur le second thème, dont sa dernière affiche – le ravissant *top model* mexicain Rosie, installée en France, associé au slogan *« nous aimons tous le même pays »*, – est la meilleure preuve.

Pour autant, les *« potes »* n'ont pas eu beaucoup plus de chance avec les socialistes dans ce domaine, puisque le droit de vote des étrangers aux élections municipales a été renvoyé aux calendes grecques. M. Désir enrage : *« C'est nul, cette attitude du PS. C'est aussi cela qui profite à Le Pen. Il faudrait, quand même, que les partis politiques défendent leur idée de la France. Bientôt, il sera le seul à avoir une idée sur la question. »*

Histoire d'amour ratée ? MM. Désir et Dray, chacun à sa manière, affirment que SOS représente la jeunesse, que la jeunesse avait des attentes en l'absence de promesses, et que ces attentes n'ont pas été honorées. Les *« potes »* sont en colère. Alors, ils ont tiré la sonnette d'alarme, ils ont râlé de plus en plus fort dans les allées du pouvoir, jusqu'à claquer la porte. L'organisation antiraciste a proclamé son indépendance, mais, reflétant probablement l'opinion d'une partie de la droite conservatrice, M. Yvon Briant, président du CNI, n'y a vu qu'un *« piège à gogos »*.

Il n'empêche que, avec ses quelque dix-sept mille adhérents revendiqués, SOS se lance dans une nouvelle aventure, en se voulant organisation civique pour *« enlever l'eau du bocal de Le Pen »*, dit M. Dray. Pour *« le priver de son oxygène »*, renchérit M. Désir. Moins de strass et de projecteurs : SOS-Racisme veut aller sur le terrain pour s'occuper de tous les exclus, immigrés ou non.

Ce concert du second souffle en forme de fête de *l'Humanité* qui ne dit pas son nom, devait permettre à Julien et à Harlem de voir si la partie est jouable.

OLIVIER BIFFAUD

En Polynésie française

M. Léontieff et M. Vernaudon redivorcent...

PAPEETE

de notre correspondant

La réconciliation des deux députés non inscrits de la Polynésie, MM. Alexandre Léontieff, président du gouvernement territorial, et Emile Vernaudon, maire de Mahina, spectaculairement proclamée au terme de leur rencontre commune avec M. François Mitterrand, le 31 mai à l'Elysée (*le Monde* du 5 juin), n'aura duré que cinq jours. Revenus à Papeete, les deux hommes ont de nouveau redivorcé.

Les membres du « comité de majorité » soutenant l'action de M. Léontieff s'étaient montrés peu enthousiastes, en effet, à l'idée de voir M. Vernaudon retrouver son portefeuille de ministre des postes et télécommunications. Au cours d'une réunion, mardi 5 juin, ils avaient publié, au sujet de cette éventualité, un communiqué indiquant notamment *« que la participation à l'action de la majorité doit se faire dans le respect de certains principes : le soutien sans équivoque à l'action du président du gouvernement, qui (...) entend améliorer le statut d'autonomie interne et la représentativité des élus au sein de l'Assemblée territoriale dans le cadre du nouveau découpage électoral des Iles-du-Vent ; le respect des institutions et particulièrement celles de l'Assemblée territoriale et de son président ; la solidarité au sein de la majorité et le respect de ses décisions. »* *« Ces conditions préalablement acceptées et respectées pourraient alors conduire le comité de la majorité à recevoir, une fois le nouveau statut voté, et le moment venu, M. Vernaudon. »*

M. Vernaudon a jugé inacceptables le ton de ce communiqué et les conditions ainsi posées à son retour au sein de l'équipe gouvernementale. Accusant M. Léontieff d'avoir *« menti »* sur ses intentions réelles lors de ses conversations parisiennes. Le maire de Mahina a expliqué, mercredi 6 juin, devant le comité directeur de son parti que sa rupture définitive avec M. Léontieff est désormais consommée. M. Vernaudon a fait savoir qu'il profitera du prochain débat sur la révision du statut du territoire, le 13 juin, au Palais-Bourbon, pour réclamer la dissolution de l'Assemblée territoriale et des élections anticipées.

MICHEL YIENG KOW

مكتبة الأهرام

مكتبات الأهرام

POLITIQUE

Moins de trois mois après le congrès de Rennes

Les courants du PS sont encore sous le choc

« Sonnés » par le congrès de Rennes, qui les avait révélés *sous leur plus mauvais jour*, les courants du Parti socialiste commencent à sortir de leur engourdissement. M. Laurent Fabius et ses amis se réunissent samedi 9 et dimanche 10 mai au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) pour discuter, entre autres, de la *« nouvelle étape sociale »* et de la meilleure manière de *« barrer la route au Front national »*. Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, se retrouve dimanche à Paris, tandis que les partisans de M. Lionel Jospin s'organisent et que les rocardiens prépareront ensemble, le 15 juin, la réunion, le lendemain, du comité directeur du parti.

Moins les courants vont bien, mieux se porte le premier secrétaire, en l'occurrence M. Pierre Mauroy, qui, dès avant le congrès de Rennes, en mars dernier, avait mis en garde contre leurs travers. Premier signataire de la motion 1, *mais minoritaire* dans une tendance qui apparaît comme étant principalement celle de M. Lionel Jospin, le maire de Lille avait imposé à ses propres amis, avec le soutien du président de la République, un accord dont il était, en définitive, le seul à pouvoir se dire satisfait.

Les fabiusiens, en effet, étaient obligés d'accepter des conditions très inférieures à leur ambition initiale de conquête du parti, confortée par leur score dans les votes des militants. Les rocardiens, qui avaient cru un moment pouvoir, en alliance avec M. Jospin, faire une entrée décisive à la direction du PS, devaient, eux aussi, en rabattre. Les jospinistes étaient contraints de faire bien trop de place, pour leur goût, aux frères ennemis fabiusiens. Les amis de M. Chevènement et ceux de *M. Jean Poperen*, qui avaient cru pouvoir profiter de l'affrontement entre les « grands » courants, constataient avec amertume que le darwinisme impitoyable manifesté par les militants tendait à les réduire au statut de sociétés de pensée.

Règlement des contentieux fédéraux

Menacé un temps par l'amertume des jospinistes et des rocardiens, M. Mauroy a rapidement démontré qu'il est, pour tous, la seule solution possible. Il a imposé une répartition des postes à la direction du parti, dont les récalcitrants ont dû finir par admettre qu'elle leur pemettait de sortir de leurs querelles sans perdre la face. Encore penauds après leurs exploits de Rennes et l'effet désastreux qu'ils avaient produits dans l'opinion, les courants ont préféré se faire, autant que possible, oublier. En a témoigné encore, le *6 juin, la rapidité avec laquelle ils* ont réglé les problèmes de répartition *des responsabilités à la direc*tion de la Fédération nationale des *élus* socialistes et républicains (FNESR), à la présidence de *laquelle* un rocardien, M. Jean-Pierre Joseph, avait été élu grâce au soutien des fabiusiens. Ceux-ci ont évincé sans peine du secrétariat général de la FNESR un jospiniste, M. Guy Vadepied, qui devient deuxième vice-président et que remplace, dans son ancienne fonction, M. Alain Michel.

L'application de l'accord national dans les fédérations soulève *encore quelques difficultés. Lors* de la dernière réunion du bureau exécutif, le 6 juin, les fabiusiens ont confirmé leur opposition à la désignation de certains premiers secrétaires fédéraux dérogeant à l'accord de Rennes. Les quatre autres courants ont validé, en *revanche, les choix faits par* les commissions exécutives fédérales dans sept des huits départements litigieux : les Hautes-Alpes, le Doubs, la Martinique, le Var, l'Ardèche, *la Loire et l'Ille-et-Vilaine.* Une mission de la direction du parti sera envoyée en Corse-du-Sud, tandis que la fédération de la Moselle et celle des Français de *l'étranger doivent désigner* leur premier secrétaire dans les semaines ou les mois qui viennent.

La réunion du bureau exécutif a été l'occasion aussi, pour M. Mauroy, de rappeler sévèrement à l'ordre M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne et animateur, avec M. Julien Dray, de la Nouvelle école socialiste (NES), ralliée à M. Fabius à Rennes. Dénonçant la renonciation du PS au droit de vote des étrangers aux élections locales, M. Mélenchon avait *publié, dans A gauche*, bulletin hebdomadaire de la NES, une caricature de M. Rocard se faisant dicter sa politique d'immigration par M. Le Pen *via* M. Chirac. Ces *outrances de précongrès ne sont* plus de mise aux yeux du premier secrétaire.

PATRICK JARREAU

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Si le général de Gaulle a été souvent campé comme un héros de légende, François Mitterrand, *lui, est plutôt décrit* comme un personnage de roman : *tantôt* aventurier florentin, *tantôt* figure stendhalienne, quand on ne lui attribue pas des traits balzaciens. Sa longévité politique, loin de les lasser, *continue d'aiguiser les curiosités* et d'inspirer tout autant les portraitistes et les analystes.

C'est à qui découvrira le vrai François Mitterrand, tandis que les produits de ces recherches enrichissent régulièrement l'aura d'un mystère qui gagne en épaisseur. François Mitterrand échappe à ses poursuivants, comme les meilleurs personnages de roman à leurs auteurs. *C'est la raison pour laquelle*, la fascination du pouvoir aidant, il reste un bon sujet d'étude, se prêtant aux traitements les plus variés, propres à renouveler le *genre*.

André Bercoff a choisi – on ne s'en étonnera pas – une voie audacieuse et originale puisqu'il fait soliloquer le président de la République, dont il prétend avoir capté et transcrit les *« ruminations divines »*, sur la fameuse roche de Solutré, qu'il gravit tous les ans à la Pentecôte. En vérité, ce ne sont que des amuse-gueule que les journalistes recueillent de la bouche du président au terme du pèlerinage : André Bercoff en sait beaucoup plus et, enfin, le révèle ! Ce que n'aurait sûrement pas osé faire le président lui-même, quoi qu'il en ait...

Aussi bien, ce petit essai *impertinent est à la limite du* crime de lèse-majesté à l'égard du pouvoir présidentiel de communication. Ne découvre-t-il pas le chef de l'Etat dans ses réflexions et ses interrogations les plus secrètes ? On pardon*nera ce culot dans la mesure où il* permet de mettre sur le marché *un commentaire inédit – inouï –* sur la politique française vue d'en haut, de Très Haut si l'on veut rester dans le vocabulaire du sacré.

Certes, André Bercoff n'a rien d'un apôtre donnant sa version de l'Evangile, bien qu'en rapportant les *« ruminations divines »* il tente d'expliciter un message *qui, apparemment, n'est pas* reçu aussi clairement qu'il faudrait (cinq sur cinq). *Il est vrai* que le pèlerin de Solutré n'a pas toujours conduit son action politique dans la plus grande clarté et que le sens qu'elle a pris, ou *qu'elle prendra, au regard de* l'Histoire, ne préexistait pas toujours.

Justement, il s'agit d'en finir avec ce décalage entre ce qui est véritablement poursuivi et la perception qu'en ont les plus proches, les plus fidèles. Or on est loin du compte : ce qui ressort des confidences révélées par André Bercoff, c'est que François Mitterrand reste incompris dans ses véritables desseins et même dans son Église. *N'était-ce pas le propre du mystère ?*

Mitterrand : intérieurs extérieurs

L'auteur nous apprend que ce pragmatique, qui a vite compris que *« la politique était une affaire d'homme beaucoup plus que d'idéologie »*, se désole, alors qu'il essaie de *« faire l'Histoire »*, d'être dérangé par ses plus proches lieutenants pour *« des anecdotes »*. Il ne s'en remet pas de voir ses amis continuer de vivre *« aux crochets de leurs fantômes »*. Et il le dit en ces termes : *« Les socialistes ont encore beaucoup à faire et d'abord à démontrer qu'ils ne sont plus socialistes... Je veux la transformation du PS en grand parti européen, social et libéral, partisan d'une idéologie mixte, comme je le suis d'une économie mixte – qui ne veut certes rien dire, mais qui garantit l'adaptation souple et permanente aux vicissitudes de la conjoncture, – un parti qui ferait cause commune avec les formations de même tendance à l'intérieur de la Communauté et celles nées des premières élections libres à l'Est. »*

Car le vrai problème, c'est l'Europe, qui frappe à la porte. *« L'un des magistraux défis de notre époque,* dit-il encore, *consiste en la formulation des bases idéologiques et conceptuelles de la grande confédération européenne que j'appelle de mes vœux. Mais cela, ce n'est pas à moi de l'annoncer... »*

Si l'on en croit André Bercoff, François Mitterrand se compare, dans ses meilleurs moments, à de Gaulle, le militaire qui sut désobéir avec superbe : lui, il est *« le socialiste qui enterrera l'idéologie »* ; il se mesure aussi à Gorbatchev : *« Gorbatchev et moi sommes aujourd'hui les seuls à avoir compris qu'un véritable homme d'Etat doit être thérapeute et visionnaire, joueur de go et grand exécuteur, briseur de mythes et monarque médiatique. »* S'il n'a pas toujours le moral aussi haut, ce cynique garde la foi en une certaine idée de la France et de l'Europe et, quelles que soient ses déceptions, il ne renonce pas. *« Je ne serai pas le président de la fin de l'Histoire »*, proclame-t-il.

Voilà qui nous promet d'autres *livres à son sujet. D'autant plus* que tout le monde ne voit pas le personnage et la situation de la France avec les mêmes lunettes. Ainsi dans les *« troits portraits cavaliers »* qu'il trace de Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, Alain Griotteray, député UDF, éditorialiste du *Figaro-Magazine*, a une tout autre vision de ce dernier, qu'il *« connaît mal mais depuis longtemps »*.

L'auteur, gaulliste déchiré par l'affaire algérienne, qui se *réclame de la droite, et reste un* giscardien critique, décèle dans le président socialiste *« un tempérament d'extrême droite »*. Il y a chez lui, affirme-t-il du *« ligueur démocrate »* ; il est de ceux *« pour qui la fin justifie les moyens »*, la fin étant, à l'origine du moins, toujours noble. Mais à l'arrivée, Alain Griotteray ne retrouve qu'un aventurier habile et courageux qui s'est hissé à la *tête d'une France « qui n'inspire plus rien »* et d'un peuple qui ne mérite pas *« de se voir écrire le mot FIN »*.

Si différents qu'ils soient, si *irréalistes ou excessifs qu*'ils puissent paraître, ces jugements sur l'action présidentielle et le président lui-même restant parfaitement recevables. Et, à tout prendre, plus plaisants, ou plus authentiques, plus instructifs et *plus vivifiants que d'autres ver*dicts, réputés plus avisés parce que leurs auteurs prétendent, toujours avec la même autorité, démontrer combien ils ont raison *d'être déçus aujourd'hui par celui* qu'ils avaient eu raison d'adorer et d'encenser hier.

▶ ***Ruminations divines*, par André Bercoff, Fayard, 204 p., 75 F.**

▶ ***Trois portraits cavaliers*, par Alain Griotteray, éditions de Fallois, 158 p., 75 F.**

COMMUNICATION

Violence et reportages télévisés

Ouverture de deux informations judiciaires après deux enquêtes de la Cinq

Deux affaires, sujets toutes deux de reportages par des journalistes de la Cinq – l'un diffusé le 18 mai, l'autre qui ne l'a pas été – font l'objet d'une information judiciaire ouverte par le parquet de Paris. Toutes deux, révélées *par le Canard enchaîné*, mettent en cause l'attitude de journalistes de la chaîne, accusés par le journal d'avoir filmé, dans des conditions discutables, des scènes de tabassage sans avoir porté secours aux victimes.

La première concerne un reportage *sur le mouvement extrémiste sioniste* Betar-Tagar, dans lequel un jeune homme – qui a depuis porté plainte – se fait violemment frapper par des militants du groupe devant la faculté d'Assas. L'information judiciaire, confiée à Mme Le Houx, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a été ouverte pour *« violences ou voies de fait volontaires avec préméditation, complicité ou omission de porter secours à personne danger »*.

La seconde porte sur une enquête de la Cinq sur les skinheads de Paris. Enquête amorcée par un reportage effectué un samedi soir d'avril au Parc des Princes, où se réunissent les skins, *et poursuivi tard dans la nuit* sur le boulevard Saint-Michel, où le groupe, *suivi par* les journalistes, a renversé en voiture puis tabassé un homme d'origine africaine, abandonné sur la chaussée grièvement blessé. La scène, affirme *le Canard enchaîné*, a été entièrement filmée par la Cinq, voire complaisamment organisée par les skins pour satisfaire la caméra, les journalistes ayant disparu sans porter à la victime le moindre secours. L'*information ouverte porte* là encore sur des *« violences avec arme entraînant une incapacité temporaire de travail de plus de huit jours et non-assistance à personne en danger »*. La société des rédacteurs de la Cinq a contesté la présentation des *faits publiée par le Canard enchaîné*, affirmant que *« le travail réalisé depuis trois ans par cette rédaction la dispense de tout commentaire »*. La direction et les journalistes incriminés refusent de s'exprimer sur le fond tant que la procédure judiciaire est en cours.

En 1989

Le chiffre d'affaires de l'édition française a progressé de 8,7 %

L'édition française est en bonne santé, du moins si l'on s'en tient aux chiffres de 1989 publiés par le Syndicat national de l'édition.

Le chiffre d'affaires global du livre français (12,8 milliards de francs) est en hausse de 8,7 % sur l'année précédente, le nombre de titres publiés (35 880) en hausse de 8,8 % et le nombre d'exemplaires produits (396 millions) en augmentation de 5,8 %. Toutefois, ces statistiques globales recouvrent des situations très différentes. C'est ainsi que si le livre *d'art progresse à grands pas* (+ 20,7 %), tout comme l'édition *scientifique* (+ 14 %), les encyclopédies et les dictionnaires (+ 9,8 %), l'édition scolaire et celle des sciences humaines (+ 10 %), l'histoire, à cause de l'inflation de titres qui a accompagné le bicentenaire de la Révolution, accuse une baisse de 10 %, les albums et les bandes dessinées régressent, et la littérature pour la jeunesse marque le pas.

Plus grave à terme, la tendance à la baisse des tirages, perceptible depuis 1982, s'est poursuivie (– 2,7 %) ; les éditeurs doivent donc publier davantage de titres pour maintenir un chiffre d'affaires constant, ce qui, à terme, fragilise les entreprises. Si l'on ajoute que les deux tiers du chiffre d'affaires de l'édition sont réalisés par 26 maisons sur 436, on perçoit derrière ce bilan satisfaisant des raisons d'inquiétude pour l'avenir : le nombre *des lecteurs ne progresse plus, les sto*cks de livres invendus s'accumulent, la situation de la librairie générale indépendante se détériore – on en parlera les 10 et 11 juin lors des Rencontres nationales du livre organisées par le ministère de la culture – et la tendance aux concentrations se renforce, mettant en danger l'existence *des entreprises d'édition petites et* moyennes.

□ **La Cinq autorisée en Belgique francophone.** – La Cinq et les responsables de la communauté francophone de Belgique *ont signé* mercredi 6 juin à Bruxelles une convention autorisant la chaîne française à émettre dans le sud du pays. La Cinq devra affecter 10 millions de francs belges (1,6 millions de francs) par point d'audience moyenne actuelle, à la production et à la coproduction de programmes en Belgique. La chaîne s'est aussi engagée à consacrer 45 % au moins de *son temps d'antenne à la diffusion* d'œuvres d'expression française ou originaires de pays membres du Conseil de l'Europe.

□ **Hachette s'associe au groupe suisse Edipresse.** – Le groupe suisse Edipresse va renforcer ses activités de distribution en s'associant avec la branche distribution et services d'Hachette. Celle-ci va prendre une participation de 49 % *dans une holding contrôlant trois* sociétés, Naville, Payot et Naville, et Office du livre de Fribourg. Edipresse, qui est le premier groupe de presse en Suisse romande, et le troisième en Suisse, édite notamment les quotidiens *le Matin* et *24 Heures*, ainsi que l'hebdomadaire *Femina*. Egalement implanté en Espagne, il a réalisé en 1989 *un* chiffre d'affaires de 542 milions de francs suisses (environ 2,1 milliards de francs).

□ **Oscar du mécénat culturel pour la Fondation France Telecom.** – L'Oscar du mécénat culturel, décerné par l'association d'entreprises mécènes Admical, couronne cette année la Fondation France Télécom, pour son action en faveur de la musique vocale. La Fondation participe à la formation de jeunes chanteurs et soutient de *nombreux* ensembles (La Chapelle royale, Organum, Ensemble vocal européen et Collegium Vocale de Gand) des concerts ou festivals (Chorégies d'Orange, jazz à Vienne, etc.), la production de spectacles et l'édition de disques et de livres . Le jury présidé par Jean-Claude Carrière a également décerné trois prix spéciaux, à la Fondation Louis Vuitton pour l'opéra et la musique, à la Fondation du Crédit coopératif pour son *soutien aux associations locales* et à la Fédération des écomusées, à l'agence de Bordeaux de la société Miele, qui avait organisé la mobilisation des artistes après les incendies de forêt des Landes

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU MORBIHAN

AMÉNAGEMENT DE LA RN 166
VANNES - PLOERMEL

- Déviation de Quiniac ;
- Doublement de la déviation d'Elven ;
- *Mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro.*
- *Mise en compatibilité des POS des communes d'Elven, Treffléan et Saint-Nolff ;*
- Classement en route express de l'ensemble de l'itinéraire de la RN 166 entre *Vannes et Ploërmel.*

AVIS D'ENQUÊTE

En application de l'arrêté préfectoral en date de ce jour, et en application des dispositions du code de l'urbanisme, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de la loi n° 89-413 du 22 juin 1989, relative au code de la voirie routière ainsi que de la loi du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, il sera procédé :

1) à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des projets :
a) de déviation de Quiniac portant également sur la modification des POS des communes d'Elven, Treffléan et Saint-Nolff en résultant ;
b) de doublement de la déviation d'Elven portant également sur la modification du POS de la commune d'Elven, en résultant ;
c) de mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro ;

2) à une enquête publique portant sur le classement en route express de la RN 166 *sur l'ensemble de l'itinéraire entre Vannes et Ploërmel.*

Ces enquêtes se dérouleront concomitamment du 27 juin au 3 août 1990 inclus.

Durant cette période, les dossiers seront déposés à la préfecture du Morbihan (Direction de la réglementation – 24, place de la République à Vannes), siège des enquêtes, ainsi que dans chacune des mairies suivantes :

– Elven

Pour ce qui concerne l'utilité publique des projets de déviation de Quiniac, de doublement de la déviation d'Elven, la modification du POS de la commune d'Elven en résultant et le classement en route express de la RN 166 ;

– Treffléan et Saint-Nolff

Pour ce qui concerne l'utilité publique du *projet de déviation de* Quiniac, la modification des POS des communes de Treffléan et Saint-Nolff en résultant, et le classement en route express de la RN 166 ;

– Saint-Guyomard, Bohal, Saint-Marcel, Sérent, Saint-Abraham, La Chapelle-Caro.

Pour ce qui concerne l'utilité publique du projet de mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro et le classement en route express de la RN 166.

– Vannes, Saint-Avé, Le Cours, *Montertelot* et Ploërmel

Pour ce qui concerne le classement en route express de la RN 166. Pendant la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance des dossiers aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux des mairies concernées.

Ont été désignés en qualité de commissaires-enquêteurs par le tribunal administratif de Rennes :

– *Président*
- M. Charles Simon, expert portuaire auprès des Nations unies et expert auprès *des cours d'appel et tribunaux administratifs, ancien secrétaire général du port* autonome de Nantes-Saint-Nazaire.

– Membres
- Mme Danielle Faysse, urbaniste,
- *M. Albert Huguen, ingénieur en chef du génie rural des Eaux et Forêts*, en retraite.

Un ou plusieurs des membres de la commission d'enquête recevront, en personne, le public :

- en mairie de Vannes, *le 27 juillet 1990 de 9 h à 12 h* ; Saint-Avé, le 27 juin 1990 de 9 h à 12 h ; Saint-Nolff, le 27 juin 1990 de 14 h à 17 h ; Treffléan, le *29 juin 1990 de* 9 h à 12 h ; Elven, *le 17 juillet 1990 de 9 h à 12 h et* de 14 h à 17 h ; Le Cours, le 29 juin 1990 de 14 h à 17 h ; Saint-Guyomard, le 2 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; Bohal, le 2 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Sérent, le 18 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Saint-Marcel, le 18 juillet 1990 de 14 h 30 à 17 h 30 ; Saint-Abraham, le 23 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; La Chapelle-Caro, le 23 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Montertelot, le 25 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Ploërmel, le 27 juillet 1990 de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- *à la préfecture de Vannes, le 27 juillet 1990 de 14 h à 17 h.*

En outre, les personnes intéressées auront la faculté de faire parvenir leurs observations, par écrit, au *président de la commission d'enquête siégeant* à la préfecture du Morbihan, 24, place de la République – BP 501 – 56019 Vannes Cedex.

Toutes observations consignées aux registres ou adressées par correspondance seront tenues à la disposition du public.

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, dans le délai d'un mois à compter de l'issue de l'enquête.

Copies de ce rapport et de ces conclusions seront déposées dans les mairies concernées et à la préfecture du Morbihan, pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les *intéressés* pourront en obtenir communication en s'adressant au préfet dans les conditions prévues au titre I de la loi du 17 juillet 1978.

Vannes, le 31 mai 1990.
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,
Albert Daussin-Charpentier

SOCIÉTÉ

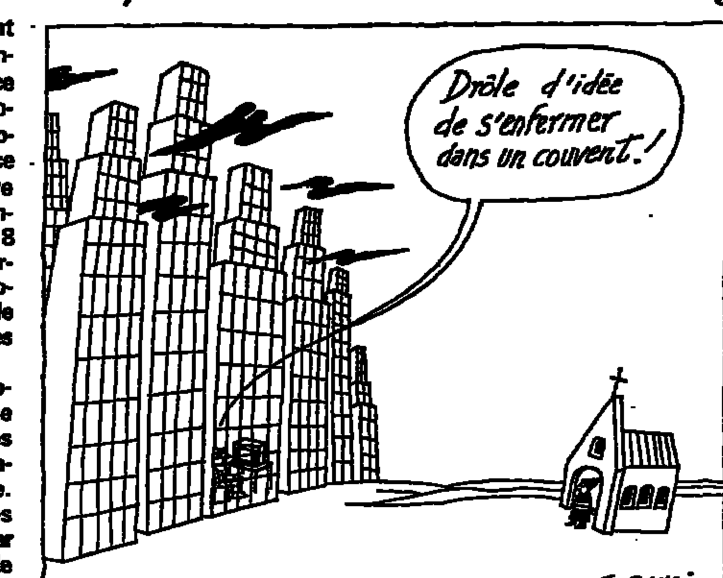
RELIGIONS

Le neuf centième anniversaire de saint Bernard

Cîteaux, ses travaux et ses jours

Plusieurs manifestations ont marqué cette semaine le neuf centième anniversaire de la naissance de saint Bernard. A Lyon, un colloque international à l'Institut catholique s'est réuni sous la présidence de M. Georges Duby. A l'abbaye de Cîteaux, une messe exceptionnelle était célébrée, vendredi 8 juin, par le cardinal Albert Decourtray, en présence du nonce apostolique, de vingt-cinq évêques et de l'ensemble des abbés et abbesses cisterciens de France.

Bernard est avant tout le promoteur de l'ordre cistercien. Homme d'action, il est le conseiller des puissants de son siècle, l'ordonnateur de la deuxième croisade. Aujourd'hui encore, malgré les remous « libéraux » provoqués par le concile Vatican II, son esprit de rigueur continue d'animer les sept mille trois cents moines de la famille cistercienne.



SAINT-NICOLAS-LÈS-CITEAUX

de notre envoyé spécial

Trois petits sons – peut-être quatre, – infiniment légers, les cloches rappellent à l'ordre les moines de Cîteaux. Dans l'église endormie – il est quatre heures – les frères entonnent les vigiles, selon l'inamovible règle de saint Benoît, le premier office du jour. Le temps est mille fois suspendu : aux psaumes psalmodiés par le chantre, aux paroles de l'Evangile, qui font se tourner les moines vers Dom Loys, le père abbé. A la montée des hymnes succèdent des silences de prière et de réflexion. Des temps morts en apparence, qui sont la vie des frères ici cloîtrés et qui, sur l'autel de l'église rebondiront à laudes (6 h 45), à tierce (9 h 20), à sexte (12 h 15), à none (14 h), aux vêpres (18 h) et à complies (20 h 05).

Ce matin-là, ils sont trente-trois dans la pénombre, assis dans les stalles de bois, drapés dans leur coule blanche, à chanter la visitation de Marie, le cœur et l'esprit *« tournés vers le Bien-Aimé »* au nom duquel invariablement ils se lèvent et s'inclinent.

Tandis que les brouillards matinaux découvriront peu à peu la façade en carreaux vernissés de l'ancienne bibliothèque qui abritait les célèbres enluminures des copistes, les frères *« rumineront »* – c'est leur mot – les Ecritures, à leur bureau, en guise d'introduction aux travaux du jour. C'est la *lectio divina*.

Pour eux, l'actualité est presque une fiction. Ils l'observent de loin sur leur téléviseur, *« qui ne fonctionne pas plus d'une fois par semaine »*, ou sur les « unes » de *la Croix*. L'actualité n'est pas (ou rarement) un objet de réflexion. Elle fait partie du monde que le plus jeune (vingt-deux ans) a fui l'an passé et que le doyen (quatre-vingt-onze ans) a déserté après la première guerre mondiale (les fins de guerre sont toujours sources de nombreuses vocations). L'Evangile à présent ne les quitte plus, même à table, où perché dans la chaire du réfectoire l'un d'entre eux en lit des passages.

« Le libéralisme qui déteint »

La journée d'un cistercien, trappiste de surcroît, ne laisse rien au hasard. Bernard, en 1 112, en avait rappelé les principes établis cinq siècles plus tôt par Benoît, père du monachisme européen. Les « réformateurs » de la Trappe, au dix-septième siècle, avaient affirmé le retour à la stricte observance (1) : stabilité dans la vie monastique, obéissance au père abbé (choisi par la communauté) qui est seul maître des lieux, conversion définitive des mœurs (après deux ans de noviciat et trois ans de *profès* temporaire). L'abstinence perpétuelle, le silence rigoureux, l'humilité, le travail manuel, une vie simple et pauvre au service de la communauté – ils n'ont de propriété que celle que leur octroie le père abbé – sont les vertus de l'ordre.

Chaque jour, après la messe qui suit les laudes, vers huit heures, le père abbé, dans la salle du chapitre toute de bois ciré, l'une des plus solennelles du long bâtiment construit au dix-huitième siècle (2), égrene un passage de la règle et en livre son interprétation. Mais, *« il y a eu plus de changement en vingt-cinq ans que dans les cinq siècles qui ont précédé »*, confie-t-il. A son entrée après guerre, les frères dormaient tout habillés. Aujourd'hui, ils peuvent abandonner leur froc pour un simple pyjama. Et le dortoir commun a été remplacé par des « cellules de sommeil » privées.

La règle du silence a, elle aussi, évolué. Autrefois, après complies, les novices se « parlaient » par gestes. *« Mieux vaut quelques paroles bien dites qu'une abondance de gestes médiocres, non ? »*, lance frère Christian, chargé de l'hôtellerie (3), pour qui la vie monastique aujourd'hui *« est bien plus vraie »*, moins absurde, plus dédiée à l'essentiel.

Il en va de même du régime des pénitences. Pour un outil cassé, il fallait autrefois s'agenouiller devant le réfectoire. Pour une querelle un peu trop violente, on était renvoyé au pied de l'estrade où déjeunait le père abbé ou bien on devait baiser les pieds de tous les moines de la communauté. *« Aujourd'hui, ces rigueurs manquent peut-être un peu »*, avoue Dom Loys, qui regrette que certains frères aient tendance, à cause des contacts fréquents avec l'extérieur (voyages, accueil des hôtes et des visiteurs), à se détourner de leur règle monastique. *« En elle-même, la vie monastique constitue déjà un régime pénitentiel »*, tempère frère Joël, maître des novices. *« Pourquoi en rajouter ? »*

Les quatre degrés de l'amour

Le vent du concile Vatican II (1962-1965) a donc aussi soufflé sur Cîteaux. *« C'est le libéralisme qui déteint »*, dit en souriant le prieur des lieux, frère Jean-François. Comme ailleurs, les offices en ont perdu leur latin, *« ce que personne ne regrette vraiment »*. Seul, invariable et céleste, le *Salve Regina* qui clôt les complies, est toujours chanté en grégorien, ainsi que quelques Kyrie. Reste l'essentiel pour ces ascètes : la Charte de Charité établie par Bernard, qui inscrit dans l'ordre le principe de l'entraide entre frères, entre tous les monastères cisterciens.

« Un sacré bonhomme, ce Bernard ! », lance frère Christian, qui parle du fondateur de Clairvaux comme s'il était encore vivant. Car à Cîteaux, le temps ne compte pas et, comme dit frère Joël, *« on se sent forcément proche des moines du douzième siècle quand on fait leur expérience »*. *« Tous les moines viennent à Bernard »*, renchérit frère Christophe, trente-quatre ans, huit ans d'« ancienneté ». Le saint est là, constante de Cîteaux, figure double comme en 1 112, profondément mystique et profondément plongé dans l'action, près des puissants de son siècle.

Bernard insistait sur le mystère de l'incarnation et le respect de la Vierge Marie. *« On a beaucoup exagéré les rapports entre Marie et les cisterciens »*, explique frère Christian. La forte tonalité mariale de leur liturgie a donné naissance à de multiples interprétations : sensualité mystique, amour courtois... Ils en rient. Ils rappellent les quatre degrés de l'amour forgés par Bernard qui restent leur sacerdoce : 1) s'aimer soi-même ; 2) aimer Dieu pour soi ; 3) aimer Dieu pour lui ; 4) s'aimer soi-même pour Dieu. Des degrés qui ne sont pas forcément chronologiques, mais qui *« tracent la voie »*, celle qui mène spirituellement au-delà de la mort et qui intègre la dimension charnelle au processus spirituel.

« Bernard ne laisse jamais indifférent », conclut frère Joël. Il est présent au cœur de chaque cistercien jusqu'au jour de sa mort, à partir duquel il reposera – sans cercueil – dans la terre de Cîteaux.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Les cisterciens trappistes de la stricte observance sont répartis en France en 151 maisons, soit 2 900 moines et 1 908 moniales. Les cisterciens de l'ordre de Cîteaux (commune observance) comptent 166 maisons mais, seulement environ 2500 moines et moniales.

(2) A la Révolution, l'abbaye de Cîteaux a été vendue. Les propriétaires d'alors ont dispersé les monuments, non par anticléricalisme viscéral, mais par soucis financiers. Il reste aujourd'hui du passage de saint Bernard une colonne médiévale dressée au milieu de delphiniums sauvages à l'emplacement du lieu où Bernard fit sa profession monastique.

(3) L'abbaye accueille dans son hôtellerie (distincte du monastère) des retraitants pour une durée maximum de huit jours.

Un pur de pur

Saint Bernard de Clairvaux a mauvaise réputation. N'est-ce point, dit-on, le bourreau d'Abélard, le prédicateur irresponsable de la deuxième croisade, l'homme agressif et autoritaire dans ses engagements ? Mais à cette image négative s'oppose celle du mystique dont l'œuvre littéraire est considérable.

Il est né en 1090 à Fontaine-lès-Dijon. Destiné à être clerc, il reçoit une formation solide chez les chanoines de Châtillon-sur-Seine. Vers l'âge de vingt ans, il décide d'entrer au monastère de Cîteaux, fondé en 1098 au sud de Dijon, où se pratiquait l'ascèse monastique la plus rude. En juin 1115, il s'installe avec quelques moines dans le val d'Absinthe, clairière isolée non loin de Bar-sur-Aube : l'abbaye de Clairvaux est fondée.

Pendant quinze ans, Bernard se consacre au développement de Clairvaux tout en élargissant son champ d'action. Il arbitre des conflits entre seigneurs, s'oppose à l'intrusion de princes laïques dans les affaires de l'Eglise. Il soutient les premiers Templiers. Son rayonnement s'amplifie lors du schisme dit d'Anaclet. Contre ce dernier, Bernard choisit Innocent II qu'il juge être un meilleur pape. Durant huit ans, l'abbé lutte pour l'imposer. Il y parviendra.

Dépouillement novateur

Ayant gagné en prestige et autorité, l'abbé de Clairvaux – Bernard refusera toute autre dignité – se porte alors sur tous les fronts. Là où il pressent une faille dans l'Eglise, il se voit contraint d'intervenir. L'essor des écoles urbaines, où la logique est appliquée aux vérités révélées, l'inquiète : quand il s'adresse aux étudiants parisiens en 1140, c'est pour les détourner de leurs études vers Clairvaux. La même année, il fait condamner par Rome Abélard et son disciple Arnaud de Brescia.

Bernard se rallie en 1146 au projet d'une nouvelle croisade, pour lui occasion de pardon des péchés. Dans la vallée du Rhin, un moine déchaîne le peuple contre les communautés juives. Bernard se rend sur place et met fin aux massacres : pour lui, le peuple juif est porteur de l'humanité de Jésus. La déroute de la croisade – qu'il n'accompagne pas – l'affecte. Il se retire à Clairvaux et se consacre à l'écriture et à la mise en forme de ses œuvres. Au printemps 1153, il part, malade, pour Metz, y rétablir la paix. Il meurt au retour, dans son abbaye, le 20 août, à l'âge de soixante-trois ans. Canonisé en 1174, il sera proclamé docteur de l'Eglise en 1830.

Cet homme, *« tout-puissant malgré lui, et condamné à gouverner l'Europe »* (Michelet), est avant tout un moine porteur de farouches exigences. Luther l'en louera. Bernard veut revenir aux sources de l'érémitisme, dans une quête désespérée de pureté et de rigueur. D'où la volonté de libérer les couvents de son ordre – trois cent quarante-cinq à sa mort ! – du monde laïc et de les faire accéder à l'indépendance matérielle. Bernard est aussi un théologien mystique, qui a posé avec optimisme l'union de Dieu avec l'homme, en insistant sur l'amour de l'humanité de Jésus. Il reste à mettre en de multiples perspectives (historique, théologique, philosophique) la complexité de son action et de son œuvre.

JACQUES BERLIOZ

▶ Jacques Berlioz *est chargé de recherche au CNRS.*

JUSTICE

Quatre ans de prison pour « intelligence » avec la RDA

Un M. Jourdain de l'espionnage

La cour d'assises de Paris spécialement composée de sept magistrats sous la présidence de M. Maurice Colomb a condamné vendredi 8 juin, Klaus Tscheu, âgé de cinquante et un ans, Allemand de l'Ouest, à quatre ans de prison dont dix-huit mois avec sursis en le déclarant coupable *« d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère »* (*Le Monde* du 9 juin)

A la manière de M. Jourdain, Klaus Tscheu, installé en France depuis 1966 faisait de l'espionnage sans le savoir : des Allemands de l'Est avaient pris contact avec lui en invoquant une collaboration strictement commerciale, et c'est pour *« rendre service »* qu'il avait accepté en 1983 de leur donner des prospectus ramassés au Sicob, un dictionnaire technique et quelques revues d'aéronautique. Il avait aussi demandé à sa maîtresse de soutirer quelques renseignements techniques à son mari, ingénieur navigant au centre d'essais en vol de Brétigny. Mais sans succès, et les Allemands de l'Est s'étaient contentés de lui rembourser chichement quelques frais de voyage.

En bonne logique, son avocat, maître René Boyer, a donc plaidé qu'il n'avait pas transmis des documents *« de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels »*, selon les termes utilisés par l'article 80 du code pénal. A deux reprises, la chambre d'accusation de Paris, puis celle d'Amiens, lui avaient donné raison en prononçant *« un non-lieu à poursuivre »*. Mais à chaque fois, la Cour de cassation avait annulé ces décisions en considérant que les magistrats n'avaient pas eu une bonne lecture du texte qui punit les *« intelligences »* avec les agents d'une puissance étrangère d'une peine de dix à vingt ans de détention criminelle. C'est aussi l'avis de l'avocat général Raymond Galiber d'Auque, qui a estimé : *« dès lors que l'information est ciblée, sollicitée, rémunérée et qu'elle transite par des voies clandestines, elle est de nature à causer un préjudice à la France »*.

Selon le magistrat, la qualité du renseignement fourni importe peu, car la seule *« collusion »* avec des agents étrangers suffit à caractériser le crime. Enfin, quittant les terrains du droit, M. Galiber s'est placé sur celui du *« bon sens populaire »* selon lequel *« si un type travaille pour un service secret étranger, c'est un espion »*. Toutefois, il avait demandé une sanction modérée couvrant la détention provisoire de M. Tscheu afin de ne pas le renvoyer *« sur la paille humide des cachots »*. Si la cour a suivi cette partie du réquisitoire, elle a en revanche considéré que le cœur a des raisons que la raison d'Etat ignore en acquittant la maîtresse de M. Tscheu.

MAURICE PEYROT

L'enquête sur la profanation de Carpentras

La piste des anciens lycéens

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Les policiers qui enquêtent sur la profanation du cimetière juif de Carpentras ont, depuis quelques jours, concentré leurs investigations dans les milieux de jeunes de la ville et de ses environs.

A la suite d'une dénonciation – signée, – ils ont saisi, au domicile d'un ancien lycéen, des photographies montrant un groupe de jeunes gens dansant sur des tombes du cimetière et drapés dans des voiles noirs. Ces clichés auraient été pris au cours d'une soirée passée dans le cimetière en 1985. Les policiers ont facilement identifié les intéressés, tous fils de bonne famille, qui auraient eu l'habitude, à l'époque, de se livrer à des mises en scène dans le cimetière pour donner libre cours à leurs phantasmes.

Après avoir été entendus, mercredi 6 juin, ils ont tous été relâchés. Mais de nouvelles interpellations devraient avoir lieu au début de la semaine prochaine.

G. P.

AÉRONAUTIQUE

Les Soviétiques souhaitent participer à la conception du super-Concorde

Une délégation soviétique, composée de représentants du ministère et des industriels de l'aéronautique, séjournera la semaine prochaine à Paris pour discuter d'une participation éventuelle de l'Union soviétique à la conception d'un avion de transport supersonique de nouvelle génération qui remplacera le Concorde au début du siècle prochain.

Cette délégation sera reçue par la direction du groupe Aérospatiale qui vient de conclure avec le groupe britannique British Aerospace un accord de coopération sur un projet de super-Concorde auquel seraient associés des partenaires américains.

Selon Aérospatiale, la décision de lancer la fabrication d'un tel avion, capable de transporter 200 à 300 passagers sur des distances supérieures à 10 000 kilomètres à la vitesse de deux fois et demie celle du son, interviendra avant 1995.

Mais en attendant, des discussions avec d'autres constructeurs aéronautiques doivent porter sur des études concernant l'environnement et l'exploitation commerciale de ce super-Concorde.

C'est la première fois que Soviétiques et Français discutent d'un tel sujet depuis la conclusion de l'accord entre Aérospatiale et British Aerospace.

Aux Soviétiques il serait proposé de participer à des essais d'aérodynamique en soufflerie et à des études sur l'environnement en haute atmosphère grâce à des expérimentations à partir du supersonique soviétique, le Tupolev-144.

L'avantage d'un accord avec l'industrie soviétique est double. D'une part, les Occidentaux ont besoin que Moscou autorise le survol supersonique de la Sibérie audessus de laquelle transitent 25 % des routes commerciales dans le monde qui seraient empruntées par un super-Concorde.

En outre, des industriels soviétiques auxquels leur gouvernement vient d'imposer de se reconvertir dans le secteur civil ont besoin de recenser les grands programmes aéronautiques qui devraient faciliter à terme leur passage progressif à des activités non militaires.

Il reste nénanmoins que la participation des Soviétiques au projet du super-Concorde devra être examinée au préalable par les pays membres du COCOM qui contrôle le transfert éventuel à des pays de l'Europe de l'Est de technologies de pointe occidentale.

JACQUES ISNARD

DÉFENSE

Au conseil des ministres

L'amiral Régis Merveilleux du Vignaux devient préfet maritime à Brest

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 6 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées ;

● **Marine.** – Est nommé préfet maritime à Brest et commandant en chef pour l'Atlantique, le vice-amiral Régis Merveilleux du Vignaux, en remplacement du vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, qui atteint la limite d'âge de son rang le 5 septembre.

Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux François Deramond, Marc Merlo et Jean-François Picart ; commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Bertrand Voisard (nommé directeur central du commissariat de la marine) ; commissaire général de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Louis Delorme et René Combes.

Sont nommés : directeur du personnel militaire de la marine, le vice-amiral Pierre Calmon ; sous-chef d'état-major « plans » à l'état-major de la marine, le contre-amiral Jean-Claude Lefebvre ; adjoint « marine » au général commandant la Force d'action rapide, le contre-amiral François Lafargue ; directeur du commissariat de la marine à Toulon, le commissaire général de deuxième classe Yves Bourdais ; directeur du service central d'approvisionnement des ordinaires et des marins, le commissaire général de deuxième classe René Combes.

● **Terre.** – Sont promus : général de division, les généraux de brigade Maurice Plantier, Yann Rousseau-Dumarcet et Hubert Chauveau de Quercize (nommé adjoint au général commandant les écoles de l'armée de terre) ; général de brigade, le colonel François Voruz.

Est nommé major régional de la IIe région militaire (Lille), le général de division Michel Brisac.

● **Air.** – Sont nommés : directeur du centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'école supérieure de guerre aérienne, le général de brigade aérienne Gérard Baratte ; directeur adjoint du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Philippe Schreiber.

● **Service de santé.** – Est promu médecin général, le médecin chef Claude Giudicelli.

EN BREF

□ **Une information judiciaire ouverte après une mise en scène macabre dans un lycée de Gien.** – Le parquet de Montargis a ouvert, vendredi 8 juin, une information judiciaire contre X pour dégradation volontaire, violation de sépultures, et provocation à la discrimination raciale, après la découverte d'une mise en scène macabre au lycée Bernard-Palissy de Gien (Loiret).

□ **Superphénix de nouveau couplée au réseau.** – Le surgénérateur de Creys-Malville (Isère) a été couplé au réseau national d'EDF le vendredi 8 juin à 19 h 32, indique un communiqué de la société NERSA. Le réacteur Superphénix était à l'arrêt depuis la découverte, le 28 avril, d'une fuite de sodium liquide non radioactif sur un circuit secondaire.

□ **Les auteurs de la profanation d'Ecault (Pas-de-Calais) interpellés.** – Trois jeunes gens, qui avaient peint des inscriptions racistes sur des tombes du cimetière d'Ecault, près de Boulogne-sur-mer, ont été interpellés, vendredi 8 juin. Deux jeunes de dix-neuf ans et un mineur de dix-sept ans ont été placés en garde à vue après avoir reconnu les faits.

مكتبة الأهرام

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Pour la cinquième fois de leur carrière, l'Equatorien Andres Gomez et l'Américain André Agassi devaient *se retrouver de part et d'autre d'un filet de tennis* dimanche 10 juin, sur le central de Roland-Garros. Mais un match inédit pour les deux joueurs disputant leur finale d'un tournoi du Grand Chelem. Tous deux se sont qualifiés vendredi 8 juin pour l'ultime simple *messieurs des Internationaux de France 1990*, aux dépens de, respectivement, l'Autrichien Thomas Muster et le Suédois Jonas Svensson, à l'occasion de demi-finales qui n'ont pas relevé la qualité moyenne de jeu de ce tournoi, fort passable. Lors de ses neuf participations précédentes à Roland-Garros, Andres Gomez *qui est âgé de* trente ans, avait atteint cinq fois, sans pouvoir le dépasser, le cap des quarts de finale. Venu pour la première fois porte d'Auteuil en 1987, André Agassi, qui a fêté ses vingt ans fin avril, avait disputé les demi-finales lors de sa deuxième participation. *Sur les dix titres qui figurent à son palmarès* deux ont été inscrits depuis le début de cette année où sur vingt-six parties, il a en gagné vingt-trois.

André Agassi, Pinocchio sur courts

Qui est donc cet André Agassi dont le coup droit dévastateur fait baver d'admiration le directeur technique national de la FFT, Jean-Paul Loth, dans ses commentaires à Antenne 2 ? Le représentant *de la génération surf*, le résultat d'une opération de marketing, la souris qui s'est faite grosse comme le bœuf ? Sans doute un peu tout cela. Et pas vraiment. Ces cheveux filasses décolorés, cette barbe « gainsbar », ces cuissards fluo sont l'écorce, la croûte, l'emballage ou la carapace d'un vieil adolescent qui n'a pas encore franchi le passage entre l'enfant et l'adulte, qui n'a pas trouvé la frontière entre le rêve et la réalité. Et dans cette quête il est multiple, déconcertant, à tiroirs.

Le fils de son père

André Agassi a commencé par être le fils de son père, c'est-à-dire l'incarnation d'une ambition transposée. Emmanuel Agassian, boxeur olympique (1948 et 1952), Iranien d'origine arménienne, s'était imaginé un destin sur les rings américains. Mais quand il avait découvert le *premier* adversaire qui lui était réservé, il avait préféré s'enfuir par une fenêtre des vestiaires du Madison Square Garden de New-York. Et il avait couru jusqu'à Chicago où il avait changé son nom en Mike Agassi et tenté *d'étancher sa soif d'honneurs et de* gloire en devenant garçon de courses.

Cette humiliation a fait naître chez le père un désir obsessionnel de revanche : ce qu'il n'avait pu être, ses enfants – il en a eu quatre nés entre 1960 et 1970 – le seraient : des champions. Puisqu'ils *n'avaient pas la stature* pour briller en football américain ou en basket-ball, Mike Agassi a choisi le tennis qui s'était ouvert aux professionnels en 1968 et qui commençait à offrir de bons paquets de dollars.

Le climat de Chicago n'était pas propice à l'entraînement. Mike Agassi *installa sa famille* à Las Vegas où il prit un emploi dans un hôtel-casino et où les enfants apprirent à jouer. L'aînée, Rita, était assez bonne. Mais, en juillet 1982, elle abandonna le circuit professionnel où elle pointait vers *la cent soixantième place pour* épouser son entraîneur, l'ancien champion Pancho Gonzales. Les deux suivants, Phil et Tamy, n'étaient guère brillants, ils préféreront poursuivre des études. Les espoirs de Mike se sont donc reportés sur le petit dernier, André.

Le père a accroché une raquette de tennis au-dessus de son berceau à sa naissance. Dès qu'André a su se tenir debout, une raquette de ping-pong lui a été glissée dans la main pour lui donner le goût de *frapper dans une balle. « On le retrouvait parfois endormi sur sa raquette dont il se servait comme d'un oreiller »*, a raconté, avec un monstrueux attendrissement, Mike Agassi qui rapidement n'a plus appelé son rejeton que son *« petit champion du monde »*. Dès qu'une vedette des courts venait faire une exhibition à Las Vegas, André se retrouvait dans le lot de gamins qui échangeaient des balles avec le champion. A treize ans, il a déjà posé pour la photo souvenir aux côtés de Jimmy Connors et de Björn Borg.

C'est à cette époque que Mike Agassi a vu à la télévision un reportage sur le camp d'entraînement de Nick Bollettieri en Floride. Cette « académie », où les pensionnaires paient 750 dollars par semaine, proposait des conditions de vie et de discipline paramilitaires aux candidats champions. *Le père a aussitôt pensé que* c'était l'endroit idéal. La prise de contact entre l'ancien parachutiste qui a été le professeur privé des Rockefeller et le *« kid »* de Las Vegas n'a pas été facile.

C'est dans ce complexe sportif superbe de dix hectares qu'André Agassi commencera à se singulariser en brisant ses raquettes et en badigeonnant les murs de crème à raser. Puis c'est son *« look »* qui est devenu provocateur : cheveux longs décolorés, boucles dans les oreilles, maquillage, vêtements punk. Mais curieusement alors que tous les autres « académiciens » du coup droit, de Jimmy Arias à Monika Seles en passant par Carling Bassett et Chip Hooper, se sont séparés de Nick Bollettieri en *l'accusant de mettre en danger leur* santé, André Agassi lui est resté fidèle.

Coqueluche de l'Amérique

Et les débuts du garçon sur le circuit professionnel furent fulgurants. En octobre 1987, *Sports Illustrated*, la bible du sport aux Etats-Unis, lui a consacré un article intitulé « Le rêve de l'adolescent qui pourrait réveiller le tennis U.S. ». Car il s'est bien posé comme le successeur des Jimmy Connors et John McEnroe vieillissants. En quelques mois, il va devenir la coqueluche d'une Amérique en mal de champion, béate devant ce jeune qui incarnait si bien ses phantasmes de réussite sociale et d'intégration. Fin 1988, il est à la *troisième place* du classement mondial, déjà star sans avoir de titre majeur à son palmarès. Le rêve de Mike Agassi commençait de prendre forme.

Mais l'opinion publique est versatile. En quelques mois sa cote de *popularité allait s'effondrer*. Les anciens du circuit l'avaient pris en grippe, Jimmy Connors en particulier qui ne lui pardonnera pas de l'avoir *« chambré »* lors d'une demi-finale à Flushing Meadow et qui l'accusera d'être une *« poule mouillée »*. Il portait des shorts en jeans ? Il lançait ses affaires au public pour le remercier de son soutien ? Il applaudissait les points gagnants de ses adversaires ? Il s'endormait en lisant la Bible ? Chiqué ! Le short avait été créé *pour McEnroe qui l'avait refusé*. Le reste n'était que facéties de *« singe savant »*. Pour séduire, Agassi en avait trop fait. Il allait le payer. Car les résultats de 1989 n'allaient pas être à la hauteur de ceux de 1988. Il n'a pas gagné le *moindre tournoi* avant le mois d'octobre, et surtout il a perdu en juillet un match de coupe Davis contre Boris Becker en donnant le sentiment de renoncer à la lutte. Les incartades du gagnant étaient géniales, celles du perdants sont odieuses.

6 millions de dollars pour une raquette

Fin 1989, André Agassi était toujours classé dans les dix meilleurs joueurs *mondiaux*, mais l'Amérique ne croyait plus en lui. Elle ne s'expliquait pas comment, après avoir obtenu le plus gros contrat jamais signé par un fabriquant de raquettes – 6 millions de dollars pour jouer avec une Donnay, – il pouvait prétendre ne pas avoir de cadre qui lui convenait. Pendant les longs mois mis par la firme belge pour adapter son modèle, André Agassi jouait avec la raquette, *maquillée*, de son ancien fournisseur.

Les relations de l'Amérique avec le jeune champion n'allaient pas s'améliorer début 1990 quand il a refusé de participer à l'équipe de coupe Davis qui devait affronter la Tchécoslovaquie au deuxième tour. Le prétexte invoqué était que le capitaine de l'équipe, Tom Gorman, voulait l'isoler de son environnement habituel. Au moins sept personnes entourent en effet en permanence André Agassi : son frère, *son préparateur physique*, son entraîneur, son homme d'affaires, son commanditaire principal, son ami-garde du corps, son agent. Et le groupe n'a pas très bonne réputation. Pourtant, après des mois d'efforts, André Agassi a retrouvé le chemin du succès : il a ajouté trois tournois à son palmarès. Et après un premier tour laborieux à Roland-Garros contre le Canadien Wostenholme, il fait sérieusement figure de candidat au titre.

Une victoire à Paris fixerait-elle définitivement son image, en ferait-elle définitivement un champion à part entière ? Le rare élément de sa personnalité qu'André Agassi n'ait pu travestir est son regard. Or, dans ses yeux, il y a par moments toutes les frayeurs de l'enfance, toute la crainte de décevoir le père, de ne pas combler les *ambitions de sa famille*. Une fragilité qui rend humain, attendrissant, ce Pinocchio des courts.

ALAIN GIRAUDO

La défaite du bûcheron autrichien

Bien peu de gens se souciaient de ce brave Andrés Gomez. Pour *ce vétéran, tout droit sorti* des pages jaunies des albums, aucun parieur n'aurait misé un kopek. Face au bûcheron autrichien, l'homme qui cogne la balle plus qu'il ne la frappe, le dilettante sud-américain ne pourrait tenir la cadence. Et *puis il y avait les faits* déjà inscrits dans les riches tablettes de l'Association des joueurs professionnels, notamment cette rencontre de Rome le 20 mai dernier, où Thomas Muster avait dominé son rival du jour en trois sets, *disputés mais sans* appel.

Mais toutes ces belles certitudes ont volé en éclats dès les premiers échanges de ce vendredi 8 juin. La force tranquille de l'Equatorien s'est muée en une remarquable machine de précision capable de déjouer tout les boulets de canon que Thomas Muster lui destinait. Adieu les fonds de *court protecteur*, l'Autrichien devait monter au filet, s'exposer au coup droit de son adversaire et surtout subir la variété de son jeu.

« Je n'arrivais pas à me déplacer, j'avais les jambes lourdes », assure Thomas Muster. Fatigue réelle, suite de ses matches précédents *ou séquelles de son* accident de l'an dernier (*le Monde* du 2 juin), *l'hypothèse est envisageable* mais elle surprend néanmoins chez un joueur qui avait fait la démonstration de sa bonne condition physique la semaine passée. Les causes de cette difficulté à se déplacer sont plutôt à rechercher dans la tête du joueur. Pour une fois, il venait de trouver en face de lui un adversaire qui ne se laissait pas impressionner par sa puissance, et qui, devant la force brutale jouait l'intelligence.

Muster n'a pas réussi à impressionner Gomez. *« C'est difficile d'intimider une personne de 1,93 m et 84 kg »*, affirme l'Equatorien, tout heureux de son succès qui lui permet d'accéder, à trente ans, après tant d'errance *sur le circuit mondial*, à sa première finale *d'un tournoi du Grand Chelem*. Mais cet événement ne bouscule pas *trop les habitudes d'un père* de famille tranquille. Il certifie qu'il *va prendre le temps de s'amuser* avec son fils Juan et de regarder *du football à la télévision* avant la rencontre de dimanche.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

Demi-finales simples messieurs

A. Agassi (E-U, n°3) b. J. Svensson (SUE) 6-1, 6-4, 3-6, 6-3.

A. Gomez (ECU, n°4) b. T. Muster (AUT, n°7) 7-5, 6-1, 7-5.

FOOTBALL : la quatorzième Coupe du monde

« J'espérons que je m'en sortira »

Avant son premier match contre l'Autriche à Rome, samedi 9 juin, l'équipe d'Italie s'entraînait à Marino

MARINO

de notre envoyé spécial

Marino n'a jamais autant pavoisé. A chaque fenêtre, le drapeau national flotte parmi le linge à sécher, barbouillant de vert-blanc-rouge les façades noircies. Les 23 000 habitants se préparent, certes, à fêter Saint-Barnabé le 11 juin. Mais le patron de cette petite ville, à 30 kilomètres de Rome, n'a jamais eu droit à un tel déploiement. Marino ne connaît une telle agitation, mélange de fièvre populaire et de ferveur religieuse, que le premier dimanche d'octobre, pour la fête des raisins.

Ce jour-là, pendant une heure, la fontaine baroque de la place Matteotti crache du vin pur. Personne bien sûr, à part quelques soiffards prêts à se damner, ne croit à ce faux miracle. Mais l'Italie aime les symboles appuyés.

Marino a donc reçu comme un don du ciel le privilège d'héberger l'équipe nationale italienne pendant le Mondiale. La ville n'en *finit* pas d'en remercier la Squadra par voie d'affiches et de banderoles. Le petit stade communal est cerné en permanence par les curieux. Le syndicat d'initiative *ouvre des succursales*. Des bénévoles, réquisitionnés par la mairie, tentent de régler avec le sourire une circulation de plus en plus chaotique. Sur les places, des *ouvriers mettent une dernière* main aux estrades de la fête, programmée pour tout le mois de juin.

Marino s'est embrasée à l'idée de devenir bientôt un haut lieu. Le triomphe des footballeurs italiens, le 8 juillet prochain, remplacerait *avantageusement* dans le cœur des Mariniens le seul fait d'armes de l'histoire locale : la victoire, en 1379, des partisans du pape Urbain VI sur les bandes françaises *de l'antipape Clément VII*.

Car l'Italie vaincra. Maurizio, le *barbier de Marino, n'est pas le seul* à le proclamer. Son auditoire, attablé en terrasse autour d'un café *molto ristretto*, acquiesce bruyamment. Tous les journaux du pays ont écrit en manchette le scénario immanquable : l'Italie battra le *Brésil en finale. Les plus éminents* spécialistes, consultés par référendum, sont d'accord. Même Charles Aznavour, connaisseur méconnu des choses du football, a lâché son *pronostic en direct sur la RAI* à une heure de grande écoute. Le vainqueur sera la Squadra Azzura, *« l'équipe de mon cœur »*, a-t-il susurré à la blonde présentatrice.

La modestie de la Squadra

L'Italie, donc, se voit déjà en haut de l'affiche. C'est pour échapper à cette ivresse collective que le sélectionneur Azeglio Vicini et ses joueurs se sont réfugiés parmi les vignobles des *castelli romani*. Sur la route des lacs, à 2 kilomètres de Castel-Gandolfo, leur hôtel est perché sur un nid d'aigle. Dans ce havre de paix quatre étoiles, les demi-dieux ont vécu les dernières semaines reclus, dans l'abstinence *sexuelle totale exigée par leur* entraîneur, se gavant, paraît-il, de pâtes pour reconstituer leurs organismes émoussés par la folle saison 1989-1990. Car la fatigue ne serait *pas une excuse recevable par les* tifosi en cas d'échec.

A l'inverse de leurs supporters, les joueurs de la Squadra n'abordent pas la compétition en bombant le torse. Chaque interview est l'occasion de faire le modeste. Les favoris ? Le Brésil, l'Allemagne, les Pays-Bas. Et vous alors ? Pour un peu, les joueurs reprendraient à leur compte l'expression qui fait *fureur actuellement en Italie : « Io speriamo che me la cavo. »* Cette phrase, qui se traduit approximativement par « J'espérons que je m'en sortira », sert de titre à un best-seller vendu déjà à plus d'un demi-million d'exemplaires. Instituteur *de la banlieue de Naples*, Marcello d'Orta a rassemblé les soixante « meilleures » rédactions de ses élèves pour constituer, non seulement un hilarant recueil de perles *et de barbarismes en tout* genre, mais surtout une satire féroce de la vie quotidienne en Italie qui fait grincer de rire tout le pays.

S'en sortir ! Voilà ce que doit espérer secrètement le préfet de Rome, qui a *multiplié les réunions* sur la sécurité et la circulation, ainsi que le responsable de l'aménagement du stade olympique. Vendredi 8 juin, veille de l'entrée en lice de l'Italie contre l'Autriche, les ouvriers y travaillaient encore, *dans* le bruit des perceuses et les gerbes d'étincelles de la soudure à l'arc ; les jardiniers, à genoux sur les pelouses, plantaient les derniers géraniums dans les massifs. Simples finitions. *Mais, ce jour-là, on* s'est aussi aperçu que les normes de sécurité n'avaient pas toutes été respectées : les tunnels d'accès, notamment, sont trop bas pour laisser passer la grande échelle des pompiers. Quant au toit, élégante *et coûteuse architecture construite* pour l'occasion, il prend l'eau. Le ministre de l'intérieur a dû accorder une dérogation spéciale pour que le stade soit provisoirement homologué.

Seule une victoire finale des Azzuri pourrait gommer *d'un trait* ces bavures, et toutes celles qui ont précédé. *Io speriamo che ma la cavo.*

JEAN-JACQUES BOZONNET



Ouverture à contre-pied

Suite de la première page

Les Camerounais s'y attendaient-ils d'ailleurs eux-mêmes ? Pas vraiment. *« Les lions indomptables »*, comme on les appelle sous leur soleil, devaient bien se douter que, dans ce grand cirque, ils étaient voués à être dévorés tout crus. *Une préparation improvisée* en Yougoslavie, un entraîneur *venu des Soviets, de plus en plus* contesté, et puis ces équipements qui n'étaient pas fournis, ces primes négociées au lance-pierres, qui faisaient dire à leur travailleur émigré de luxe, Joseph-Antoine Bell, le portier bordelais, que, décidément, *« tout allait de travers »* et que, s'il y avait une porte à prendre pour lui, c'était celle de la sortie.

« C'est un désastre. Rien ne va ! Il y a beaucoup trop d'improvisation chez nous », se répandait-il partout, avant le match. *Pour une fois*, le brave Joseph avait mal parlé. Il *put voir de la touche que, dans ce football où les chasseurs de primes* sont, hélas ! devenus plus nom*breux que les chasseurs de buts*, il y a précisément encore place pour *l'improvisation, celle du cœur*, celle de la fantaisie ou, comme le *disait après coup le seigneur des* lieux, Silvio Berlusconi, pour l'ingéniosité.

Ils étaient onze, puis dix, puis neuf à jouer le match de leur vie. Si bien qu'on en vint à leur pardonner les cartons qui pleuvaient. Même Michel Vautrot, l'arbitre français qui, pour l'occasion, remplumait un peu le coq national, en paraissait presque navré. Le Cameroun jouait, s'amusait ; l'Argentine posait, calculait, pensait que, dans les flonflons de cette belle fête, ouverte sous les hymnes confondus de Verdi et des Beatles, il leur suffirait de figurer pour ne pas perdre. Hélas ! cette équipe argentine a *vieilli* et son capitaine, Diego Maradona, n'est pas redevenu *Dieu. Certes, le gardien noir d'en* face ne le ménagea point, mais, en d'autres temps, il s'en serait alertement joué.

Enfin, mais cela était prévisible, la *foule* italienne avait brûlé des cierges pour voir cette équipe-là, sérieuse rivale de sa Squadra, se consumer immédiatement sur place. Elle n'avait pas hésité sur les prières pour voir mettre sous la cendre la tête de ce Maradona, roi de Naples, *sudiste chez les nordistes*, donc ici vomi. La foule criait à mort à l'Argentine et longue vie au Cameroun. Il fallait que les Noirs soient bons, que ceux de la savane l'emportent sur ceux de la pampa.

Maradona antiraciste

Le Cameroun, alors, s'exécuta. Ses émigrés, encore eux, se décarcassèrent pour montrer qu'ils n'oubliaient pas le pays. Le grand Nkono dans son but, employé de Barcelone (préféré à l'impertinent Joseph-Antoine Bell), fut souverain. Le *numéro 20*, Cyrille Makanaky, qui s'en va, après ce Mondiale, de La Roche-sur-Yon à Saint-Etienne, fut de tous les bons coups. Et le premier buteur de cette équipe, l'échassier François-Oman Biyik, le Lavalois promu *bientôt à Rennes, fut le meilleur*. Lui avait cru en cette victoire, se souvenant, comme il disait qu' *« en sport, rien n'est jamais écrit d'avance »*

Vendredi soir, ils étaient tout simplement heureux. Comme cet autre baroudeur des terrains de France, Roger Milla, entré en fin *de match* et Dieu dans son pays, et qui use à présent ses derniers crampons sous le soleil de la Réunion : *« Cette victoire va changer beaucoup de choses pour la jeunesse camerounaise*, expliquait-il, après ce match d'anthologie. *J'espère qu'on va pouvoir enfin s'occuper d'elle, lui trouver des terrains, lui donner de l'ambition. »* Jeudi prochain, *« les lions indomptables »* se retrouveront face à la Roumanie.

Clin d'œil, cette fois, de l'histoire. Dans le vestiaire d'à côté, Diego Maradona *jouait* quand même les grands seigneurs. *« Moi*, déclarait-il, *j'aurai au moins aidé le public italien à être moins raciste. »* S'il était écrit que les tifosi n'oublient pas cette leçon, ce ne serait pas une mince victoire.

DANIEL CARTON

Les réactions en Argentine

Le mauvais œil du président Menem

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

C'en est trop. Comme si la crise économique que traverse l'Argentine, la plus grave de son histoire, et les scènes de ménage publiques entre le président et son épouse n'étaient pas suffisantes, il fallait encore que son *équipe perde devant le Cameroun*. Dans le buffet de la gare de Retiro, une des grandes gares de la capitale, sous les marbres et les lambris poussiéreux et *désuets*, des dizaines de personnes suivaient le match sur des téléviseurs installés *pour* l'occasion. A la confiance du départ, succédait une nette morosité en fin de première mi-temps. Après le but camerounais, l'atmosphère devint pesante et après le coup de sifflet final, elle est devenue *carrément sinistre*.

La présence dans les tribunes, à *Milan, du président Carlos* Menem était vue *par beaucoup comme un présage de mauvais* augure. La rumeur locale veut en effet que M. Menem porte malchance. Un champion argentin de hors-bord n'a-t-il pas perdu un bras lors d'une compétition après avoir laissé le volant à M. Menem la veille ? Maradona n'a-t-il pas été éliminé de l'équipe nationale et même de son club après avoir prêté son maillot au président lors d'un match de charité ? *Deux* ministres ne sont-ils pas morts en *moins de six mois ?*

Toutefois, dans un pays où la psychanalyse est presque aussi populaire que le football, nombreux sont ceux qui cherchent déjà à évaluer les effets cathartiques de la défaite. Pas seulement sur l'équipe mais sur l'ensemble de la société...

EDITH CORON

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Le regard sévère du photographe sur la presse

Des photographes de renom dénoncent le mauvais traitement de leur travail par les journaux

« Nous manifestons notre inquiétude devant le traitement fréquemment réservé à nos photos : non-respect de l'esprit du travail, photos recadrées arbitrairement ou en dépit du bon sens, présentation ou légendes discutables et, enfin, non-respect de l'editing (sélection, NDLR) *du photographe, véritable deuxième regard sur l'ensemble des images réalisées. »* En juillet 1989, lors des rencontres d'Arles, le photographe Ferdinando Scianna lisait, au centre des arènes, le manifeste de l'association Droit de regard (1), un texte solennel, péremptoire, qui en dit long sur l'état des relations de la profession avec la presse magazine. Un cri d'alarme collectif qui avait surpris, venant d'une profession pour le moins individualiste.

Henri Cartier-Bresson, Raymond Depardon, René Burri, William Klein, Gilles Peress, Marc Riboud, Willy Ronis et Sebastiao Salgado sont parmi les cent vingt-six premiers signataires de ce manifeste, où l'on retrouve également les représentants de la nouvelle génération, Xavier Lambours, Hugues de Wurstemberger ou Patrick Zachmann. Bref, beaucoup de « *photographes-auteurs* » – c'est ainsi qu'ils s'intitulent – mais peu de reporters des grandes agences (Gamma, Sygma ou Sipa), ces derniers affirmant rarement leurs états d'âme alors même qu'ils sont les premiers concernés.

Les signataires entendent avant tout défendre *« la photographie d'auteur dont l'existence est menacée dans une grande partie de la presse illustrée »* et affirment que *« le regard personnel et la recherche d'une qualité plastique n'excluent pas – bien au contraire ! – l'information »*.

Car le problème est bien là : le regard du photographe est-il compatible avec les contraintes du magazine? Peut-on être à la fois auteur et journaliste? Oui, affirme Droit de regard. Non, répondent certains magazines comme *Géo* (2). Eugene Smith en doutait, lui qui a claqué la porte de *Life*, une première fois en 1941, et définitivement en 1955. *« Je suis éternellement déchiré*, affirmait-il, *entre l'attitude du journaliste – qui doit enregistrer les faits – et celle de l'artiste, qui est en mauvais termes avec les faits. »*



GILLES PERRESS/MAGNUM in « Photo Magazine »

Directeur artistique du Sunday Times Magazine, Michael Rand a été primé par « Droit de regard » pour la publication de cette photo de Gilles Perress (Magnum) sur les événements en Irlande du Nord.

Aujourd'hui, tel jeune reporter s'insurge contre la publicité qui vient « couper » la lecture de ses photos. Tel autre dénonce un choix d'images, souvent *« manichéen et primaire »* par les directeurs artistiques. Un troisième, le décalage de plus en plus important entre son travail et la publication. Mais les photographes ne sont-ils pas en partie responsables de ce divorce? Beaucoup ont capitulé devant les exigences des agences photos et des vendeurs d'images. Rares sont les photographes qui connaissent les rouages d'un journal. Combien ont fait le siège d'une rédaction (comme Jane Evelyn Atwood, auteur d'un travail sur la vie quotidienne d'un malade du sida), pour éviter le dérapage d'un reportage-photo?

Pour « renouer le fil » avec les professionnels de l'image, les photographes de Droit de regard ont décidé de couronner, tous les deux ans, le meilleur directeur de la photo et le meilleur directeur artistique de la presse européenne (3).

Ont été primés Giovanna Calvenzi pour son travail dans *Sette* (le supplément du quotidien italien *Corriere della Sera*) et le Britannique Michael Rand, directeur artistique du *Sunday Times Magazine*. La première, pour avoir donné un coup de fouet à la presse italienne avec un hebdomadaire d'information entièrement en images; le second pour ses vingt-sept ans passés à promouvoir le reportage dans un des meilleurs magazines illustrés au monde.

Reste le regard sévère, porté sur la presse française. Comment ne pas faire un lien entre le manifeste de Droit de regard, le palmarès de son jury et l'absence, en France, de grands magazines où la photographie d'auteur pourrait se loger? Car il n'y a pas d'équivalents français à *Life* aux Etats-Unis, *Sette* et *il Venerdi* en Italie, *el Pais semanal* en Espagne, *Frankfurter Allgemeine magazin* en RFA et *The Independent* ou *The Sunday Times* en Grande-Bretagne. Ces magazines, pour la plupart suppléments du dimanche de grands quotidiens, sont les artisans d'un renouveau du photojournalisme.

MICHEL GUERRIN

(1) L'association Droit de regard a été fondée en 1989 par les photographes Phil Lefaure, Gilles Peress et Patrick Zachmann. Lire à ce sujet le dossier paru dans le dernier numéro de *Photo magazine* (juin 1990).

(2) Cité dans *Photographies magazine* de mars 1989.

(3) Ont été sélectionnés par le jury de photographes : *The Independent Magazine*, *Sette*, *Geo* (éd. allemande) *l'Express*, *Libération*, *le Monde*, *Parcours*, *Stern*, *The Sunday Times Magazine*, *Ça m'intéresse*, *Marie-Claire*, *Globe*, *Du*, *Actuel* et *Frankfurter Allgemeine*.

BIBLIOGRAPHIE

Cinéma : contrôle ou censure ?

Pour en finir une bonne fois pour toute avec la censure, l'ouvrage de Jean-François Théry met à mal les idées reçues sur la censure. Président depuis huit ans de la commission de contrôle des films cinématographiques, qui se réunit à l'hôtel de Clermont les mardis et jeudis, il a voulu informer *« une bonne fois pour toutes »*, tous ceux qui continuent de parler de « censure » à propos de ce fameux contrôle, de ses interdictions à certaines tranches d'âge, de ses classements, de ses recommandations.

La commission (que l'on voit fonctionner en lisant ce livre alerte, précis, honnête) n'exerce aucune censure politique, ne s'en prend pas à l'expression de la pensée et des opinions. Mais elle est obligée de mettre des garde-fous à certains spectacles risquant de perturber les enfants et les adolescents.

Violence, drogue, sexualité, pornographie... Il s'agirait donc de censure morale? Non plus. La liberté des créateurs passe par celle de ceux qui pourraient se sentir heurtés, choqués. Rien à dire du classement X. Il ne touche qu'un secteur particulier. Mais les interdictions aux moins de 16 ans et de 12 ans ont une répercussion sur la distribution des films, les recettes d'exploitation, et sur la diffusion à la télévision. Beaucoup d'adultes, de parents, cependant, réclament un contrôle plus strict. Ils demandent en somme à un organisme d'Etat de prendre des mesures et de les faire appliquer à leur place.

Jean-François Théry parle en faveur d'une réforme qui parviendrait à *« construire un système souple, reposant sur un consensus »* (avec les éducateurs, les parents, l'opinion publique, et, bien sûr, les cinéastes). On le sent un peu inquiet de la *« demande sécuritaire »* d'une partie des citoyens. Lorsqu'on se retranche derrière le besoin de sécurité, l'intolérance n'est pas loin.

Jean-François Théry défend sa commission de contrôle et la responsabilité qu'elle a à l'égard des jeunes générations. Mais il ne transige pas avec la vieille censure cherchant à pointer à nouveau sa tête. L'ouvrage fait appel à la raison et au bon sens. Il permet de découvrir et de comprendre une institution souvent décriée, mais qui est la garantie de certaines libertés.

JACQUES SICLIER

► ***Pour en finir une bonne fois pour toute avec la censure*, de Jean-François Théry, Editions du Cerf, 254 pages, 80 F.**

MUSIQUES

Les six Samoans

Débuts parisiens de Boo-Ya Tribe, gang de Los Angeles reconverti dans le rap

Au fur et à mesure que les groupes de rap font escale les uns après les autres à Paris se dessine une géopolitique musicale. Boo-Ya Tribe qui a fait ses débuts vendredi soir à Paris, en constitue le versant pacifique (comme l'océan) et martial (comme les arts).

Les six frères Devoux sont originaires de Samoa et ont (beaucoup) grandi à Los Angeles. A mi-chemin entre le lutteur de sumo et le défenseur de football américain pour la carrure, le samouraï et le maquereau pour la tenue, les frères Devoux impressionnent.

Leur histoire est édifiante : à peine élevée par un père pasteur et très souvent absent, la fratrie fut vite obligée de subsiter en dehors de la loi. Roscoe Devoux a terminé ses années de teen-ager en prison et Robert, le septième frère, est mort victime de la guerre des gangs. Après le meurtre de Robert, Ted, l'aîné, a voulu sortir la tribu du cycle des casses et des *drive-by* (représailles entre gangs où les adversaires sont exécutés à partir d'une voiture en mouvement), il a emmené son peuple au Japon. Là-bas, les Devoux ont payé leur sushi quotidien en rappant pour les Japonais. Finalement, la tribu s'est laissé convaincre par les Américains de passage à Osaka de revenir tenter sa chance en Californie. Après plusieurs tentatives infructueuses auprès des majors (l'entrevue entre les frères et le directeur artistique d'une maison de disque californienne serait pain bénit pour un scénariste), Boo-Ya Tribe a fini par signer avec Island. *New Funky Nation*, leur premier album, n'est pas une révolution, à peine un bon album de rap, simple et concis, qui va chercher ses références musicales dans les années 70, du temps de la splendeur de George Clinton.

C'est sur scène que les Boo-Ya (le bang d'une arme à feu, dans les ghettos de Los Angeles) sont en train de trouver leur identité. Pour l'instant, le spectacle d'un groupe de rap était, dans le meilleur des cas, d'une grande sobriété (KRS 1) et, le plus souvent, d'une immense pauvreté en regard de la force du son et du propos. Rien que par leur volume, les frères Devoux échappent à ce minimalisme. Mais ils y mettent aussi du leur, en rassemblant quelques idées de chorégraphies et de costumes et, surtout, en jouant. L'un d'eux, OMB (One Man Band, l'homme orchestre), maîtrise correctement la basse, les autres sont capables de chanter quand les circonstances l'exigent, pas très souvent. Avec quelques musiciens (batteur, guitariste, percussioniste), ils arrivent à faire respirer le rap, à lui donner sur scène un peu de la souplesse du disque.

Le concert de l'Elysée Montmartre (qui avait attiré plusieurs centaines de spectateurs, alors que le groupe ne s'est jamais produit et que son premier disque est sorti il y a trois semaines) a montré que la formule demandait un peu plus d'aisance avec les instruments, le son, la mise en place. Mais l'énergie de rouleaux compresseurs des frères Devoux et leur terrible bonne humeur les propulsent sur la bonne voie.

THOMAS SOTINEL

THÉATRE

« Perspectives » au risque de l'Europe

A Sarrebruck, la treizième édition du festival du théâtre français manquait d'ambition

A un vol d'oiseau de la frontière française, la ville de Sarrebruck, en Allemagne, vit, chaque printemps, pendant une semaine au rythme de la création théâtrale française, et ce depuis treize ans. En 1978, Oskar Lafontaine, alors maire de la cité, créait Perspectives, un festival du théâtre français unique en son genre outre-Rhin, et au-delà. Un public majoritairement allemand vient y découvrir de jeunes troupes auxquelles le festival est par tradition consacré, même si la tradition a connu, en treize ans, des avatars. Il existe également à Sarrebruck un Institut d'études françaises actif qui invite tout au long de la saison des écrivains, ainsi récemment Marie Redonnet et Charles Juliet.

La direction du festival a été confiée en 1987 à un Français, Marc Adam, qui travaille principalement sur les scènes lyriques australiennes ou allemandes. Pour la treizième édition de Perspectives, il a privilégié la danse (Prejlocaj, Christine Bastin), et le théâtre de rue, soumis à beaucoup d'aléas : le climat de Sarrebruck n'est pas celui d'Avignon... Il a fallu à Philippe Vincenot et à Laurent Vercelletto de l'Attroupement II de Lyon (et à leur public) une certaine constance pour jouer à 11 heures du soir en plein air *Feu*, qu'ils ont écrit, qui regorge d'images et de mots rares, à tel point qu'on se demande parfois s'ils n'ont pas pillé les dictionnaires : le public allemand a apprécié, preuve qu'à Sarrebruck la langue française n'est pas un handicap.

Mais ce spectacle où deux clowns en frac noir devisent de la guerre, de l'amour et du sens de la vie, reste bon enfant, voire complaisant. On a revu aussi *Divas'blues*, créé off Avignon 1989, théâtre musical orchestré par Vincent Colin, avec trois chanteuses qui ne manquent pas de talent : Michèle Bernard, Françoise Monneret et Annie Tasset.

On attendait avec curiosité le « Dîner-spectacle » d'une équipe belge au titre prometteur : la *Compagnie extrêmement prétentieuse*. Titre à prendre, hélas, au premier degré : après des hors-d'oeuvre puisés dans un aquarium, un potage servi par des garçons de café sans humour ravageur ni maintien hilarant, pendant une heure il ne se passe rien, et on s'en va. Parmi les invités de cette année : Grand Magasin, Le biscuit qui craque, Génerik vapeur, et Hervé Royer qui a lu des fragments de textes d'auteurs contemporains, dont lui-même. Les années précédentes, les pièces étaient lues dans leur intégralité et, pour certaines, traduites en allemand : on se demande pourquoi cette formule plus riche a été abandonnée.

Echanges de productions

On peut apprécier le théâtre dit de rue – une rubrique très bric-à-brac – mais regretter les éditions précédentes de Perspectives, où sont venus Le radeau, L'emballage théâtre, Philippe Adrien, René Loyon ou Charles Tordjmann, plus représentatifs... Cette année, Perspectives ne pouvait prétendre à une audience autre que locale. C'est dommage, car les pouvoirs publics français qui avaient longtemps semblé ignorer cette manifestation, l'ont soutenue fortement. Le directeur du théâtre, Bernard Faivre d'Arcier, a d'ailleurs fait le déplacement pour présider une réunion des instituts culturels français en Allemagne.

De plus, à Sarrebruck, siège désormais le secrétariat du Haut Conseil culturel franco-allemand dont les recommandations ont été retenues lors du dernier sommet entre MM. Mitterrand et Kohl le 25 avril dernier. En matière théâtrale, le Haut Conseil met en place un système de bourses qui permettront à des auteurs, metteurs en scène ou techniciens de séjourner dans des équipes de l'autre côté de la frontière : une quinzaine de Français devraient en bénéficier cette année.

Le Haut Conseil prépare la signature d'accords d'échange de productions entre trois théâtres des provinces allemandes et françaises, vraisemblablement Brême, Kassel, Karlsruhe et Toulouse, Saint-Etienne, Angers ou Caen. Une formule de traduction rapide devrait être trouvée afin de permettre la circulation plus souple des textes contemporains dans les deux pays.

Pour l'essentiel, le financement de ces actions en France reste encore à trouver. Mais dans ce nouveau contexte, tant franco-allemand qu'à l'intérieur même de l'Allemagne plus que jamais préoccupée de ce qui vient de l'Est, Perspectives se doit de trouver une place originale, audacieuse, comme a su le faire dans cette même ville le Festival Max Ophüls, consacré aux jeunes cinéastes.

ODILE QUIROT

EN BREF

□ **Zeng Nian à la FNAC Étoile.** – Dans *Pékin*, Zeng Nian, jeune photographe chinois installé en France depuis un an, décrit avec simplicité la vie quotidienne dans la capitale chinoise, le petit peuple des *hutong*, ces ruelles du vieux Pékin. Mais aussi, en quelques images, le sanglant Printemps de Pékin. Fils d'un peintre formé en France dans les années 20, ancien marin sur le Yangtsé, Zeng Nian, qui a appris seul la photo, expose à la FNAC Étoile jusqu'au 21 juillet. Son prochain objectif : un livre de photos sur Paris.

□ **Une élection à l'Académie française le 21 juin.** – Pour la quatrième fois – les trois précédentes élections ayant été blanches – l'Académie française va tenter, jeudi 21 juin, de trouver un successeur à Thierry Maulnier, mort le 9 janvier 1988. Sont candidats à ce fauteuil : l'écrivain José Cabanis, ainsi que MM. Charles Dédeyan, quatre-vingts ans, ancien professeur d'Université, et Florent Gaudin, *« poète et comédien »*.

ARTS

Souvenirs de l'abstraction

Tal-Coat, Lanskoy : la peinture des années 50 continue à faire le bonheur des galeries. Pour les amateurs, c'est plus variable

Lieu commun : l'abstraction française de l'après-guerre, qui se cachait jadis, se montre désormais partout – et se vend. La peinture d'André Lanskoy se voit ainsi de plus en plus dans les ventes publiques et les galeries. Presque à tout coup, il s'agit d'huiles et de gouaches non figuratives, reconnaissables à l'acidité des couleurs et à l'emploi d'empâtements en écaille. Avant de se donner ce style chatoyant, Lanskoy, fils d'aristocrate moscovite né en 1910, avait combattu contre la révolution d'Octobre, émigré à Paris, étudié à l'académie de la Grande Chaumière et survécu grâce à l'aide de Uhde et du collectionneur Dutilleul.

Ses toiles d'alors, où l'expressionnisme, Paul Klee et la Russie tentent de faire bon ménage, sont fort étranges et, quelquefois, fort réussies dans leur primitivisme. Ce ne sont pas elles que l'on expose, mais les abstraites d'après-guerre, uniformément, systématiquement. Or Lanskoy a cédé plus qu'il ne convenait à la commodité de la répétition et fait dans les années 50 « du » Lanskoy avec plus de prolixité que de génie. Résultat : l'exposition organisée par la galerie Carré ne lui rend pas justice.

Elle ne montre de lui qu'un talent d'enlumineur infatigable qui use du fond noir afin de donner encore plus d'éclat à ses rouges et verts. La composition se réduit souvent à une frise de taches de couleurs disposées le long d'une ligne qui traverse la surface d'un bord à l'autre. Faut-il le dire? Ce n'est ni très original, ni très exaltant. Lanskoy n'a pas de chance, il est vrai : à cent mètres des salles où ses œuvres sont accrochées, la galerie Guillon-Laffaille présente une anthologie de peintures de Tal-Coat, la plus ancienne de 1948, les plus récentes du début des années 80. L'an dernier, au même endroit, s'était tenue une remarquable exposition des Tal-Coat de l'entre-deux-guerres. De l'une à l'autre, alors que l'image a disparu, que le dessin s'est dissous dans la matière picturale, des constantes demeurent : le dépouillement des constructions, la volupté des nuances et des reflets, la densité de chaque œuvre.

Alors qu'il n'y a, croit-on, à peu près rien à voir, un jaune, un vert strié de filaments rouge-brun, deux bleus, l'alliance de deux roses qui ne devraient pas aller ensemble, la plus petite toile force le regard à demeurer sur elle.

Il semble alors que Tal-Coat ne se soit passé des plaisirs de la figure que pour rendre plus vifs et grisants ceux de la matière colorée dans laquelle il plonge et se pâme.

PHILIPPE DAGEN

► **Galerie Louis Carré et Cie, 10 avenue de Messine, jusqu'au 13 juillet.**

► **Galerie Fanny Guillon-Laffaille 133, boulevard Haussmann, jusqu'au 30 juin.**

AGENDA

CINÉMA

SAMEDI 9 - DIMANCHE 10 JUIN

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Cannes à Paris Un certain regard : Qu'elles sont noires les nuits sur la mer Noire, de Vassili Pitchoul, 15 h ; Cannes à Paris Un certain regard : le Dernier Ferry-Boat (1989, v.o. s.t.f.), de Waldemar Krzystek, 17 h ; Hommage au cinéma des armées : Journal de guerre (1939) ; Journal de guerre (1939) : Journal de guerre (1939) : Etape vers la victoire, de Tunis à Rome (1945), 19 h ; Hommage au cinéma des armées : Frontière de la liberté (1945) : Journal filmé de l'armée (1945) : la Loi du talion (1945), 21 h.

DIMANCHE

Cannes à Paris Un certain regard : Bouge pas, meurs et ressuscite (1989, v.o. s.t.f.), de Vitali Kanevski, 15 h ; Hommage au cinéma des armées : les Colonies : l'uvre de la France au Maroc : Sefrou -Taza -Fez : Conquête du Haut Atlas (1933) : Au cœur de l'Atlas (1939) : l'Aide des colonies à la France (1916), 17 h ; Hommage au cinéma des armées : les Colonies : la Cochinchine (1920) : Au Tonkin (1920) : Sfax et le Sud tunisien (1920) : Tlemcen et ses Environs (1920) : Addis-Abeba (1920) : En Afrique noire (1920) : A travers la Guinée (1930) : l'Amitié noire (1945), 19 h ; Hommage au cinéma des armées : les Colonies : Regard sur l'Indochine N3 (1953-1954), d'André Lebon ; Regard sur l'Indochine N8 (1954), de Pierre-Yves Millet et Pierre Schoendoerffer ; Regard sur l'Indochine N9 (1954), de Pierre-Yves Millet ; Regard sur l'Indochine N10, de Pierre-Yves Millet ; Regard sur l'Indochine N12 (1954), de Pierre-Yves Millet ; la Vie autour d'un poste (1950) : Avec la rafale (1952), de Georges Kowal ; Vedettes blindées (1952), de Pierre-Yves Millet ; Tonkin 51 (1951) : Heveas 51 (1951) : Regard sur l'Indochine N4 la bataille de Na-San, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

SAMEDI

Deuxième biennale internationale du film sur l'art : Anthologie du film de fiction sur l'art : En l'absence du peintre (1984, v.o.), de Marie-Geneviève Ripeau, 14 h 30 ; Csontvary (1980, v.o. s.t.f.), de Zoltan Huszarik, 17 h 30 ; Frida (1985, v.o.), de Paul Leduc, 20 h 30 ; Cinéma du musée : Anthologie du film de fiction sur l'art : l'Hypothèse du tableau volé (1978), de Raul Ruiz, 12 h 30 ; Coup de maître (1981, v.o.), de Roger Vadim, 14 h 30 ; le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant , v.f.), de Peter Greenaway, 17 h 30 ; les Noces (1972, v.o.), d'Andrzj Wajda, 20 h 30 ; Studio 5 : Anthologie du film de fiction sur l'art : Theophilos (1987, v.o.), de Lakis Papastathis, 14 h 30 ; Turner, the sun is god (v.o.), de Mike Darlow, 17 h 30 ; Egon Schiele enfer et paradis (1979-1980, v.o. s.t. anglais), d'Herbert Vesely, 20 h 30 ; Cinéma du musée : Morceaux choisis : Rétrospective André Elbaz, 10 h 30 ; Rétrospective Jean Desvilles, 12 h 30 ; En souvenir de Frédéric Rossif, 14 h 30 ; Studio 5 : Compétition films et vidéos sur l'art : Enzo Cucchi peintre (1989), d'Evelyn Schels, Van Gogh, la revanche ambiguë (1989), d'Abraham Segal, François Morellet (1990), de Christophe Loizillon, 14 h 30 ; les Hommes rouges (1987), de Jean-Louis Tosello, Zeitlos (1989), de Mickael Krauze, Cobra et après (1975-1989), d'Ole Roos, le Coin de table (1988), de Josiane Maisse, 17 h 30 ; Metallica (1989), de Takis Bardakos, le Gai Savoir de Valerio Admi (1989), de Pierre Coulibeuf, Van Gogh à Paris -repérages (1988), d'André S. Labarthe, Stones and Flies : Richard Long in the Sahara (1988), de Philip Haas, la Mise en chaise (1988), d'Andrzej Kraszewski, Psyché ranimé par le baiser de l'amour (1989), de Bertrand Desollier et Paule Muxel, Eugène Delacroix l'ange et le barbare (1989), d'Yves de Peretti, 20 h 30.

DIMANCHE

Deuxième biennale internationale du film sur l'art : Anthologie du film de fiction sur l'art : le Messie sauvage (1972, v.o. s.t.f.), de Ken Russell, 14 h 30 ; le Beau est difficile (1985, v.o. s.t.f.), d'Anders Wahlgren, 17 h 30 ; Gauguin, le loup dans le soleil (1986, v.o. s.t.f.), de Henning Carlsen, 20 h 30 ; Studio 5 : Anthologie du film de fiction sur l'art : la Vita di Leonardo da Vinci (1980, v.o.), de Renato Castellani, 14 h 30 ; le Dandy mourant (v.o. s.t.f.), d'Anders Wahlgren, 17 h 30 ; The Naked Meja (1959, v.o.), d'Henry Koster, 20 h 30 ; Cinéma du musée : Morceaux choisis : Dixième anniversaire du CFA Bruxelles, 10 h 30 ; Studio 5 : Compétition films et vidéos sur l'art : Golub (1985-1988), de Jerry Blumenthal et Gordon Quinn, Jasper Johns : take an object (1990), de Hans Namuth et Judith Wechsler, la Sculpture d'Emmanuel Saulnier (1988), de Marc Petitjean, 14 h 30 ; le Sublime et la Férocité, de Gilles Delavaud et Guy Cogeval, A la recherche de Christian B (1990), d'Alain Fleischer, Klossowski, peintre exorciste (1988), de Pierre Coulibeuf, 17 h 30 ; Jiri Kolar (1988), d'Ann Marchi, Voyage iconographique (1989), d'Eric Pauwels, Philippe Favier (1989), de Philippe Simon, Infiltration avec la libellule (1990), de Grzechu Tomczak, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Café, cafés : Café création : Un Parisien nommé Jacques Laurent (1987) d'Olivier Mergault, le Désordre à vingt ans (1966) de Jacques Baratier, Voilà l'ordre (1966) de Jacques Baratier, 14 h 30 ; Café rencontres : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, Tous les garçons s'appellent Patrick (1957) de Jean-Luc Godard, la Carrière de Suzanne (1963) d'Eric Rohmer, les Mauvaises Fréquentations (1966) de Jean Eustache, 16 h 30 ; Café des copains : Bande annonce : Rue des Prairies, la Belle Equipe (1936) de Julien Duvivier, 18 h 30 ; Café rencontres : Paris dans la publicité (1987), V'là l'travail (1984) de Florence Bon, Une femme est une femme (1961) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE

Café, cafés : Café rencontres : Biscaille (1964) de M. Ginesy, Au pan coupé (1967) de Guy Gilles, 14 h 30 ; Café repaire : Bande annonce : Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard, Casque d'or (1952) de Jacques Becker, 16 h 30 ; Café refuge : Paris dans la publicité (1987), Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 18 h 30 ; Café des copains : Publicités Darty 1976-1987 (1976-1986), Vincent, François, Paul et les autres (1974) de Claude Sautet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE (tchèque, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

BLAZE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

BLUE STEEL (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CHARLIE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

CŒURS FLAMBÉS. Film danois de Helle Ryslinge, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

CONNEMARA. Film français de Louis Grospierre : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LE JEU DU RENARD. Film français d'Anne Caprile : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA MAISON DES PERVERSITÉS. (*) Film japonais de Noboru Tanaka, v.o. : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

MISS MISSOURI. Film français d'Elie Chouraqui, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LES SCOUTS DE BEVERLY HILLS. Film américain de Jef Kanew, v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

2 FLICS A DOWN TOWN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) : UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FABLE DE LA BELLE COLOMBINE (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (**) (Austr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

GLORY (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

HISTOIRE DE GAR,ONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AI DANS LA PEAU (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY (Fr.-It.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LECTURES DIABOLIQUES (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinemas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01)

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MILOU EN MAI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MONA ET MOI (Fr.) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis., v.f.) : Les Nation, 12e (43-43-04-67) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (A., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RÉBUS (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

RÊVES (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ROBBY, KALLE ET PAUL (All.-Suis., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

SARAFINA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

STANLEY & IRIS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

TREMORS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VENGEANCE AVEUGLE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

5e Concours international de Design d'Osaka

Theme (土(tsuchi):Terra)

Le Concours international de Design d'Osaka offre aux designers un forum d'expression d'idées nouvelles sur l'avenir de l'homme et le rôle qu'y jouera le design.

Le thème de ce cinquième Concours international du Design est « terra » (« 土 » ou « tsuchi » en japonais).

« Terra » est la mère de toutes les créatures vivantes et des plantes. Elle est la source de notre alimentation, de notre culture. A tous ces titres, nos vies sont fonction de « terra » et de ses dons.

Le 5e Concours international de Design d'Osaka souhaite encourager les designers à présenter des œuvres prenant la pleine mesure de l'importance de « terra » dans nos vies par une approche nouvelle des problèmes que cela pose et du potentiel que cela représente.

CATÉGORIES ACCEPTÉES : toutes les catégories de design peuvent concourir. La hardiesse des concepts de design sera appréciée et encouragée.

PARTICIPATION : peuvent participer au concours les designers, ingénieurs, étudiants, etc., en provenance du monde entier, soit par équipe, soit à titre individuel.

CALENDRIER :
31 octobre 1990 : date limite d'inscription*.
11 janvier 1991 : date limite des envois pour la sélection préliminaire*.
18-20 février 1991 : sélection préliminaire.
7 juin 1991 : date limite des envois pour le concours final*.
15-17 juillet 1991 : concours final.
Octobre 1991 : cérémonie de remise des prix et exposition (les travaux récompensés seront exposés au public dans le cadre des l'Exposition internationale du Design Osaka 1991).

PRIX : Il sera remis des prix d'une valeur totale de 80 000 $ US. Les prix seront les suivants : le Grand Prix (le Prix du Premier Ministre), le Prix du Ministre du Commerce international et de l'Industrie, le Prix du Gouverneur de la Préfecture d'Osaka, le Prix du Maire de la Ville d'Osaka et le Prix du Président de la Fondation japonaise du Design. Les prix seront attribués par le jury. Des mentions honorables pourront être décernées.

INSCRIPTION : il est nécessaire de s'inscrire pour participer au concours. Veuillez faire parvenir vos nom et adresse au secrétariat qui vous communiquera un exemplaire des conditions et du règlement du concours ainsi qu'un formulaire d'inscription.

JURY : pour la sélection préliminaire, le jury sera constitué de quatre juges japonais et d'un juge étranger. Le jury du concours final sera composé de deux des juges japonais ainsi que du juge étranger de la sélection préliminaire plus deux juges étrangers supplémentaires. Les juges étrangers seront choisis en coopération avec ICOGRADA, ICSID et IFI.

ORGANISATEUR :
Japan Design Fondation
Secrétariat LM
5e Concours International du Design d'Osaka
c/o Japan Design Fondation
3-1-800, Umeda 1-chome, Kita-ku, Osaka 530.
Japon Tel. : 81-6-346-2611
Fax : 81-6-346-2615
Câble : DESIGNFOUNDOSAKA

Le 5e Concours international de Design d'Osaka est organisé en coopération avec ICOGRADA, ICSID et IFI.

* Aucun envoi hors délai ne sera accepté.

SAINT ELVIS
DE SERGE VALLETTI
MISE EN SCÈNE CHARLES TORDJMAN
AVEC
DANIEL MARTIN
ALEXIS NITZER
ANDRÉE TAINSY
SALLE GÉMIER
JUSQU'AU AU 30 JUIN 1990
TOUS LES SOIRS A 20 H 30,
DU MARDI AU SAMEDI,
ET CE DIMANCHE 10 JUIN A 15 H.
47.27.81.15
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

TV :
LA MORT
L'AMOUR
LA GUERRE
600 OEUVRES DE CREATION TV
200 REALISATEURS - 40 PAYS
40 INSTITUTS CINE & TV - 2 DEBATS
2 CONFERENCES INTERNATIONALES
10 SPECTACLES & INSTALLATIONS
pour penser la résistance médiatique !
5e MANIFESTATION INTERNATIONALE DE VIDEO ET DE TELEVISION
13 - 17 JUIN 1990 - MONTBELIARD
Une manifestation du Centre d'Action Culturelle de Montbéliard et du Centre International de Création Vidéo Montbéliard Belfort
TEL 81 91 49 67 - FAX 81 91 10 25

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 11 JUIN 1990 A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

SITUATION LE 9 JUIN A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 juin 1990 à 0 heure et le dimanche 10 juin à minuit.

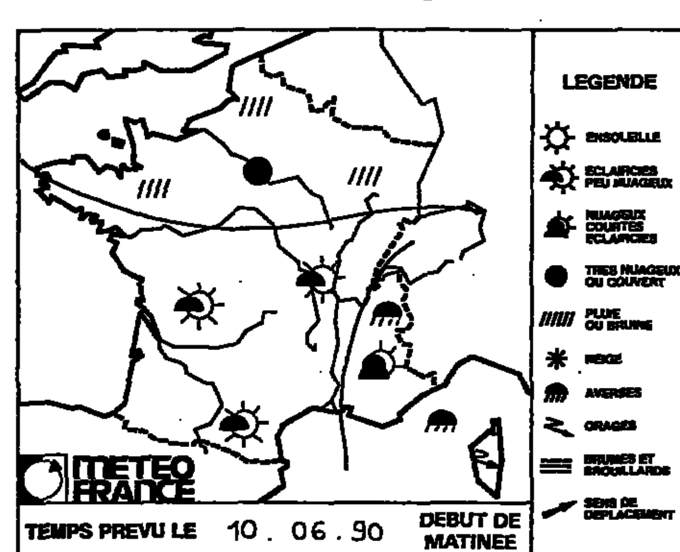
Situation générale et évolution : Le minimum d'altitude se décale sur le Sud-Est en maintenant un fort cyclonisme en Méditerranée. Sur la moitié nord du pays, nous subirons un retour d'occlusion qui donnera une abondante couverture nuageuse et des précipitations modérées.

Prévisions pour dimanche : Temps toujours maussade surtout sur la moitié nord.

Dès le matin, de la Bretagne au Nord-Pas de Calais et à l'Alsace, le ciel sera couvert. Les pluies s'atténueront au fil des heures tandis que les nuages s'étendront jusqu'à l'Auvergne et la Franche-Comté. Sur la façade atlantique et le Sud-Ouest, on pourra profiter de belles éclaircies dès la mi-journée ainsi que sur la Côte d'Azur en soirée. Toutefois sur les Pyrénées, le ciel restera couvert avec quelques pluies au cours de la journée. Du Massif Central aux Alpes, le ciel gris s'accompagnera d'ondées jusqu'en milieu de journée et seulement sur le relief. En Corse, le temps sera instable avec des averses, parfois des orages, mais une amélioration se dessinera en soirée.

Un vent d'ouest soufflera entre Corse et continent à 40 km/h. Les températures, le matin, ne dépasseront pas les 8 à 10 degrés sur la moitié nord avec seulement 6 degrés dans l'Est. Dans la moitié sud, nous aurons de 8 à 15 degrés, 15 degrés sur le Sud-Est.

L'après-midi, les températures seront toujours peu élevées pour la saison, surtout sur le nord du pays avec 14 à 18 degrés. Sur le sud, en raison des éclaircies, le thermomètre pourra grimper jusqu'à 22 voire 26 degrés sur la Côte d'Azur.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 8-6-90 à 6 heures TU et le 9-6-90 à 6 heures TU — le 9-6-90

FRANCE			
AJACCIO	24	14	D
BIARRITZ	17	13	N
BORDEAUX	18	11	A
BOURGES	16	9	P
BREST	15	11	N
CAEN	16	10	A
CHERBOURG	14	10	C
CLERMONT-FER.	19	9	N
DIJON	16	7	P
GRENOBLE SM-H	20	9	D
LILLE	16	9	C
LIMOGES	16	8	C
LYON	18	10	N
MARSEILLE-MAR.	26	14	D
NANCY	16	9	P
NANTES	19	10	D
NICE	29	10	D
PARIS-MONTS	16	10	P
PAU	18	9	C
PERPIGNAN	25	14	N
RENNES	17	10	D
ST-ETIENNE	18	8	N
STRASBOURG	15	9	A
TOURS	18	9	N
TOULOUSE	18	10	C
POINTE-A-PITRE	31	23	C

ÉTRANGER			
ALGER	33	14	D
AMSTERDAM	18	10	C
ATHENES	29	23	D
BANGKOK	34	28	C
BARCELONE	24	19	C
BELGRADE	26	15	P
BERLIN	20	10	P
BRUXELLES	14	9	P
LE CAIRE	-	-	-
COPENHAGUE	18	12	P
DAKAR	26	21	N
DELHI	42	30	D
DJERBA	29	20	D
GENÈVE	19	10	C
HONGKONG	27	27	A
ISTANBUL	22	22	D
JERUSALEM	34	16	D
LISBONNE	25	16	D
LONDRES	15	9	P
LOS ANGELES	24	17	B
LUXEMBOURG	15	7	P
MADRID	32	13	D
MARRAKECH	36	17	D
MEXICO	28	14	B
MILAN	25	12	N
MONTRÉAL	23	9	A
MOSCOU	11	6	D
NAIROBI	22	13	C
NEW-YORK	28	17	O
OSLO	21	9	D
PALMA-DE-MAL.	31	18	D
PÉKIN	27	15	D
RIO-DE-JANEIRO.	24	20	D
ROME	25	19	C
SINGAPOUR	-	-	-
STOCKHOLM	18	4	D
SYDNEY	19	15	A
TOKYO	-	-	-
TUNIS	30	17	D
VARSOVIE	25	14	N
VENISE	21	15	D
VIENNE	23	13	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 9 juin

TF 1

20.40 Magazine : Spécial sports. Mondiale 90.
20.55 Sport : Football. Italie-Autriche.
22.50 Jeu : Bookmatch.
22.55 Magazine : Ushuaïa.
23.55 Magazine : Formule sport.
0.50 Journal.

A 2

20.40 Variétés : Champs-Elysées.
22.20 Variétés : Concert SOS-Racisme.
22.50 Sport : Tennis.
23.20 Journal.
23.40 Variétés : Concert SOS-Racisme.

FR 3

21.15 ► Théâtre : la Mort de Danton.
23.10 Journal.
23.50 Images.
0.05 Sport : Football. Emirats arabes unis-Colombie.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : La filière du pouvoir.
22.25 Documentaire : Les Rolling Stones, autoportrait.
23.55 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse 2. □
1.30 Cinéma : Le maître de musique. ■■
3.05 Cinéma : Les masseuses de Hongkong.

LA 5

20.40 Téléfilm : Trouble-fête.
22.20 Magazine : Désir.
23.10 Série : Soko, brigade des stups.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusions.

M 6

20.35 Série : Hongkong connection.
21.30 Série : Les cadavres exquis de Patricia Highsmith.
22.25 Téléfilm : Les derniers jours de Patton.

LA SEPT

21.15 ► Théâtre : la Mort de Danton. Pièce de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michaël Grüber.
23.10 Soir 3.
23.30 Images.

Dimanche 10 juin

TF 1

13.20 Série : Un flic dans la Mafia.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
15.40 Série : Côte Ouest.
16.30 Tiercé à Chantilly.
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Alain Juppé.
20.00 Journal.
20.35 Magazine : Spécial sports. Mondiale 90.
20.55 Sport : Football. RFA-Yougoslavie.

A 2

13.20 Série : Mac Gyver.
14.10 Série : Un duo explosif.
14.45 Sport : Tennis.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal.
20.40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
22.15 Sport : Tennis.
22.50 Journal.
23.15 Sport : Football. Brésil-Suède.

FR 3

13.30 Magazine : Musicales.
14.30 Expression directe.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche.
16.50 Sport : Football. Etats-Unis-Tchécoslovaquie.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Jeux : La classe.
22.15 Journal.
22.35 Magazine : Le divan. Invitée : Nastassja Kinski.
23.05 Cinéma : les Rapaces. ■■■
1.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Magazine : Dontact.
14.04 Téléfilm : Les mouettes.
15.35 Musique : L'orchestre.
16.35 Documentaire : Zbig, chef d'orchestre.
17.05 Magazine : 24 heures.
18.00 Cinéma : Superman 4. □

En clair jusqu'à 20.30

19.35 Ça cartoon.
20.30 Cinéma : La petite boutique des horreurs. ■
22.05 Cinéma : Pain, amour et fantaisie ■■
23.30 Mon zénith à moi (rediff.).

LA 5

13.15 Sport : Moto.
14.15 Drôles d'histoires.
14.45 Sport : Moto (suite).
15.45 Téléfilm : Infidélité.
17.20 Téléfilm : Le cruel échange.
18.50 Journal images.
19.00 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : La race des seigneurs. ■

M 6

13.50 Série : Commando du désert.
14.20 Série : Laramie.
15.10 Série : Les envahisseurs.
16.05 Magazine : Adventure.
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série : Vegas.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 Série : Murphy Brown.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Cinéma : Deux enfoirés à Saint-Tropez □
22.10 Magazine : Sport 6.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : le Repos du guerrier ■

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (13).
15.00 Téléfim : La comédie des comédiens ou Joséphine en tournée.
16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
17.00 Documentaire : Musée d'Orsay.
18.00 Cinéma : les Sièges de l'Alcazar ■
19.00 Court métrage : The woman who married Clark Gable (v.o.).
19.30 Danse : le Printemps.
20.00 Documentaire : Hommage à Charlie Parker.
21.00 ► Cinéma : le Voyage des comédiens ■■■

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5278

HORIZONTALEMENT

I. Met temporairement fin à un besoin. Ouvertures sur l'extérieur. – II. A l'habitude de filer. Peut obliger à essuyer les plâtres. – III. A beaucoup interprété. A les flancs brûlants. Interjection. – IV. Partie d'un tube. Mieux vaut ne pas s'y frotter. – V. Se montrent tels qu'ils sont. Cité anglaise. – VI. Fait perdre le sens des réalités. Pas éclairé. Que l'on a donc en nous. – VII. Article. Homme du siècle. – VIII. Grâce à lui, on peut passer de bonnes soirées. Est peuplée d'Italiens. – IX. Aident à aller de l'avant. Signes de croix. Qui fait partie des choses qui ne sont pas toujours bonnes à dire. – X. Une flèche lui fut fatale. Donc resté en tête. Endroit où certains exercent leur talent de chanteurs. – XI. Tombe dans le lac. Sortent avec peine. Est destiné à se faire remarquer. – XII. Marque la ressemblance. Faciliter un mouvement. Contraste avec le noir. – XIII. Note. Qui s'emportent facilement. – XIV. Se tiennent droits. Ne se tint pas droit. Préposition. – XV. Somme de récupération. Fait prendre de la bouteille.

VERTICALEMENT

1. Nous fait suer. Révèle une façon de faire. – 2. Désastreux pour celui qui ne dit mot. Agit en surface. – 3. Susceptible de faire son apparition à n'importe quel moment de la journée. Finalement menées à bien. – 4. Mesure chinoise. Ont leur test. Moyen de s'y retrouver. – 5. Aide à boucher des trous. Sans ressort. Fut source de vie. – 6. Peut envoyer bien des choses en l'air. Que l'on peut donc laisser tomber. – 7. Est souvent très froid. En arrière. Peut précéder Pierre ou Paul. – 8. Sigle. Peut recevoir une volée tout en étant le plus fort. – 9. Démontre. Hors d'affaires. – 10. Peut changer son fusil d'épaule. Est sous le train. – 11. A souvent le bec mouillé. Protégeait les eaux. A une capsule. – 12. Attire les pêcheurs. Satisfis un besoin. Dans le coup. Pas sombre. – 13. Fut bien aimée. Tel l'argent. – 14. Préposition. Qui font bonne mesure. Faire le poids. – 15. Nécessaire à certaines préparations. Qui est peut-être dans le bain. Telle qu'il n'est pas facile de trancher.

Solution du problème n° 5277

Horizontalement

I. Salpicon. – II. Croûte. Ut. – III. Otite. R.M.I. – IV. Té. Empois. – V. Cria. Riss. – VI. Hécube. Me. – VII. Saxo. Bar. – VIII. Xi. Ta. – IX. Obèse. Sen. – X. Nu. Auto. – XI. Dévoreurs.

Verticalement

1. Scotch. Rond. – 2. Artères. Bue. – 3. Loi. Icare. – 4. Puteaux. Sao. – 5. Item. Boxeur. – 6. Ce. Pré. Te. – 7. Roi. Sou. – 8. Numismate. – 9. Tisserands.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Henri Lemaître-Tardy,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bernard, Grousson,
font part du rappel à Dieu de

Mme Pierre BERNARD,
née Marthe Tardy.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité.

Des prières !

29, boulevard du Lycée,
92170 Vanves.

– Le capitaine au long cours Edouard Lesimple et Mme,
M. et Mme Louis Daillant et leurs enfants,
M. et Mme Jean Laspougeas et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges LASPOUGEAS,
née Madeleine Rivière,

dont les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Louis de Fontainebleau, le mardi 12 juin, à 14 heures
Et rappellent le souvenir de

Georges LASPOUGEAS,
ingénieur Arts et métiers,

décédé en 1943.

26160 La Batie-Rolland.
385, avenue Anatole-France,
77190 Dammarie-les-Lys.
14670 Troarn.

– Mme Andrée Falcoz,
sa nièce,
Mme Micheline Morillon,
son élève,

ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Germaine FOUILLOUSE,
professeur honoraire
au lycée Moderne d'Angers,
ancienne élève
de l'Ecole normale supérieure
de Fontenay-aux-Roses,
officier de l'instruction publique,

survenu à Paris, le 7 juin 1990, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 11 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-d'Yzeure (Allier).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Yzeure, dans le caveau de famille.

13, rue d'Alsace,
49100 Angers.
2, square Contades,
49100 Angers.
28, avenue Mozart,
75016 Paris.
33, rue Aristide-Briand,
03400 Yzeure.

– Mme Roger Pechaudra,
son épouse,
Mme Mariel Moussempes,
sa fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

général Roger PECHAUDRA.

La cérémonie religieuse aura lieu, le mardi 12 juin, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5e.

55, rue Lacordaire,
75015 Paris.

– La famille et les amis de

Isabelle SCHWARTZENBERG,
avocat à la Cour,

ont la douleur d'annoncer son décès, survenu le 24 mai 1990.

Ses obsèques ont eu lieu, le lundi 28 mai, dans la stricte intimité familiale.

Anniversaires

– Il y a un an, le 10 juin 1989, disparaissait

Réjane BRONDY,
professeur d'histoire médiévale
à l'université de Savoie.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PARIS EN VISITES

LUNDI 11 JUIN

« Le Marais nord, hôtels, jardins intérieurs », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Les émaux limousins », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. Carte d'identité. Tél. le matin au 45-74-13-31, la visite peut être annulée (E. Romann).

« Le Palais de justice et la vie sous saint Louis. La conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, sortie métro Cité (I. Hauller).

« L'église Saint-Germain-des-Prés et son quartier, entre cours et jardins », 14 h 30, devant l'église (Arts et caetera).

« L'hôtel Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le couvent du Val-de-Grâce », 14 h 30, entrée, place A. Laveran (Arts conférences).

« Promenade de Belleville à Ménilmontant », 15 heures, métro Botzaris.

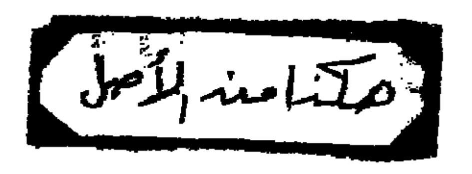
« Le carmel de Saint-Denis », 15 heures, 22 *bis*, rue G.-Péri (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

23, quai Conti, 14 h 45 : « La responsabilité individuelle devant la maladie facteur d'accroissement de l'inégalité sociale. Le rôle de l'éducation et des médias », par le professeur M. Tubiana (Académie des sciences morales et politiques).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Une danseuse en Europe et dans le monde : la Argentina », par le prince Paul Mourousy. La conférence sera suivie de la projection du film de S. Rousseau et J.-L. Merce : « La Argentina ou le génie de la danse espagnole » (Maison de l'Europe).

Centre Georges-Pompidou (grande salle), 18 h 30 : « A propos du 150e anniversaire de la photographie » (cycle), débat animé par A. Rouillé.



RÉGIONS

Avec un patrimoine naturel exceptionnel

La Guadeloupe se lance dans le tourisme vert

***Sea, sand and sun* : les atouts de la Gadeloupe n'empêchent pas le déclin du nombre de touristes américains. Pour y remédier, la découverte des merveilles naturelles.**

BASSE-TERRE

de notre envoyé spécial

La Guadeloupe ? La perle des Antilles ! *« Après avoir visité toutes les îles de la Caraïbe, je suis formel : c'est la Guadeloupe la plus belle, la plus variée, celle qui offre le plus de ressources naturelles »*, affirme Edouard Benito-Espinal, un bouillant ornithologue aujourd'hui chargé de l'environnement au sein de l'AGETL (Agence guadeloupéenne de l'environnement, du *tourisme et des loisirs*).

La Guadeloupe dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel : 70 kilomètres de plages (sur 511 kilomètres de côte), des fonds marins de toute beauté que l'on peut admirer à travers une eau cristalline, un climat tropical qui évolue entre la chaleur sèche de la Désirade (moins de 1 mètre de pluie par an) et la fraîcheur humide du volcan de la Soufrière (plus de 9 mètres de pluie à 1 467 mètres d'altitude !).

Sans même quitter le « papillon » – l'ensemble principal des îles de Grande et Basse-Terre, qui se déploient comme les ailes d'un papillon, – on peut découvrir à *quelques kilomètres de distance* des sites complètement différents : plages de sable blanc (ou noir en zone volcanique), marais envahis de palétuviers (la mangrove), caps rocheux battus par les vents comme en Bretagne, plateaux semi-arides hérissés de cactus, maquis d'arbres malingres ou forêt dense...

Si l'on ajoute la diversité des îles de l'archipel, depuis les vertes Saintes, paradis de la voile et de la plongée, jusqu'à Saint-Martin la cosmopolite, carrefour du tourisme et des affaires, en passant par Saint-Barthélemy, l'île des milliardaires et des fils de paysans bretons, on imagine le potentiel touristique de ce département *d'outre-mer*.

L'arrivée des « métros »

Et pourtant le tourisme ne se *développe pas comme on pourrait* s'y attendre en un haut lieu des « trois S » *(sea, sand and sun*, la mer, le sable et le soleil), situé au carrefour des croisières qui sillonnent la mer des Caraïbes, en plein cœur du jardin tropical de l'Amérique. Certes, la saison aura été gâchée cette année par le cyclone Hugo, qui a ravagé la Grande Terre à l'automne 1989. Mais ce coup du sort n'empêche pas que le tourisme est devenu la première activité économique du département, depuis qu'il a dépassé la canne à sucre (en 1988). Il emploie aujourd'hui environ 8 000 personnes (3 000 emplois directs et 5 000 indirects) et produit un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs (contre 1,4 pour l'agriculture).

Mais ces chiffres globaux masquent une profonde transformation de l'activité touristique en Guadeloupe. En 1985, la clientèle américaine (Etats-Unis et Canada) représentait encore 38 % des séjours. Elle est tombée en 1989 à 15 %. Elle a été numériquement compensée par l'afflux des Français de métropole, passés de 122 000 en 1985 (50 % des séjours) à 220 000 en 1989 (près de 70 %), et aussi les autres Européens (Allemands surtout), passés dans le même temps de 25 000 (10 %) à près de 45 000.

Les « métros », par définition, n'apportent pas les précieux dollars de la clientèle américaine. Surtout, ils forment une catégorie de population à très moyens revenus, envoyés en Guadeloupe par des comités d'entreprise et des organismes de tourisme social. Ces nouveaux touristes-là, beaucoup plus regardants avec leurs sous, économisent sur les dépenses annexes de leur séjour.

« On observe une banalisation des destinations exotiques, explique Erik Rotin, directeur de l'Office départemental du tourisme. *Mais nous souffrons aussi de la pénurie de places dans les avions, qui sont accaparées dix mois à l'avance par les familles des « métros »*. Tous les acteurs du tourisme en Guadeloupe constatent *« une baisse de la qualité des touristes »*, qui réduit à néant la progression des chiffres des nuitées. Les 320 000 touristes enregistrés en *1989* (pour 333 000 habitants de l'archipel) *n'ont pas laissé autant d'argent* qu'on l'espérait.

La « réserve Cousteau »

« C'est une spirale diabolique, dit un hôtelier. *On serre les prix pour faire du nombre et la qualité du service en pâtit. »* Mais les prix, malgré tout, restent élevés, aussi bien pour les Américains, dont le dollar a baissé, que pour les « métros », habitués aux tarifs de l'Hexagone. Sans parler de cette répugnance instinctive des Guadeloupéens à « servir » le touriste – lointain souvenir des temps de l'esclavage.

Aux premières assises du tourisme organisées cette année par l'AGETL, on a admis ces défaillances. Mais l'on fonde de nouveaux espoirs dans le développement d'un tourisme « vert », plus tourné vers la découverte des merveilles naturelles de l'archipel. En 1988 et 1989, plus de 22 000 personnes ont visité la *« réserve Cousteau »* et l'île aux iguanes de Pigeon, en bateau à fond de verre. Près de 2 000 randonneurs à pied ont sillonné le parc national de Guadeloupe avec des guides de montagne. On multiplie les tours de la mangrove, les jardins de cactus ou d'orchidées, la randonnée en char à bœufs, *et l'on crée des* itinéraires passant par les superbes maisons de planteurs.

La planche à voile et le tennis dans les hôtels du Gosier, c'est bien. La piscine et le golf à Saint-François, pourquoi pas ? Mais la Guadeloupe offre tout de même d'autres ressources au vacancier que de « bronzer idiot » sous les cocotiers. Encore faut-il que l'on ne vienne pas tout gâcher avec *le* projet de raffinerie géante de Port-*Louis, toujours en suspens malgré* l'opposition du conseil régional. Ou encore par des erreurs à ne plus commettre, comme ces décharges d'ordures en bord de mer entre Sainte-Rose et Deshaies, à deux pas du nouveau complexe touristique de Fort-Royal, qui doit être inauguré en juillet prochain !

ROGER CANS

Les journées du Conservatoire du littoral

Anniversaire en Corse

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Pour son quinzième anniversaire, le Conservatoire du littoral s'était offert un voyage en Corse. Ce fut un bel anniversaire avec survol des rivages pâles, coquelicots et cerises, que l'on mangea à l'orée du désert des Agriates pendant que, sous une tonnelle, les vieux chefs de clan, les Jean-Paul de Rocca Serra, les François Giacobbi, faisaient mine d'être ulcérés par les dernières propositions autonomistes de Pierre Joxe. *« Tu as vu ce qu'il nous a fait... »*

Les hommes du conservatoire n'avaient rien vu mais ne s'en mêlèrent pas. Etablissement public national créé en 1975, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, selon l'intitulé complet, ne fait pas de politique, quoi qu'en pense son chardon emblématique. Il achète des terrains, les conserve à l'abri des intérêts particuliers et quinze ans après, on peut revenir, il ne manque pas un genévrier. Le conservatoire est ainsi l'heureux propriétaire de quelques-unes des plus belles plages de Corse, où il possède 111 km de côtes (sur 802 km), représentant plus de 30 % de ses acquisitions totales depuis sa création.

Mur de béton et de calomnies

C'est un établissement qui fait peu parler de lui. Discret, même en Corse, ce *« pays où les résultats acquis sont plutôt dans le rapport inverse de la sobriété »*, comme l'affirma Nicolas Alfonsi, *président sans papier à en-tête* de l'antenne locale du conservatoire, généreusement baptisé *« l'Einstein de nos rivages »* par le préfet Alain Bidou, pour son art de terminer des phrases qui flamboient là on ne les attend pas. Discret sauf lorsque les nationalistes monopolisent par trop bruyamment le thème de l'environnement et qu'il s'agit de ne pas laisser se répandre l'idée que la Corse, cette île dont 29 % du littoral est urbanisé contre 52 % sur le continent, serait *« défigurée »* par le béton.

On fit donc le tour du propriétaire, de Campomoro à Santa Giuglia, en bonne compagnie présidentielle : M. Guy Lengagne, président du conservatoire ; M. de Rocca Serra, président de l'assemblée régionale, M. Alfonsi, président du conseil de rivage, M. Giacobbi, président du conseil général de Haute-Corse... Tous scrutèrent farouchement l'horizon. Nul ne vit le *« mur de béton »* et M. Giacobbi n'aperçut qu'un *« mur de calomnies »*. Ajoutons néanmoins, pour rendre à César et à l'objectivité la part qui leur revient, que les nationalistes ont moins dénoncé une situation existante que mis en garde contre le *« danger de baléarisation »*. Et que le plasticage, par exemple, de la maison de leur gardien, encouragea manifestement les Rothschild à vendre leur terre des Agriates au conservatoire, dont ce fut la première acquisition en 1978.

Les écolo-nationalistes ne vinrent pas fêter cet anniversaire. Le consensus, chez les présents, fut donc parfait. On entendit seulement quelques élus se plaindre de ce que les communes courageuses se condamnent à la pauvreté pendant que les communes *« bétonneuses »* – comment cela, du béton ? – s'enrichissent. M. Lengagne plaida pour des taxes et une péréquation.

Les participants à cette belle échappée s'en retournèrent rassurés. Entre le conservatoire, qui a entrepris l'expropriation de deux cents personnes pour sauver les pins de Palombaggia, près de Porto-Vecchio, et les élus, touchés par la grâce, la Corse, leur sembla-t-il, avait encore de beaux anniversaires devant elle.

CORINE LESNES

Un colloque sur le développement rural

Guérilla contre le désert

Quatre ministres, Pierre Bérégovoy (économie), Jean-Pierre Soisson (travail), Henri Nallet (agriculture) et Jacques Chérèque (aménagement du territoire), se sont retrouvés le 27 mai à Châtillon-en-Bazois (Nièvre) pour participer à un colloque sur *« le développement local en milieu rural profond »*. Ils n'ont pas été avares de bons sentiments...

CHATILLON-EN-BAZOIS (NIÈVRE)

de notre correspondant

Le développement local est à la mode, mais cette vogue ne suffit pas à expliquer la présence de quatre ministres dans un « trou perdu », aussi charmant soit-il : qui connaît le Bazois en dehors des limites du département ? Mais il se trouve que ce département est la Nièvre et que l'organisateur de ce colloque, Eugène Teisseire, a de l'entregent. *Ancien délégué général du PS aux* fédérations, ancien député, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Nièvre, il est aussi vice-président du conseil général et président du groupe PS au conseil régional de Bourgogne. Préparée pendant plus de six mois, la rencontre a été conçue comme une simple étape, certes prestigieuse, *dans un combat* contre le désert.

Le colloque a servi à la fois de déclaration de guerre et d'appel à la mobilisation générale du Bazois. La guerre sera longue et son issue est incertaine. Mais l'enjeu est vital : *« Si on ne bouge pas, on est mort »*, a expliqué Eugène Teisseire.



Au vu des statistiques, les forces dont dispose le Bazois peuvent paraître bien maigres : à peine 4 500 habitants (dont 36,5 % ont plus de soixante ans) disséminés dans quinze communes ; 12 habitants/km² ; 36 % des actifs concentrés dans l'agriculture ; 51,4 % des *foyers ayant un revenu trop faible* pour être imposable ; 82 % de la *population* dont le niveau de formation ne dépasse pas le certificat d'études...

Le canton a pourtant des atouts : *un secteur* agricole de grandes exploitations (76 hectares en moyenne) tourné surtout vers la production de charolais, qui, pour l'essentiel, sont vendus à l'extérieur, notamment en *Italie, pour* y être engraissés ; une forêt qui fournit en *abondance* du chêne, livré lui aussi à l'extérieur, en particulier en Allemagne, pour y être transformé en meubles ; le canal du Nivernais, emprunté chaque année par 12 000 touristes, en majorité britanniques, néerlandais et allemands. Et au *milieu d'un tissu commercial* et artisanal qui se délite, on parvient à dénicher une entreprise de 40 salariés, Mercatique et Distribution, qui a été fondée il y a dix ans par un Parisien venu se mettre au vert.

Lucidité et naïveté

Si les ministres ont assez bien tiré leur épingle du jeu, c'est que Pierre Bérégovoy (à Nevers), Jean-*Pierre* Soisson (à Auxerre), Henri Nallet (à *Tonnerre) et Jacques Chérèque* (à Pompey) sont aussi des élus locaux. Mais, avec leur sincérité et leur simplicité, leur lucidité ou leur naïveté, ce sont en fait les habitants qui ont été les vraies vedettes du colloque par leurs interventions dans la salle, au *milieu de 400 personnes, comme* par leurs propos diffusés dans l'*« audit vidéo »* du canton effectué par André Campana (animateur du débat) et l'agence de communication Lucie SA.

Ce qu'ont demandé les habitants du Bazois est simple. Conscients que le développement local est avant tout l'affaire de la population locale, ils n'ont pas réclamé l'assistance, mais la bienveillance. Ils veulent d'abord que « les décideurs » encouragent leurs petits projets (ils *sont grands à l'échelle du Bazois*), qu'ils ne jugent pas en fonction des règlements et des critères définis pour l'autre monde, celui des villes. Ils veulent que les handicaps des zones rurales soient compensés, ou au moins qu'ils ne soient pas accentués.

A propos des handicaps, Jacques Chérèque a évoqué la question cruciale du maintien des services dans les zones rurales : *« La balle est dans le camp du gouvernement »*, a-t-il reconnu ; *« il faut créer une structure interministérielle pour faire la synthèse des projets de modernisation et de restructuration des différentes administrations et entreprises publiques »* afin d'en mesurer globalement les répercussions à l'échelon local.

Comme ses collègues, le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions n'a pas été avare de bons sentiments : *« Il faut favoriser le développement des villes et ne pas sacrifier le reste, conjuguer efficacité économique et solidarité des territoires. »* Le ministre de l'économie et des finances a renchéri : *« Les villes ne peuvent pas compter sur leurs seules forces pour se développer. »* Le ministre du travail et de l'emploi n'a pas voulu être en reste : *« Je crois en une politique de l'Etat correctrice, notamment pour lutter contre l'exclusion ; si on laisse faire les mécanismes du marché, la richesse va à la richesse. »*

Henri Nallet, qui venait de confier à une délégation d'agriculteurs son souhait de voir baisser l'impôt foncier, est allé aussi loin qu'il le pouvait en public : *« Il faut arrêter de faire peser sur les épaules des agriculteurs le développement rural. Les agriculteurs sont de plus en plus indispensables pour l'occupation de l'espace. Mais il faut savoir le prix qu'on veut mettre pour conserver l'espace rural dans certaines régions. »*

Au bout du compte, les ministres n'ont pas saisi la perche tendue par Eugène Teisseire, qui leur a demandé que le Bazois soit reconnu comme une « zone expérimentale » de développement, *une zone qui* puisse avoir *« valeur d'exemple »* (*« Il existe en France 3 000 cantons comme le vôtre »*, a rappelé Claude Neuschwander, président du cabinet d'études TEN). Qu'importe ! Sur le terrain, la guérilla contre le désert va continuer...

JACQUES SPINDLER

Cette page a été réalisée avec notre correspondante Ginette de Matha. Coordination : Yves Agnès.

AQUITAINE

Concertation du « Sud-Europe atlantique »

Douze régions françaises, espagnoles et portugaises (Aquitaine, Poitou-Charentes, Pays basque espagnol, Asturies, Galice, Nord-Portugal, Communauté de Madrid, Castilla y Leon, Estrémadure, Limousin et Centre) ont conclu à Bordeaux, fin avril, une « charte interrégionale pour le développement du Sud-Europe atlantique ». Cette entité englobe des régions de la côte atlantique, mais aussi des régions plus centrales *comme* la Communauté de Madrid. Elle se présente comme un « sous-ensemble de l'arc atlantique », lui-même récemment créé pour faire contrepoids aux régions européennes de fort développement situées sur l'axe Londres-Milan.

Les douze partenaires du Sud-Europe atlantique veulent proposer à leurs Etats respectifs et à la CEE des *« opérations concrètes de développement et d'aménagement du territoire »*. Les régions du Sud-Europe atlantique veulent peser sur l'Etat espagnol pour accélérer la mise à l'écartement européen du réseau ferré ibérique, ce qui lèverait le principal handicap pour la création de la ligne Paris-Madrid.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Une fondation Renoir à Cagnes-sur-Mer

La municipalité de Cagnes-sur-Mer, ville dans laquelle Renoir passa la dernière partie de sa vie et mourut en 1919, a transformé sa maison, le domaine des Collettes (acquis en 1977), en musée. Une dizaine d'œuvres du maître, quelques sculptures ainsi que des tableaux originaux de Bonnard, Dufy et André y sont présentés.

Une Fondation Renoir vient de voir le jour. Elle s'est fixée un triple objectif : promouvoir et faire rayonner l'œuvre d'un peintre qui a le privilège d'être représentée dans la plupart des musées du monde ; élargir le patrimoine actuel du musée par l'acquisition régulière d'un dessin, d'une huile ou d'une sculpture de Renoir, sachant que chaque mois l'œuvre du peintre a l'honneur de la salle Drouot ; rechercher les financements nécessaires auprès d'entreprises désireuses d'associer leur image à celle de ce grand artiste.

LINTAS:PARIS
"Pour favoriser la fluidité du trafic, le conseil de la communauté urbaine avait trouvé la voie : faire construire une ligne de tramway...
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

LINTAS:PARIS
...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier."


En premier, le Crédit Foncier.
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

CHRONOLOGIE

Mai 1990 dans le monde

La chronologie paraît habituellement le deuxième dimanche de chaque mois.

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

EDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1er. – **CHINE** : Au Tibet, la loi martiale, instaurée à Lhassa en mars 1989, est levée, mais la répression se poursuit (3, 9 et 30).

1er. – **URSS** : Des milliers de manifestants conspuent M. Gorbatchev à l'issue de la célébration officielle du 1er mai sur la place Rouge à Moscou (3 et 9).

2. – **URSS** : Mort de Mgr Pimène, patriarche de Moscou et chef de l'Église orthodoxe depuis 1971 (5).

2-4. – **AFRIQUE DU SUD** : Le gouvernement et l'ANC tiennent leur première série de discussions directes au Cap : ils s'engagent à *« lutter contre la violence et l'intimidation, d'où qu'elles viennent »*. La droite manifeste de plus en plus ouvertement son opposition à la politique de réforme menée par M. De Klerk. Du 16 au 21, des affrontements raciaux font quinze morts dans la cité minière de Welkom (du 3 au 8, 18, du 20 au 24, 29 et 30).

3. – **COTE-D'IVOIRE** : Le président Houphouët-Boigny autorise le multipartisme. Le 31, neuf partis d'opposition sont agréés, tandis que la contestation sociale s'étend aux appelés du contingent, aux policiers, aux pompiers et aux douaniers (4, 5, 6-7, du 17 au 25, 29 et 30/V, 2/VI).

3. – **OTAN** : Le président Bush annonce un sommet de l'OTAN début juillet à Londres afin d'adapter la stratégie de l'alliance atlantique aux bouleversements à l'Est. Il précise que les Etats-Unis renoncent à la modernisation des missiles nucléaires à courte portée en Europe (du 4 au 7, 10, 11, 12, 24 et 25).

4. – **FRANCE-GRANDE-BRETAGNE** : Mme Thatcher et M. Mitterrand, réunis près de Londres, décident de renforcer la coopération franco-britannique en matière de défense (5 et 6-7).

4. – **GRÈCE** : M. Constantin Caramanlis (conservateur), élu par le Parlement, redevient président de la République. Il remplace M. Christos Sartzétakis (socialiste) qui lui avait succédé en 1985 (5 et 6-7).

4. – **RFA** : Un accord est conclu entre le patronat et le syndicat de la métallurgie prévoyant de ramener la semaine de travail de 37 h 30 à 36 heures au 1er avril 1993 et à 35 heures au 1er octobre 1995 (3, 4, 5, 8, 10 et 20-21).

4. – **URSS** : Le Parlement letton est le troisième Parlement balte, après ceux de Lituanie, le 11 mars, et d'Estonie, le 30 mars, à voter en faveur de l'indépendance. Mais une « période de transition » d'une durée indéterminée est prévue. Le 14, deux décrets présidentiels de M. Gorbatchev déclarent illégales les déclarations d'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie (du 3 au 17 et 24).

5. – **ALLEMAGNE** : La première réunion ministérielle de la conférence dite « 2 + 4 » (RDA, RFA + Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) sur les aspects extérieurs de l'unification allemande se tient à Bonn. L'URSS s'oppose aux autres participants en refusant que la future Allemagne unie appartienne à l'OTAN. Le 8, à Moscou, M. Gorbatchev réclame un *« traité de paix »* et, le 17, est annoncée la suspension du retrait des troupes soviétiques (380 000 hommes) de RDA (du 3 au 8, 10, 11, 18, 19 et 23).

6. – **FINANCES MONDIALES** : Les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, réunis à Washington, acceptent d'augmenter de 50 % les ressources du Fonds monétaire international (FMI). Les membres du G 7 se félicitent que le yen se soit *« stabilisé »* après leur déclaration du 7 avril : les cours reviennent à 150 yens pour un dollar à la fin du mois (8, 9, 10, 15 et 27-28).

6-7. – **ITALIE** : Les élections régionales et municipales sont marquées par un net recul des communistes et par une percée des régionalistes (6-7 et 9).

6-7. – **YOUGOSLAVIE** : Lors du deuxième tour des premières élections libres en Croatie, l'Union démocratique croate (droite nationaliste) remporte les deux tiers des sièges du Parlement de Zagreb. Après la Slovénie, la Croatie devient, le 31, la deuxième des six Républiques yougoslaves à avoir un gouvernement non communiste. Le 15, M. Borisav Jovic (Serbe), nouveau président de la Fédération pour un an, s'inquiète, dans son discours inaugural, du *« danger d'une guerre civile et d'une désintégration du pays »* (8, 10, 12, 15, 17, 23 et 29/V, 1er et 2/VI).

6-13. – **VATICAN** : Visite de Jean-Paul II au Mexique (du 6 au 15).

7-13. – **LIBAN** : De nouveaux duels d'artillerie dans le « pays chrétien » entre l'armée du général Aoun et la milice des Forces libanaises font près de soixante-dix morts, ce qui porte à plus de mille le nombre des tués de la « guerre des chrétiens » depuis le 31 janvier (9, 11, 13-14, 15, 29 et 31).

8. – **ALBANIE** : Le Parlement vote plusieurs mesures de libéralisation. Le 12, M. Ramiz Alia, chef du PC, affirme que la démocratisation est *« irréversible »* (10, 11, 13-14 et 15).

9. – **AÉRONAUTIQUE** : Aérospatiale et British Aerospace décident d'étudier la construction d'un nouveau supersonique qui succéderait à Concorde. Des constructeurs américains, allemand et italien s'associent ensuite à ce projet (6-7, 10, 24 et 26).

9. – **AFRIQUE DU SUD** : Le président De Klerk commence une tournée européenne par Paris, où il est reçu, le 10, par MM. Mitterrand et Rocard. Il se rend ensuite jusqu'au 25 en Grèce, au Portugal, en Belgique, en Grande-Bretagne, en RFA, en Suisse, en Espagne et en Italie (10, 11, 12, 24 et 29).

9. – **BRÉSIL** : Le président Collor annonce un plan de réduction des dépenses de l'Etat, qui prévoit le licenciement de 20 à 25 % des 1,6 million de fonctionnaires et la privatisation des entreprises publiques *« non stratégiques »* (11).

11-12. – **ZAIRE** : Plus de cinquante étudiants sont tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle à Lumumbashi. Ce massacre, démenti à Kinshasa, est confirmé par plusieurs sources (18, 23, 24, 26, 27-28 et 30/V, 2/VI).

13. – **RFA** : Les sociaux-démocrates (SPD) remportent les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe. La défaite des chrétiens-démocrates (CDU) du chancelier Kohl illustre l'inquiétude suscitée par le coût de l'unification avec la RDA (12 et 15).

15. – **CHINE** : M. Lee Teng-hui, président du régime nationaliste de Taïwan, propose l'ouverture d'un dialogue *« intergouvernemental »* avec Pékin, qui refuse cette offre tout en se félicitant de la volonté de M. Lee d'œuvrer à la réunification de la Chine (du 16 au 19, 22 et 23).

16. – **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : M. Joaquin Balaguer (conservateur), chef de l'Etat sortant, remporte sa sixième élection présidentielle avec une avance de moins de 1 % sur M. Juan Bosch (gauche), son rival depuis près de cinquante ans (16, du 18 au 22 et 26).

17. – **ALGÉRIE** : Le FLN réussit à mobiliser deux cent mille manifestants dans les rues d'Alger, en réponse au défilé du 20 avril des islamistes. Deux autres manifestations d'une ampleur comparable sont organisées, le 10 par les partis de gauche, et le 31 par le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Aït Ahmed (du 9 au 12, 15, 19 et 31/V, 2 et 5/VI).

18. – **ALLEMAGNE** : Le traité d'Etat instituant, le 2 juillet, l'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est paraphé à Bonn. Les sociaux-démocrates ouest-allemands refusent de le ratifier si des modifications ne sont pas apportées (3, 4, 5, 8, 12, du 15 au 19, 22, 30 et 31).

19. – **LIBÉRIA** : Les rebelles du Front national patriotique du Libéria de M. Charles Taylor attaquent Buchanan, deuxième port du pays, dont ils prennent le contrôle après de violents combats. Dans tout le pays, la rébellion gagne du terrain, menaçant le régime du président Samuel Doe (2, 17 et du 22/V au 2/VI).

20. – **ISRAËL** : Sept ouvriers palestiniens, originaires de Gaza, sont tués par un jeune Israélien à Rishon-le-Zion, près de Tel-Aviv. Ce meurtre, commis par un *« déséquilibré »*, provoque une explosion de colère et de violence dans les territoires occupés, qui est sévèrement réprimée : en trois jours, douze Palestiniens sont tués dans des affrontements avec l'armée dans la bande de Gaza. M. Yasser Arafat, parlant, le 25, devant le Conseil de sécurité réuni à Genève, demande l'envoi de forces de l'ONU dans les territoires occupés (du 22 au 30/V et 2/VI).

20. – **ROUMANIE** : Lors du premier scrutin libre depuis plus de cinquante ans, M. Ion Iliescu remporte l'élection présidentielle avec 85,07 % des suffrages et, aux législatives, le Front de salut national qu'il dirige obtient 233 des 348 sièges de députés à pourvoir et 92 des 119 sièges de sénateurs. Après son triomphe, M. Iliescu, ancien dirigeant communiste écarté par Ceausescu à partir de 1971, affirme son refus de tout retour au communisme et appelle à la formation d'un gouvernement de large coalition (3, 4 et du 6 au 30).

21. – **INDE** : Maulvi Farooq, principal chef musulman de la vallée du Cachemire, est assassiné à Srinagar. Les troupes paramilitaires tirent sur la foule transportant sa dépouille, faisant plus de cent morts (6-7, 17 et du 22 au 28).

22. – **ÉTHIOPIE** : Douze généraux, qui avaient participé, le 16 mai 1989, à une tentative de coup d'Etat contre le président Menguistu, sont exécutés (13-14, 18 et 23/V, 2/VI).

22. – **YÉMEN** : Les deux Yémens, celui du Sud, marxiste, et celui du Nord, conservateur, sont unifiés avec pour président le général Ali Abdallah Saleh, chef de l'Etat nord-yéménite depuis 1978 (5, 22, 23, 24 et 27-28).

23. – **FRANCE-URSS** : Elf signe avec le gouvernement soviétique un contrat d'exploitation pétrolière, le premier jamais conclu entre l'URSS et une compagnie occidentale (24 et 25).

23. – **GABON** : Au lendemain de l'adoption du multipartisme par le Parlement, la mort suspecte d'un opposant provoque des émeutes antigouvernementales, en particulier à Port-Gentil, capitale économique du pays. Des renforts militaires français sont envoyés au Gabon pour assurer la sécurité des 20 000 Français : 2 000 d'entre eux sont rapatriés, dont une partie du personnel d'Elf qui interrompt, dès le 23, la production de pétrole. Le 29, l'intervention de l'armée gabonaise rétablit l'ordre à Port-Gentil, et Elf reprend sa production après un ultimatum du président Bongo (du 25/V au 4/VI).

23. – **HONGRIE** : Le gouvernement de coalition de centre-droit formé par M. Jozsef Antall, président du Forum démocratique (MDF), est investi par le Parlement, où il dispose d'une majorité de 229 sièges sur 386. Composé surtout d'enseignants, il comprend huit ministres du MDF, quatre du Parti des petits propriétaires, un du Parti chrétien-démocrate et quatre indépendants (4, 5, 18, 24 et 25).

23. – **URSS** : Le Parlement lituanien offre de suspendre les décisions découlant de la déclaration d'indépendance du 11 mars, mais pas la déclaration elle-même. Moscou juge ces concessions insuffisantes, et M. Gorbatchev précise, le 24, que la Lituanie pourrait être indépendante *« d'ici deux ans »* si son Parlement votait un gel de la proclamation du 11 mars (3, 4, 5, du 9 au 15, 18, 20-21, 22, 25, 26, 27-28 et du 31/V au 2/VI).

24. – **URSS** : M. Nikolaï Ryjkov, premier ministre, présente devant le Soviet suprême le plan de réformes économiques, qui prévoit le passage à *« l'économie de marché planifiée »*. Les hausses de prix qu'il doit entraîner provoquent la panique chez les consommateurs. M. Gorbatchev s'emploie à les rassurer, le 27, dans un discours télévisé (13-14 et du 23/V au 1er/VI).

25. – **ÉTATS-UNIS** : Le président Bush signe la loi sur l'aide d'urgence de 420 millions de dollars pour le Panama et de 300 millions de dollars pour le Nicaragua. Après plusieurs appels pressants de M. Bush, le Congrès avait fini par approuver cette aide (18 et 30).

25. – **FRANCE-URSS** : M. Gorbatchev, recevant M. Mitterrand à Moscou, menace de remettre en cause les négociations sur le désarmement en Europe si les Occidentaux maintiennent leur volonté de voir l'Allemagne unie appartenir à l'OTAN (23 et du 25 au 28).

26-31. – **PAKISTAN** : Des affrontements interethniques font plus de deux cents morts à Karachi et à Hyderabad, les deux grandes villes de la province du Sind (18, 29 et 30/V, 1er et 2/VI).

27. – **BIRMANIE** : L'opposition remporte largement les élections organisées par les militaires au pouvoir depuis 1962. La Ligue nationale pour la démocratie de Mme Aung San Suu Kyi, assignée à résidence à son domicile depuis juillet 1989, revendique 391 des 485 sièges (4, 22 et du 27 au 30/V, 2/VI).

27. – **COLOMBIE** : A l'élection présidentielle, M. Cesar Gaviria (libéral) est élu, avec 47 % des voix, pour succéder le 7 août au président Virgilio Barco (libéral). De tous les candidats, il était le plus partisan d'une *« lutte sans merci »* contre la mafia de la drogue, alors qu'en 1990 près de 5 000 personnes ont été victimes d'assassinats ou d'attentats à la bombe attribués pour la plupart aux narcotrafiquants (5, 15, 19, 22, 23 et du 25 au 29).

27. – **POLOGNE** : Aux élections municipales, le premier scrutin totalement libre, Solidarité remporte 85 % des sièges dans les grandes villes, mais les candidats indépendants dominent dans les petites villes et à la campagne. Les ex-communistes n'obtiennent que 0,7 % des sièges (22 et du 24 au 30/V, 1er/VI).

27. – **URSS** : En Arménie, des affrontements entre groupes nationalistes et militaires soviétiques font vingt-quatre morts à Erevan (du 27 au 31).

28. – **DOMINIQUE** : Aux élections législatives, le parti de Mme Eugenia Charles, premier ministre conservateur depuis 1980, remporte 11 (– 4) des 21 sièges (31).

28-30. – **SOMMET ARABE** : Cinq chefs d'Etat (Algérie, Maroc, Syrie, Liban, Oman) refusent de se rendre à Bagdad pour le sommet arabe extraordinaire convoqué à la demande de l'OLP pour examiner *« les dangers de l'immigration des juifs soviétiques en Israël »*. Seules des résolutions très générales sont adoptées par ce sommet (4, 5, 9, 11, 12, 17, 23, 24 et du 27/V au 2/VI).

29. – **EST-OUEST** : Les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction en Europe (BERD) sont officiellement adoptés par les quarante-deux membres fondateurs. Présidée par M. Jacques Attali et siégeant à Londres, elle disposera, à partir du 1er avril 1991, de 12 milliards de dollars pour aider les huit pays d'Europe de l'Est (9, 11, 13-14, du 18 au 22, 29, 30 et 31).

29. – **URSS** : M. Boris Eltsine, chef de file des radicaux, est élu président du Parlement de la Fédération de Russie, au troisième tour de scrutin, malgré l'opposition de M. Gorbatchev. Le 30, il se prononce pour une *« souveraineté réelle »* de la Russie tout en souhaitant une réconciliation avec M. Gorbatchev (17, 18, 24 et du 27/V au 1er/VI).

30. – **ÉTATS-UNIS-URSS** : M. Gorbatchev arrive à Washington pour son deuxième sommet avec M. Bush, du 31 mai au 3 juin, après une visite officielle au Canada les 29 et 30 (du 16 au 23 et à partir du 26).

30. – **ISRAËL** : Lors de la plus importante tentative d'infiltration d'un commando par mer, quatre Palestiniens sont tués et douze autres capturés. Washington menace de suspendre son dialogue avec l'OLP si celle-ci ne dénonce pas ce raid (du 1er au 4/VI).

CULTURE

5. – Sartre entre au répertoire de la Comédie-Française avec *Huis clos* mis en scène par Claude Régy (3, 5 et 12).

5. – Marcel Maréchal met en scène et interprète, avec Pierre Arditi, *Maître Puntila et son valet Matti*, de Brecht, au Théâtre de la Criée, à Marseille (6-7 et 23).

8. – Mort de Luigi Nono, compositeur italien (10 et 11).

15. – Des prix records sont atteints lors des ventes aux enchères de tableaux impressionnistes à New-York : *le Portrait du docteur Gachet*, de Van Gogh, est vendu chez Christie's 82,5 millions de dollars (frais de 10 % compris) tandis que Sotheby's obtient 78,1 millions de dollars, le 17, pour *le Moulin de la Galette*, de Renoir (16, 17 et 19).

16. – Les éditeurs de musique annoncent qu'en 1989 le nombre de disques compacts à laser vendus en France (41 millions) a été pour la première fois supérieur à celui des disques noirs en vinyle (39,5 millions) (18).

16. – Mort de Sammy Davis Jr., chanteur et acteur américain (18).

17. – Jean-Denis Bredin, reçu à l'Académie française par Pierre Moinot, prononce l'éloge de Marguerite Yourcenar (12, 19 et 20-21).

19. – Le Grand Palais organise une exposition rétrospective des œuvres de Joseph Wright of Derby, peintre anglais du dix-huitième siècle (25).

21. – La Palme d'or du Festival de Cannes est attribuée à *Sailor et Lula* de David Lynch (Etats-Unis). Gérard Depardieu obtient le Prix du meilleur acteur pour son rôle dans *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau (10 et du 12 au 23).

27. – Les 15es Rencontres musicales d'Evian s'achèvent avec la création du *Concerto pour violoncelle*, d'Alfred Schnittke par Mstislav Rostropovitch, animateur de ce festival (19, 22, 26 et 29).

29. – Mort d'Yves Brayer, peintre et décorateur (30 et 31).

FRANCE

2. – Dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, neuf des trente-six inculpés sont renvoyés en correctionnelle. Les autres, dont les huit élus, bénéficient d'un non-lieu ou de l'amnistie. Cette décision judiciaire relance la polémique autour de l'amnistie des délits politico-financiers, et l'opposition (RPR, UDF, UDC) dépose, le 3, sur l'initiative de M. Chirac, une motion de censure. Discutée le 9 à l'Assemblée nationale, elle ne recueille que 263 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement, le PCF, après avoir maintenu le suspense, ayant refusé de la voter (du 3 au 15).

2. – L'expulsion de trois cents personnes qui squattaient deux immeubles parisiens suscite les protestations de nombreuses associations humanitaires (4, 6-7, 8, 11, 12, 20-21, 22 et 29).

3. – La loi sur le logement des plus démunis est définitivement votée. Les pouvoirs des préfets en matière d'attribution des logements sociaux ont été renforcés (5, 7, 12, 20, 22-23 et 29-30/IV, 5, 23 et 31/V).

4. – Le projet de loi relatif au crédit-formation est adopté en première lecture grâce au vote de sept députés de l'opposition et de quinze non-inscrits qui se joignent aux 272 PS. Après un accord, le 23, sur une série d'amendements entre le gouvernement et les partenaires sociaux, le projet est voté le 31 par le Sénat (5, 6-7, 18, 23 et 27-28/V, 1er et 2/VI).

4. – Un litige entre démographes sur les indices de fécondité donne lieu à une controverse sur la baisse de la natalité en France (5 et 17/V, 2/VI).

9. – M. Rocard présente en conseil des ministres le programme français de lutte contre la drogue. Un projet de loi contre le blanchiment de l'argent prévoit la levée partielle du secret bancaire (10 et 12).

9. – Le conseil des ministres approuve le projet de loi sur le travail précaire qui reprend l'essentiel de l'accord conclu le 24 mars entre les partenaires sociaux. Le 22, M. Jean-Pierre Soisson parvient à lever les réserves des députés socialistes sur ce texte (9, 10, 12, 17, 20-21, 23, 24 et 26).

10. – M. Mitterrand, recevant à l'Elysée M. Perigot, président du CNPF, souhaite l'ouverture rapide de négociations sur les bas et moyens salaires entre les partenaires sociaux. Le 29, prononçant à Auxerre un discours sur la lutte contre les inégalités, il affirme que l'Etat interviendrait si les salaires ne pouvaient être revalorisés par la voie contractuelle (du 12 au 16, 23 et du 29/V au 4/VI).

12. – Le projet de réforme des PTT est voté en première lecture à l'Assemblée nationale grâce à l'abstention de la plupart des élus de droite et du centre (3, 4, 9, du 11 au 14 et 30).

15. – Le gouvernement apporte son soutien à l'accord conclu par Thomson et Philips qui ont décidé d'investir 20 milliards de francs sur cinq ans dans la télévision à haute définition (17, 20-21, 25 et 26/V, 2 et 5/VI).

15-17. – Visite de M. Mitterrand en Polynésie française. Le 17, il se déclare prêt à *« ouvrir l'information au maximum »* sur les expériences nucléaires françaises (du 16 au 20-21).

18. – M. Jacques Chirac se rallie à l'idée d'une confédération du RPR, de l'UDF et du CNI. M. Valéry Giscard d'Estaing lui adresse, dans une lettre datée du 21, ses projets de statuts pour cette confédération qu'il propose d'appeler *« l'Alliance »* (du 20-21 au 25).

18. – Le TGV, en atteignant 515,3 kilomètres-heure, bat son propre record du monde de vitesse sur rail (11, 19 et 20-21).

21. – Le gouvernement autorise la construction à Marcoule (Gard) de l'usine Melox pour la fabrication de combustible mixte (MOX) permettant d'utiliser dans les centrales nucléaires le plutonium issu du retraitement (23, 24 et 26).

22. – Un compromis est conclu entre le gouvernement et la Commission européenne sur la dette de Renault : sur les 12 milliards de francs annulés en décembre 1988, 6 milliards devront être remboursés, dont 3,5 milliards immédiatement (12, 18, 22, 23 et 24).

22. – En avril, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,3 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,9 % et les prix ont augmenté de 0,4 % (12, 17, 23, 25 et 27-28/V, 1er/VI).

23. – Le conseil des ministres approuve un plan de développement des universités qui prévoit 16 milliards de francs supplémentaires pour l'enseignement supérieur de 1991 à 1995 (24 et 25).

23. – M. Pierre Joxe soumet aux élus corses des aménagements du statut particulier de l'île. Il propose que des compétences élargies soient confiées à un exécutif régional, distinct de l'Assemblée (du 26/V au 1er/VI).

23. – M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures au Musée du Louvre, et Me Paul Lombard, avocat marseillais, bénéficient d'un non-lieu dans l'affaire de la captation de l'héritage de Suzanne de Canson. Ils avaient été inculpés de recel en décembre 1988 après l'achat par le Louvre d'un tableau de Murillo (12 et 25).

28. – Hachette acquiert 22 % du capital de la Cinq, tandis que les Mutuelles agricoles et le groupe Chargeurs se retirent de la chaîne de MM. Hersant et Berlusconi (29 et 30/V, 2 et 3-4/VI).

30. – M. Mitterrand s'inquiète en conseil des ministres des retards dans la publication des décrets d'application des lois (1er et 2/VI).

30. – Dans l'affaire de la Société générale, le parquet de Paris demande l'inculpation pour délit d'initié de cinq personnes, dont le directeur du cabinet de M. Bérégovoy, entre 1982 et 1986 (29-30/IV, 5/V et 1er/VI).

30. – Un accord est annoncé entre Paribas et la Compagnie de navigation mixte après l'échec de l'OPA lancée par Paribas en octobre 1989. La participation de Paribas dans le capital de la Mixte va être ramenée de 40,5 % à 30 % et celle de la Mixte dans Paribas de 12,7 % à 9,7 % (31/V et 1er/VI).

31. – M. Mitterrand déclare, à Evry, devant deux mille lycéens et étudiants, qu'il faudrait *« accroître considérablement, peut-être doubler, le nombre des élèves dans les grandes écoles »* (2 et 3-4/VI).

Antiracisme, profanations, immigration

Le 3, à l'Assemblée nationale, la proposition de loi renforçant les sanctions contre le racisme est adoptée en première lecture par 307 voix (PS, PC) contre 268 (RPR, UDF, UDC). Lors du débat, particulièrement houleux, l'opposition a dénoncé, après M. Le Pen, le 1er, un texte *« liberticide »* et refusé de voter une proposition de loi d'origine communiste.

Dans la nuit du 9 au 10, le cimetière juif de Carpentras est profané : trente-quatre sépultures sont violées et le corps d'un octogénaire récemment inhumé est déterré et empalé. L'indignation est unanime. M. Mitterrand appelle les Français à *« se ressaisir »*. L'attentat n'est pas revendiqué et l'enquête policière ne révèle aucune piste sérieuse.

Le 14, environ deux cent mille personnes manifestent à Paris leur refus du racisme et de l'antisémitisme. La présence de M. Mitterrand, de M. Rocard et de très nombreux hommes politiques de gauche comme de droite renforce l'isolement du Front national accusé d'être responsable de la montée du racisme. Les jours suivants, le FN, qui s'estime victime d'une *« diffamation d'Etat »*, se voit interdire de tenir des réunions par plusieurs municipalités.

Le 15, M. Rocard accepte de reporter du 16 au 29 mai la table ronde sur l'immigration qui fait suite à celle sur le racisme du 3 avril. L'opposition avait demandé ce report, souhaitant que la *« clarification »*, lors du débat parlementaire du 22, précède la *« concertation »*.

Le 16, le bureau exécutif du PS renonce, pour le court terme, à la revendication du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers. Des socialistes reprochent à leurs dirigeants d'avoir cédé à la pression de la droite qui faisait de cet abandon la condition de sa participation à la table ronde de Matignon.

Le 22, à l'Assemblée nationale, lors du débat sur l'immigration et l'intégration, gouvernement et opposition apparaissent loin de pouvoir s'entendre.

Le 25, M. Rocard, recensant, dans une lettre aux responsables politiques de la majorité et de l'opposition, de nombreuses mesures pouvant *« faire l'objet d'un large accord »*, propose l'établissement d'une *« charte solennelle »* sur l'immigration et l'intégration.

Le 29, l'opposition accepte de participer à la table ronde qui rassemble à l'hôtel Matignon les dirigeants de tous les partis, sauf le FN. A l'issue de la réunion, M. Rocard se félicite de *« la volonté unanimement partagée de maîtriser les flux d'immigration et de travailler à l'intégration des étrangers en situation régulière »*, mais l'opposition exprime son refus de *« cautionner l'inaction »* du gouvernement et décide de ne plus se prêter à *« de nouvelles concertations-alibis »* (du 3/V au 1er/VI).

ÉCONOMIE

Un entretien avec le secrétaire général de l'Union départementale FO de Paris

M. Jacques Mairé : Nous pourrons refaire l'unité de la confédération par de vrais débats

Réélu secrétaire général de l'Union départementale FO de Paris, M. Jacques Mairé s'oppose sur de nombreux points à *la politique confédérale* de M. Marc Blondel. A la veille du comité confédéral national de FO à Orléans, qui s'ouvre le 11 juin, M. Mairé s'explique sur ses positions, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Depuis dix-huit mois, Marc Blondel est secrétaire général de FO. Quel bilan dressez-vous de son action alors que vous aviez soutenu son concurrent?

– Le congrès confédéral nous a laissés très divisés et je pense qu'on aurait dû avoir beaucoup plus le souci d'utiliser ces dix-huit mois à faire disparaitre, ou du moins à atténuer, ces divisions. Je ne suis pas du tout sûr qu'on y soit parvenu. On maintient entre nous le débat artificiel sur ce que seraient deux conceptions du syndicalisme : contestation et accompagnement. On pourrait plus utilement rechercher ensemble ce que doit être le syndicalisme pour le monde du travail tel qu'il est aujourd'hui. J'ai pour ma part essayé d'ouvrir ce débat à plusieurs reprises. Je n'ai jamais eu de réponse.

Privilégier le contractuel

– Fallait-il signer l'accord sur le travail précaire?

– Sur ce projet d'accord, on peut décider de signer ou non mais encore faut-il le faire clairement. Moi, je suis favorable à la signature tout simplement parce que cet accord améliore la situation de plusieurs centaines de milliers de salariés. Sur des sujets de ce type, je crois que nous devons privilégier le contractuel par rapport au législatif. C'est dans la droite ligne de la politique de la confédération depuis qu'elle existe. On choisit un texte pour ce qu'il y a dedans et non pas en fonction des jeux politiques qu'il peut susciter.

– Qu'est-ce qui a le plus changé : la stratégie de la confédération ou son fonctionnement démocratique?

– Je ne connais pas la stratégie confédérale. Le fait que le large consensus qui s'organisait autour d'André Bergeron n'existe plus réclame de notre part une plus grande attention au fonctionnement démocratique. Il y a des majorités et des minorités dans nos organisations : il faut s'habituer à vivre avec.

– Est-ce une politique alternative regroupant les opposants à Marc Blondel que vous proposez?

– Je ne sais pas s'il faut proposer une politique alternative. Il faut d'abord de vrais débats à tous les niveaux de la confédération sur les vrais problèmes et non sur les vieilles lunes idéologiques. C'est par ce moyen que nous pourrons refaire notre unité. Les querelles de personnes ne présentent aucun intérêt.

Assurer des services

– Votre UD de Paris vient de lancer la carte « FO Plus ». Le développement des services est-il une solution à la crise du syndicalisme?

– Je ne crois pas qu'on puisse promouvoir un syndicalisme de services par opposition à un autre syndicalisme qui ne rendrait aucun service. Par contre le syndicalisme tout court doit pouvoir assurer à ses adhérents un certain nombre de services. La défense du locataire est un élément de la défense du pouvoir d'achat. On peut développer la mutualité pour ceux qui n'en bénéficient pas encore plutôt que de laisser le champ libre aux compagnies d'assurances.

»Notre projet « FO Plus » garantira à nos adhérents une assurance juridique dans de nombreux domaines de la vie civile et de la consommation. Je préfère cela plutôt que de laisser tel banquier ou tel assureur proposer à ses clients de les défendre dans le domaine du droit du travail. La défense syndicale n'a rien à gagner à ces formes de sous-traitance. Bien sûr, ce n'est pas révolutionnaire et l'essentiel pour le syndicat c'est d'être d'abord dans les entreprises et notamment dans les plus petites. Mais cela peut l'aider à avoir plus d'adhérents et à les garder ».

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT

M. Rocard propose un calendrier au CNPF

Le relèvement du SMIC sera lié à l'ouverture de négociations salariales

« Le gouvernement n'arrêtera sa position définitive sur la hausse du SMIC qu'au 1er juillet en fonction des positions que prendront les partenaires sociaux sur la relance des négociations de branche ». M. Michel Rocard a proposé un marché tout à fait clair au CNPF, vendredi 8 juin, lors de la réunion exceptionnelle de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC). Si le patronat accepte une amélioration des déroulements de carrière des basses et moyennes rémunérations, *« le gouvernement accompagnera cette relance de la négociation en faisant évoluer le SMIC comme le taux de salaire horaire, c'est-à-dire le salaire minimal comme le salaire moyen »* a explicité le premier ministre. Le 26 juin, lorsque se réunira de nouveau la CNNC, un calendrier devra être fixé afin d'engager *« immédiatement »* des discussions dont le terme ne devra pas excéder le 31 décembre 1992.

S'il a qualifié de *« franchement inacceptable »* le fait que certaines *« règles de progression à l'ancienneté (...) deviennent inopérantes »*, le premier ministre a admis que *« la meilleure solution est une relance de la négociation (...) accompagnée d'une politique du SMIC comportant, comme en 1988 et 1989, des coups de pouce limités »*. Une trop forte progression du SMIC, a-t-il insisté, serait *« contre-productive en terme d'emploi »* : une hausse de 10 % (comme celle qui avait été accordée en juin 1981...) *« conduirait à 400 000 chômeurs de plus »*.

La balle est donc dans le camp des organisations professionnelles. Le président de chacune d'entre elles recevra dans les prochains jours une lettre du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, les invitant à prendre contact avant le 1er octobre avec leurs interlocuteurs syndicaux. Se sentant quelque peu pris au piège, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, s'est placé sur la défensive. La procédure choisie par le gouvernement lui est apparue *« un peu étonnante »* et, soucieux de ne pas donner l'impression de cautionner ce qui ressemble fort à une mise endemeure aux fédérations patronales, il a réclamé *« un délai de réflexion »*.

Les syndicats se sont déclarés partisans d'une relance des négociations salariales, en regrettant la prudence de M. Rocard sur la prochaine revalorisation du SMIC. Des contacts vont se nouer entre pouvoirs publics et partenaires sociaux pour préparer la séance du 26 juin à l'issue de laquelle ils devront s'entendre sur un relevé de conclusions.

JEAN-MICHEL NORMAND

Investissement suédois dans le Bordelais

EKA Nobel va s'implanter en Gironde

BORDEAUX

de notre correspondante

EKA Nobel, filiale du suédois nobel industries, va implanter en gironde une unité de chlorate de sodium, matière de base pour la production de dioxyde de chlore servant au blanchiment de la pâte à papier. D'une capacité de 50 000 tonnes, elle créera 50 à 70 emplois et serait opérationnelle début 1992. l'investissement sera de l'ordre de 300 millions de francs.

EKA Nobel, premier producteur mondial de chlorate de sodium, portera ainsi sa capacité à 510 000 tonnes/an. Elle réalise actuellement 2 milliards de chiffre d'affaires et emploie 1 700 salariés en Suède, au Canada et aux USA et mise sur le développement des agents de blanchiment moins polluants que le chlore organique, au profit du dioxyde de chlore, de l'eau oxygénée et de l'oxygène.

Selon M. Gunar Eidem, responsable des implantations à l'étranger, la société a choisi le bordelais pour *« sa bonne localisation géographique pour l'Europe du sud »* et les tarifs *« compétitifs »* consentis par EDF. Car le chlorate de sodium exige beaucoup d'énergie et l'électricité représente 35 % de son prix de vente. La DATAR accordera une prime d'aménagement du territoire dont la hauteur n'est pas fixée mais de toute façon *« inférieure à 5 % de l'investissement »*. EKA Nobel participe en effet à la reconversion de la presqu'île d'Ambès, naguère vouée à la chimie et à la pétrochimie mais en friche depuis le début des années 80. Elf y a fermé une raffinerie et EDF mis sous cocon une centrale thermique. La SOFREA, société financière d'Elf, qui soutient habituellement les implantations sur la presqu'île, est la seule à ne pas prêter main forte au chimiste, concurrent potentiel d'Atochem. M. Eidem a assuré enfin que l'usine ne ferait *« en principe pas de rejet dans la Garonne ni dans l'atmosphère »*.

GINETTE DE MATHA

La Conférence monétaire internationale de San-Francisco

Les banques dans l'arène internationale

C'est dans l'optimisme que la conférence monétaire internationale annuelle a conclu jeudi 7 juin ses assises en californie. la détente du climat politique en europe de l'est, ajoutée à l'absence de pressions inflationnistes majeures, a sous-tendu la bonne humeur des deux cents banquiers mondiaux. les orateurs ont même su éviter quelques lieux communs, signe que la finance internationale bouge, mue par une propension inhabituelle à l'autocritique.

SAN-FRANCISCO

correspondance

L'aéropage, assemblé dans les salons rococo de l'hôtel Fairmont de San Francisco, ne manquait guère de cibles. Au premier chef, l'indolence des autorités publiques américaines, face au dérapage budgétaire des années 80. M. Paul Volker, l'ancien dirigeant du Federal Reserve Board devenu le président de la banque privée James D. Wolfensohn, a réitéré ses critiques : *« Les pouvoirs publics ont perdu le contrôle de l'économie à cause de l'absence d'un taux d'épargne décent »*, a-t-il constaté, ajoutant même *« je doute qu'ils puissent un jour se rattraper »*. Le secrétaire d'Etat au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est efforcé, quant à lui, de demander au Congrès de cesser de *« jouer à colin-maillard »* et d'adopter des règles strictes de coupes budgétaires.

En second lieu, la conférence a permis aux anti-soviétiques d'exprimer largement leurs vues. L'incertitude à propos de l'avenir politique de M. Gorbatchev s'est mêlée au *mécontentement lié au retard dans* le règlement des emprunts par les autorités de Moscou. M. John Reed, le patron de City Corp., la seconde banque mondiale, n'a pas mâché ses mots : *« Auparavant, les Russes payaient rubis sur l'ongle »* ; l'abandon du système décentralisé déroute tous les dirigeants et même les banquiers occidentaux.

Le rôle des outils informatiques

La conférence internationale a cependant surpris par l'intérêt sincère porté à la protection de l'environnement : l'idée fait son chemin que les banques ont une responsabilité dans ce domaine au moment d'attribuer les prêts. *« L'invitation de certains industriels à cet événement, montre a priori que les banquiers portent moins d'oeillères qu'on ne leur en prête »*, remarquait complaisamment le PDG de Ciba Geigy.

La nécessité de mieux appréhender les risques, passe – consensus rare – par un renforcement du rôle des outils informatiques. Bankers Trust et Morgan Stanley consacrent chacune plus de cent millions de dollars par an à la mise en place de systèmes de gestion, d'analyse et d'optimisation de leurs portefeuilles. *« Ces investissements portent leurs fruits,* affirme M. Dick Fisher, dirigeant de Morgan Stanley, dont un tiers des profits proviennent des salles de marché.

La surprise majeure a émané des débats sur la réglementation bancaire. Du fait de l'incapacité à contrôler les flux de capitaux et de devises, les normes établies par les banques centrales contreviennent à leurs objectifs initiaux, disent les financiers, soutenus par leurs autorités monétaires. *« Le cycle d'innovation dans les salles de marché a déjoué les textes les plus sincères »*, raconte avec amertume le patron de la Morgan Guaranty Trust. En fait, les Européens partis en retard, ont bénéficié des insuffisances américaines. Pour les banquiers nippons la collusion parfaite avec le ministère des Finances qui maintient un oeil vissé sur leurs livres et *« sussurre des suggestions »*, selon l'expression de M. Yasufuku, numéro 2 de la Sanwa Bank, crée une structure consensuelle entre intérêts publics et privés.

De son côté M. Alan Greenspan, le patron du Fed, n'a pas ménagé ses critiques envers le microcosme. D'une part, le débat sur le risque ne saurait obérer l'incapacité de ces institutions à s'auto-réguler. Le scandale des Savings & Loans où des centaines de dirigeants se sont enrichis aux frais du contribuable américain, laissera des traces et incitera à une vigilance redoublée, malgré les discours d'assouplissement du carcan de règles. *« On ne peut à la fois coûter six cents milliards de dollars à la collectivité et demander qu'elle détache les menottes »*, concluait, sardonique, un banquier de Boston.

Les financiers, habituellement peu enclins à la philanthropie, ont évoqué d'autre part les conséquences désastreuses pour les pays endettés du Tiers-monde du déficit des Etats-Unis. *« Le maintien d'un fort taux d'intérêt réel, a assèné un coup fatal aux économies en reconstruction »*, remarquait vivement un banquier néerlandais, polémiquant avec le secrétaire d'Etat américain.

Enfin, *« les critiques acerbes à l'égard du système soviétique, accompagnées de compliments à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev, tiennent du double langage »*, assure un banquier français expert des pays de l'Est. Tout le monde s'accorde en effet à accepter la nécessité de renforcer la nouvelle Europe, mais personne ne se presse au portillon.

ALEX SERGE-VIEUX

Le Cocom assouplit le contrôle des exportations technologiques vers l'Est

Les dix-sept pays occidentaux membres du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) ont décidé jeudi 7 juin de réduire les restrictions qu'ils imposaient depuis 1949 aux ventes de technologie aux pays communistes.

Réduction quantitative d'abord : la « liste noire » est amputée de trente chapitres sur cent seize. D'ici à la fin de l'année, une nouvelle liste va être établie, réduite aux technologies les plus stratégiques. La RDA n'est pratiquement plus touchée par les interdictions, à l'exception de quelques technologies ultra-sensibles.

L'URSS et les autres pays de l'Est bénéficieront d'un accès plus facile aux exportations occidentales dans trois domaines : les ordinateurs (exportation libre jusqu'à 275 mégabits par seconde, « facilités » jusqu'à 500, examen au cas par cas au dessus de 1 000); les machines-outils (jusqu'à une précision de 3 microns pour certaines applications); les télécommunications (avec un traitement plus favorable pour la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie).

Hitachi aurait échantillonné une mémoire de 64 mégabits

Nouvel épisode dans la course à la puissance sur les puces électroniques : le Japonais Hitachi affirme qu'il a développé un prototype de mémoire dite « dynamique » de 64 mégabits, 16 fois plus puissante que les modèles dernier cri.

Hitachi serait le premier constructeur mondial à échantillonner ces puces hyper puissantes. Hitachi devrait entamer en 1995 la commercialisation de ce nouveau composant qui rassemble 140 millions d'éléments différents sur une surface de deux centimètres carrés. Il prend de vitesse tous ses concurrents, notamment Fujitsu et NEC, qui n'en sont qu'au développement des technologies liées à la production de ces mémoires, et IBM qui a conclu en janvier un accord avec Siemens pour développer une puce de 64 megabits.

Mais, sachant que les annonces, dans ce secteur, font partie de la guerre psychologique, certains tempèrent cette information.

Un séminaire de l'OCDE sur les initiatives locales

La création de petites entreprises : des recettes pour l'Est

Même dans les plus grands pays industriels l'emploi se crée par le bas : l'an dernier, 950 000 Américains, 390 000 Italiens, 300 000 Allemands et 270 000 Français ont créé une entreprise. La grande majorité d'entre eux l'ont fait pour s'assurer à eux-mêmes un revenu mais certains – la catégorie dite des « bâtisseurs » – ont vocation à développer leur activité et emploieront en peu d'années des dizaines, voire des centaines de personnes.

Forte de ce constat, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), associée pour l'occasion à la SPI, une filiale financière du groupe public italien IRI pour la promotion des jeunes entreprises, a organisé, les 5 et 6 juin, à Trieste, un séminaire international qui avait pour but de présenter à des interlocuteurs des pays de l'Est les enseignements des expériences occidentales en matière de création d'entreprises au niveau local.

TRIESTE

de notre envoyée spéciale

Sur le diagnostic, il y a peu de divergences : les PME sont le socle des économies saines. Elles assurent le renouvellement du tissu industriel, l'innovation et la diffusion technologique. Elles sont à l'origine de la plupart des emplois créés (plus de 80 % des créations aux Etats-Unis entre 1981 et 1985 ont été le fait d'entreprises de moins de vingt salariés). Du point de vue des statistiques d'emploi, les chiffres sont aussi impressionnants. Au japon, plus de 80 % des salariés travaillent dans des PME.

Cela posé, on est resté, lors du séminaire de Trieste, en pleine ambiguïté, et la démonstration à l'usage des « économies européennes en transition » n'en a pas été clarifiée. Parle-t-on de la même chose lorsqu'on évoque l'essaimage d'entreprises de haute technologie dans la Silicon Valley (dont certaines sont devenues en quelques années leaders mondiaux sur leur marché) et, comme l'a fait une intervenante française, le recyclage des piqueuses-surjeteuses de la région de Roanne comme ouvrières dans l'industrie électronique ? D'un côté, les marchands de glaces et les chantiers de formation pour jeunes en difficulté, de l'autre l'effort d'internationalisation des PME japonaises qui sont des milliers à investir à l'étranger ?

M. Carlo Patrucco, vice-président de la *Confidustria*, le patronat italien, l'a dit ouvertement : *« On a fait une confusion désastreuse entre la lutte contre le chômage et l'aide à la création d'entreprises. Ce sont des démarches différentes. »*

Traitement social ou traitement économique du chômage, M. Nicolaï Chmeliov, le conseiller économique du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, est resté rêveur devant ces arguties : *« Nous aurons besoin de toutes les initiatives, vraiment toutes, pour faire face au chômage*, avoue-t-il sans fard. *Dans chacune de nos usines, il y a au moins 25 % de personnel excédentaire. Au total, ce sont 25 à 30 millions de personnes qui vont perdre leur travail. Il faut absolument leur trouver une occupation. Mais je ne vois pas les choses se mettre en place très vite. Nous sommes dans une période chaotique. »* A la question de savoir si les PME occidentales doivent tenter leurs chances sur le marché de l'URSS, le responsable soviétique répond par un « non » catégorique. *« Trop risqué. Il faut de très grands groupes, très solides pour faire quelque chose chez nous, dans la situation présente. »*

Le vice-président du patronat italien a lancé, à l'usage des PME de la Péninsule, un avertissement presque aussi sévère : *« Les Soviétiques ne paient plus. Des centaines de conteneurs sont bloqués dans leurs ports, chargés de machines neuves, de voitures. Ce qu'il faut maintenant c'est qu'ils produisent avec le matériel qu'ils ont, les qualifications qu'ils ont et, pour faire fonctionner des usines comme elles sont, les PME italiennes sont les championnes du monde. »*

SOPHIE GHERARDI

EN BREF

□ **Conagra va racheter Beatrice. –** Le groupe agro-alimentaire Conagra va racheter la firme de produits alimentaires Beatrice Co pour un montant de 1,34 milliard de dollars (7,6 milliards de francs), ont annoncé les deux sociétés américaines le jeudi 7 juin. Beatrice avait été rachetée en avril 1986 par la firme d'investissements KKR qui, depuis cette date, la revend par morceaux. D'après M. Charles Harper, le président de Conagra, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à *15 milliards de dollars* (85,5 milliards de francs), l'acquisition de Beatrice constitue *« une opportunité stratégique majeure »*. L'accord prévu entre les deux sociétés, dont l'application reste soumise à l'approbation des autorités fédérales, prévoit le versement de 626 millions de dollars au comptant et de 710 millions de dollars en actions Conagra.

□ **Lafarge-Coppée conclut un accord avec une entreprise de *RDA*. –** *Lafarge Coppée, deuxième* cimentier mondial, a annoncé, vendredi 8 juin, qu'il venait de signer un accord de coopération avec Karsdorf la plus importante unité cimentière d'Allemagne de l'Est. Cet accord de principe, qui doit encore recevoir l'agrément des *autorités de RDA, prévoit* une contribution du groupe Lafarge-Coppée à la modernisation de l'usine de Karsdorf et fixe le principe d'une prise de participation significative du groupe français au capital de l'entreprise est-allemande.

□ **M. Léon Bressler va quitter la direction de Lanvin. –** M. Léon Bressler a confirmé le vendredi 8 juin l'information donnée par le *Journal du textile* selon laquelle il quitterait la présidence de la maison de haute couture après la présentation de la prochaine collection. Depuis dix-huit mois, M. Bressler a successivement assuré la reprise de Lanvin par la Midland Bank, le désendettement et le redressement de cette maison ainsi que l'embauche du créateur Claude Montana. Il a aussi participé aux négociations qui ont abouti en février à la cession par la Midland de Lanvin à Orcofi fondée par la famille Vuitton et au groupe de cosmétiques L'Oréal pour 500 millions de francs.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 JUIN AU 8 JUIN

PARIS

Coup de froid sur le CAC

INDICE CAC 40

-3,1 %

Au lendemain du long week-end de la Pentecôte, l'atmosphère s'est épaissie rue Vivienne sous le double effet des déclarations politiques concernant les projets de taxations mobilières et de l'incertitude liée à l'évolution des taux d'intérêt. Le marché a vécu sa deuxième semaine consécutive de baisse et les pertes sont allées en s'aggravant. Alors que le recul s'était limité à 1,1% lors de la dernière semaine de mai, il dépassait les 3% au terme de ces quatre séances. Cette correction a ainsi quasiment annnulé toute l'avance enregistrée lors de la reprise de printemps. Au soir du 8 juin, le gain de l'indice CAC 40 depuis le 31 décembre n'était plus que de 1%. Il s'était apprécié de 6,4% au plus fort de la hausse spectaculaire d'avril, effaçant ainsi les séquelles du *«krach larvé»* de février.

L'offensive sociale lancée par le président de la République, le 29 mai à Auxerre, et sa critique contre ceux qui *« gagnent de l'argent en dormant »* a jeté un froid immédiat sur le marché. Froid d'autant plus vigoureux que ce coup de barre à gauche intervient à un moment où le marché cherche ses marques et doute d'une possibilité de détente des taux d'intérêt. La publication officielle, mercredi, du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine n'a fait qu'alourdir la tension. Ce jour-là l'indice CAC 40 se dépréciait de 1,16%, vivant ainsi sa cinquième journée consécutive de baisse. Même si *«la politique de la France ne se fait pas à la corbeille»*, comme le disait le général de Gaulle, le premier ministre s'empressait dès mercredi de rassurer les milieux financiers. M. Michel Rocard affirmait alors devant les députés que la France ne pouvait accepter une pénalisation accrue des activités boursières sans pénaliser les investissements et la libre circulation des capitaux.

De son côté, dès jeudi, le ministre de l'économie, M.Pierre Bérégovoy, rappelait que toute décision nationale en matière de fiscalité du patrimoine *«doit s'inscrire dans le contexte européen de liberté des mouvements de capitaux»*. Ces déclarations modérées réussissaient à calmer momentanément le jeu et jeudi l'indice CAC 40 redevenait positif en s'appréciant de 0,25%. Las !, ce léger ressaisissement n'était que temporaire et vendredi la Bourse reprenait le chemin de la baisse (-1,42%), en raison également des incertitudes liées à la conjoncture internationale et surtout à l'évolution des taux d'intérêt tant aux Etats-Unis qu'en Allemagne. Une détente du loyer de l'argent Outre-Rhin semble écartée pour l'instant, ce qui rend peu probable une opération similaire en France qui pourrait relancer le marché.

Un message de prudence

Dans ces conditions, la réserve semble être de rigueur chez la plupart des intervenants. Dans la synthèse mensuelle consacrée aux valeurs, les analystes de la société de Bourse Dupont Denant concluent: *« Pour les semaines à venir, nous retenons un message de prudence : attendre la confirmation de l'optimisme américain, laisser s'éclaircir le paysage des taux d'intérêt en Europe et donner la préférence à la visibilité, à la sécurité et au rendement. »* Même souci à la société de gestion Fimagest qui vient de sortir le premier numéro d'une lettre mensuelle: *«Sauf à ce que de nouvelles et vastes opérations financières ne viennent relancer la cote ou à ce qu'une improbable baisse des taux ne réentraîne le marché, la Bourse de Paris devrait au mieux se stabiliser dans ses niveaux actuels au cours des prochaines semaines et, eu égard aux niveaux atteints, justifie à court terme une approche prudente et sélective .»* Enfin la banque Indosuez, dans sa revue *Perspectives*, après avoir constaté que *« les ressorts internes du marché boursier se sont émoussés»*, estime qu'*« un «renforcement des positions est sans doute prématuré, même si une progression supplémentaire des cours de l'ordre de 10% est tout à fait possible à l'horizon de la fin de l'année »*.

Peu d'événements ont marqué la semaine, si ce n'est la tenue de quelques assemblées générales. A la Lyonnaise des eaux, leprésident, M. Jérôme Monod, a présenté les modalités de son augmentation de capital de 2 milliards de francs par émission d'obligations convertibles en actions. A Marseille, M. Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation mixte prévoit plus de 5 milliards de francs de résultats cette année. Enfin, si, chez LVMH, M. Bernard Arnault, président du groupe de luxe, n'envisage pas de diviser son titre, les actionnaires des Ciments français ont choisi quant à eux cette option. Dès 1991, le nominal des actions sera réduit de 75 à 25 francs, et le nombre d'actions sera ainsi multiplié par trois. Son concurrent Lafarge avait adopté la même politique en début d'année en divisant par quatre la valeur de ses titres. Ils n'ont jamais, depuis, été autant recherchés...

DOMINIQUE GALLOIS.

Bâtiment, travaux publics

	8-6-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 188	+ 54
Bouygues	659	- 7
Ciments français	1 784	- 7
Dumez	606	- 31
GTM	1 650	- 77
Immob. Phénix	119	- 4,50
J. Lefebvre	961	- 28
Lafarge	467	- 21
Poliet et Chausson	625	- 19
SGE-SB	254,60	- 13,50

Filatures, textiles

	8-6-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 640	+ 10
BHV	777	- 15
CFAO	600	+ 7
Damart	3 150	- 200
DMC	572	- 22
Galeries Lafayette	1 870	+ 15
La Redoute	3 420	- 169
Nouvelles Galeries	785	- 16
Printemps	656	- 54
SCOA	26,20	- 1,70

Alimentation

	8-6-90	Diff.
Beghin-Say	913	- 17
Bongrain	3 365	- 115
BSN (1)	845	- 14,50
Carrefour	3 526	- 109
Casino	145,80	+ 3,30
Euromarché	3 880	- 40
Guyenne et Gasc.	1 116	- 4
LVMH	4 548	- 48
Nestlé (2)	35 250	- 320
Occid. (Gle)	768	- 26
Olipar	387	+ 2
Pern.-Ricard	1 234	- 49
Promodès	4 051	- 139
St-Louis-Bouchon	1 530	- 48
Source Perrier	1 662	- 18

(1) Coupon de 11,50 F.
(2) Coupon de 520 F.

Produits chimiques

	8-6-90	Diff.
Inst. Mérieux	5 010	+ 200
Labo. Bell	2 695	- 103
Roussel-Uclaf	2 296	- 14
BASF	1 001	- 19
Bayer	1 035	+ 15
Hoechst	985	- 19
Imp. Chemic.	116	+ 1,50
Norsk Hydro	175,50	- 5,50

Valeurs diverses

	8-6-90	Diff.
Accor	984	- 18
Air liquide	734	- 19
Arjomari	2 472	- 63
Bic	670	+ 41
Bis	648	- 37
CGIP	1 342	- 87
Club Méditerranée	634	- 15
Essilor	2 594	- 106
Euro-Disney	105	- 2,50
Europe 1	1 372	- 27
Eurotunnel	49,50	- 2,75
Groupe Cité	895	- 30
Hachette	398	- 7
Havas	652	- 28
Navigation mixte	1 715	- 15
Nord-Est	193,80	- 5,70
L'Oréal	5 140	- 160
Saint-Gobain	563	- 22
Sanofi (1)	1 007	+ 1
Saulnes Châtillon	327	+ 11
Skis Rossignol	1 050	- 20

(1) Coupon de 22 F.

Pétroles

	8-6-90	Diff.
BP-France	142,50	- 11,60
ELF-Aquitaine	680	- 20
Esso	687	- 26
Exxon	274,50	- 2
Petrofina (2)	2 000	+ 38
Primagaz	758	- 42
Raffinage (Fr.de)	213	- 11
Royal Dutch (1)	430	- 10,50
Sogerap	461	- 39
Total	665	- 33

(1) Coupon de 9.90 F.
(2) Coupon de 68 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	8-6-90	Diff.
AGF	1 110	- 45
Bail Equipement	319,50	- 10,50
Bancaire (Cie)	580	- 44
Cetelem	600	- 33
CCF	232,60	- 7,40
CFF	1 306	- 28
CFI	517	+ 17
Chargeurs	1 041	- 37
CPR	463	- 14
Eurafrance	2 090	- 94
GAN	2 119	- 71
Hénin (La)	704	+ 49
Locafrance	498	+ 8
Locindus	858	- 12
Midi	1 338	- 37
Midland Bank	165	inch.
OFP	1 940	+ 10
Paribas	641	- 8
Prétabail	1 210	+ 14
Schneider	1 060	- 20
Société générale	599	+ 7
Suez (Cie fin.)	442,40	- 20,10
UAP	613	- 11
UCB (*)	236,10	+ 4,10

Matériel électrique

	8-6-90	Diff.
CGE	620	- 18
CSEE (ex-Signaux)	380	- 27
Générale des eaux	2 605	- 103
IBM	695	+ 5
Intertechnique	1 354	- 38
ITT	332	+ 3
Legrand	4 420	- 83
Lyonnaise des eaux	682	- 35
Matra	392,30	- 8,80
Merlin-Gerin	6 050	- 200
Moulinex	118,90	- 1,20
PM Labinal	1 080	+ 18
Radiotechnique (1)	685	- 11
Schlumberger	320,10	- 14,40
SEB	1 300	- 35
Sextant-Avionique	683	- 4
Siemens	2 433	- 32
Thomson-CSF	126,10	- 1,80

(1) Coupon de 15 F.

Matériel électrique

	8-6-90	Diff.
CGE	620	- 18
CSEE (ex-Signaux)	380	- 27
Générale des eaux	2 605	- 103
IBM	695	+ 5
Intertechnique	1 354	- 38
ITT	332	+ 3
Legrand	4 420	- 83
Lyonnaise des eaux	682	- 35
Matra	392,30	- 8,80
Merlin-Gerin	6 050	- 200
Moulinex	118,90	- 1,20
PM Labinal	1 080	+ 18
Radiotechnique (1)	685	- 11
Schlumberger	320,10	- 14,40
SEB	1 300	- 35
Sextant-Avionique	683	- 4
Siemens	2 433	- 32
Thomson-CSF	126,10	- 1,80

(1) Coupon de 15 F.

Métallurgie construction mécanique

	8-6-90	Diff.
Alspi	555	- 6
Avions Dassault-B	524	+ 19
De Dietrich	1 955	- 13
Facom	1 751	- 50
Fives-Lille	402	- 24
Marine Wendel	432 50	- 14,50
Penhoët	605	- 10
Peugeot SA	820	- 4
Sagem	1 431	- 11
Strafor	1 285	+ 16
Valeo	620	- 2
Vallourec	365	- 14

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Lafarge-Cop.	1 158 894	563 905 355
Peugeot SA	615 175	505 082 115
Thom. S.A. TP 83.	390 231	493 335 857
Suez financière	812 646	370 322 530
CGE	502 340	316 907 652
Eaux (Gén. des).	118 217	315 028 314
BSN	338 533	300 061 679
Elf-Aquitaine	426 414	293 965 424
LVMH	52 509	240 922 351
SPEP	302 353	211 726 754
Rhône-Poul. CIP.	442 763	205 171 995
L'Air liquide	262 620	197 103 657
L'Oréal	35 060	182 409 001
Auxil. Ent.	146 243	167 841 251

(*) Du vendredi 1er juin 1990 au jeudi 7 juin 1990 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SADE	+ 9.4	M. P.Salsigne	-10,8
Henin (La)	+ 7,9	Salomon SA	- 9,9
SAT	+ 6,4	BP France	- 9
BIC	+ 6,3	Concept	- 8,2
Auxil. Entr.	+ 6,2	Géophysique	- 8
Ingenico	+ 5.4	Sogerap	- 7,8
Via Banque	+ 4.7	Printemps	- 6.7
Dassault	+ 3,8	CGIP	- 6,2
Locafrance	+ 3.7	Bis	- 6,1
Saulnes-Regr.	+ 3,5	Damart SA	- 6
CFI	+ 3,4	Docks de Fr.	- 6
SFIM	+ 3,1	AGF	- 5,9
Casino	+ 2,7	Cetelem	- 5,7
Inetal	+ 2,4	Fives Lille	- 5,6

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 1-6-90	Cours 8-6-90
Or fin (kilo en barre)	67 100	65 150
- (kilo en lingot)	67 200	65 400
Pièce française (20 fr.)	399	392
• Pièce française (10 fr.)	400	402
Pièce suisse (20 fr.)	427	421
Pièce latine (20 fr.)	387	378
• Pièce tunisienne (20 fr.)	382	378
Souverain	490	477
• Souverain Elizabeth II	492	494
• Demi-souverain	389	389
Pièce de 20 dollars	2 300	2 310
- 10 dollars	1 205	1 220
• - 5 dollars	725	725
- 50 pesos	2 500	2 480
• - 20 marks	546	518
- 10 florins	398	392
• - 5 roubles	280	282

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 juin 1990
Nombre de contrats : 60 267.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Premier	-	-	-	-
+ haut	101,62	101,68	101,72	101,70
+ bas	101,24	101,26	101,34	101,40
Dernier	101,26	101,28	101,34	101,40
Compensation	101,26	101,28	101,38	101,38

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 juin	5 juin	6 juin	7 juin	8 juin
RM	-	1 988 746	2 468 051	2 289 767	-
Comptant R. et obl.	-	10 412 299	7 769 192	7 748 353	-
Actions	-	238 048	466 721	490 154	-
Total	-	12 639 093	10 703 964	10 528 274	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)					
Françaises	-	100,8	99.8	100	-
Etrangères	-	97.8	97.5	97.2	-
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	-	557.4	551.6	548.5	548,7
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	-	2 069,43	2 045.43	2 050,45	2 021.41

NEW-YORK

Sous la barre des 2900 points

INDICE DOW JONES

-1,3 %

Wall Street qui avait débuté la semaine sur un nouveau record (2935,19 le 4 juin), a ensuite subi la pression des prises de bénéfices, renforcée par les inquiétudes sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles est retombé sous la barre des 2.900 points qu'il avait franchie à la fin de la semaine précédente, terminant à 2.862,38 en baisse de 1,34% par rapport à la clôture de vendredi dernier. La semaine avait pourtant fort bien débuté, la poursuite du mouvement de baisse des taux d'intérêt obligataires permettant à l'indice d'atteindre un nouveau sommet. Le taux des bons du trésor à 30 ans, principale valeur de référence, tombé mardi matin à 8,38% alors qu'il se situait au-dessus de 9% cinq semaines auparavant, a commencé peu après à entamer une remontée, fluctuant entre 8,41 et 8,45% jusqu'à la la fin de la semaine. Les analystes ont d'abord attribué ce redressement des taux d'intérêt à la chute des cours du pétrole et les dégagements boursiers à une correction technique aux gains de 10,97% enregistrés depuis le 27 avril. Les intervenants estimaient alors que le Dow-Jones, après avoir volé de record en record depuis la mi-mai marquait une pause, avant de reprendre sa lancée vers la barre des 3.000 points. Ce sentiment s'est ensuite dégradé après les déclarations faites par plusieurs responsables de la Réserve Fédérale américaine (FED) au *Wall Street Journal*. Les experts ont conclu de cet article que la principale préoccupation de la FED étant de contenir les pressions inflationnistes, cet organisme ne ferait pas baisser davantage les taux d'intérêt, à moins que la faiblesse de la croissance ne menace de se transformer en récession. N'attendant pas de statistique économique cette semaine, les milieux boursiers ont alors jugé prudent de prendre des bénéfices en espérant que plusieurs indicateurs importants devant être publiés la semaine prochaine permettront de mieux évaluer la conjoncture.

Indice Dow Jones du 8 juin: 2.862,38 (contre 2.900,97).

	Cours 1-06	Cours 08-06
Alcoa	66 3/4	67
ATT	42 1/8	42 1/8
Boeing	84 3/8	83 1/8
Chase Man. Bank	27	26 7/8
Du Pont de Nemours	40 1/8	39 3/8
Eastman Kodak	39 5/8	42
Exxon	47 7/8	47
Ford	46 7/8	46 1/8
General Electric	69 1/2	68 1/2
General Motors	49 5/8	48 3/4
Goodyear	35 5/8	34 1/2
IBM	119 3/8	119 1/8
ITT	58 3/4	57 1/8
Mobil Oil	62 3/8	61 3/8
Pfizer	65	63 7/8
Schlumberger	58	56 1/8
Texaco	59 1/2	57 1/4
UAL Corp. (ex-Allegis)	159	157 1/8
Union Carbide	20	20 3/8
USX	33 3/4	33 1/2
Westinghouse	37 1/8	37 1/2
Xerox Corp.	47 1/8	46 7/8

TOKYO

Etale

INDICE NIKKEI

+0,3 %

Tokyo a vécu une semaine calme ne réagissant pas à l'euphorie de Wall Street en début de semaine. *« Il n'y a ni facteur positif ni facteur négatif pour exciter les marchés »*, constate M. Alfred Janicki de Paribas Capital Market (Japon). Sur toute la semaine, l'indice Nikkei est resté parfaitement étale. Il a clôturé vendredi à 32 993,29 yens. C'est tout juste si, se piquant d'audace jeudi, il a brusquement gagné 200 points. Pour en reperdre autant vendredi. Reflet du manque d'intérêt, les volumes ont régressé pour tourner autour de 600 millions de titres traités.

Le dénouement de contrats à terme sur indice Nikkei et Topix, prévu pour vendredi, a renforcé l'attitude générale de « wait and see ». On redoutait des ventes plus importantes que prévu des maisons d'arbitrage. Ce qui n'a d'ailleurs pas eu lieu.

« Sur le fond, la Bourse reprend par paliers. Et 34 000 yens est un seuil qu'elle a du mal à franchir », juge M. Alfred Janicki. Les investisseurs se sont brûlé les doigts en février et mars et restent circonspects. D'autant plus que Tokyo a regagné plus d'un tiers du terrain perdu. Ce qui est loin d'être négligeable. La prochaine étape devrait être la barre des 34 000 à 34 500 yens. Seuls quelques titres ont animé les séances. En particulier ceux des sociétés pétrolières. Une rumeur lancée par le quotidien économique *Nihon Keizai* sur la possibilité d'une contrat important de Nippon Oil en Arabie saoudite (un complexe pétro-chimique d'une valeur de 100 milliards de yens) a attiré l'intérêt sur ce secteur. Le démenti de Nippon Oil n'a pas suffi à calmer les mouvements autour de cette société et de ses concurrents (Nippon Mining, Ariabia Oil, Cosmos Oil).

Autre vedette : les roulements à billes. *« Il n'y a pas de raison particulière »*, juge Alfred Janicki. Oubliés pendant quelque temps, certains ont estimé qu'ils avaient un potentiel de hausse. Bref, un frisson spéculatif sur une Bourse d'huile.

Indices du 8 juin : Nikkei, 32 993,29 (contre 32 891,12) ; Topix : 2 411,78 (contre 2 407,24).

de notre correspondant
BRUNO BIROLLI

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
Akai	1 040	1 060
Bridgestone	1 570	1 570
Canon	1 760	1 780
Fuji Bank	2 800	2 730
Honda Motors	1 800	1 770
Matsushita Electric	2 150	2 200
Mitsubishi Heavy	1 050	1 060
Sony Corp.	8 550	8 630
Toyota Motors	2 530	2 550

LONDRES

– 0,2% Arrêt de la hausse

Après son envolée de la fin mai, la bourse de Londres a terminé le terme boursier dans la morosité la semaine écoulée, son élan étant coupé par une vague de prises de bénéfices à Wall Street et une série de nouvelles de sociétés décevantes. L'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui avait bondi de 4,6% la semaine précédente, a perdu 0,2% (4,8 points) par rapport au vendredi antérieur, à 2.366,6.

Indices *«FT»* du 8 juin: 100 valeurs, 2.366,6 (contre 2.371,4); 30 valeurs, 1.892,7 (contre 1.882,4); Fonds d'Etat, 78,76 (contre 78,67); Mines d'or,184,5 (contre 212,2)

	Cours 1 juin	Cours 8 juin
Bowater	524	521
BP	331	319
Charter	435	448
Courtaulds	348	339
De Beers (*)	15,44	14,75
Glaxo	788	806
GUS	13,63	13,38
ICI	12,03	12,14
Reuters	11,95	12
Shell	468	453
Unilever	648	695
Vickers	225	225

(*) En dollars.

FRANCFORT

– 1,8 % Revirement à la baisse

A l'image de la plupart des grandes places internationales, la vapeur s'est inversée à Francfort et la semaine s'est traduite par une baisse de 1,87 % effaçant les gains de la période précédente. Durant chaque séance la tendance est restée faible et, vendredi, les ventes les plus minimes ont suffi a faire baisser les valeurs. Le marché obligataire est demeuré tributaire des répercussions qu'aura la date fatidique du 1er juillet (entrée en vigueur de l'union monétaire interallemande) sur les prix et taux d'intérêts. Le taux moyen de rendement des emprunts publics a atteint 8.97 % (contre 8,95 % le 1er juin).

Indices du 8 juin : DAX 1 822,23 (contre 1 856,95), Commerzbank 2 238,9 (2 265).

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
AEG	298,90	290,80
BASF	303,30	298,30
Bayer	305,80	308,20
Commerzbank	283,70	276,50
Deutschebank	789,50	767,50
Hoechst	298,80	293,30
Karstadt	672	640
Mannesman	364,30	340
Siemens	728	719,10
Volkswagen	607,20	607,90

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'attention se porte sur l'eurolire

Jusqu'à la fin du mois de mai, un seul emprunteur souverain, le Danemark, avait sollicité le compartiment de l'eurolire. Depuis, en à peine une semaine, deux des signatures européennes les plus appréciées, la République d'Autriche et Electricité de France, qui bénéficie de la garantie de l'Etat, se sont présentées sur ce marché. La grande fermeté de la lire et la baisse des taux d'intérêt italiens ont fait de leurs opérations de grandes réussites. Les deux *emprunts sont swappés, celui* d'EDF étant particulièrement avantageux puisqu'il procure au débiteur des ressources en dollars qu'il lui faudra rémunérer à un taux de 0,6 % inférieur au Libor.

Ces transactions retiennent particulièrement l'attention, car elles montrent combien les emprunteurs de tout premier plan sont actuellement soucieux de diversifier leurs sources de financement. Des préoccupations de ce genre devraient d'ailleurs conduire à ouvrir pro*chainement le marché des* emprunts en pesetas espagnoles aux débiteurs étrangers autres que les banques internationales de développement, qui y ont déjà accès.

La dernière euro-opération d'EDF porte sur 150 milliards de lires (ce qui correspond à environ *700 millions de francs français).* Les titres, d'une durée de cinq ans, ont été lancés à 102,20 % du pair et seront rémunérés à 12,375 % l'an. L'émission est placée sous la direction de la Banca Commerciale Italiana.

Comme si elle avait voulu faire la preuve des incertitudes qui pèsent sur le marché des titres en marks, une des eurobanques allemandes les plus ingénieuses, Trinkaus & Burkhardt, a monté jeudi 7 juin une émission de 200 millions de DM qui devrait permettre aux investisseurs de profiter d'un éventuel mouvement de baisse des taux d'intérêt à court terme.

Il s'agit d'un emprunt à rémunération variable dont le rendement augmentera si le Libor en marks, baisse mais diminuera si ce taux de référence du marché monétaire *international monte. La transaction a été accueillie dans une indifférence presque totale*, rares étant ceux qui, pour le moment, tablent sur un repli des taux. L'emprunteur est un autre établissement de crédit, la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg, qui, de toute façon, y aura trouvé un mode de financement très intéressant car le produit de l'emprunt de l'opération est *swappe*.

Libéralisation du marché luxembourgeois

Dans environ trois semaines, le marché des emprunts libellé en francs luxembourgeois sera affranchi de presque toute contrainte. On *pourra y lancer des opérations* de toute taille sans avoir à respecter aucun calendrier. Malgré la réglementation à laquelle il est encore assujetti, l'activité primaire, *celle des nouvelles émissions, y a* été considérable ces derniers mois. Les 45 milliards de l'année dernière tout entière étaient déjà dépassés au début de mai, les titres ayant trouvé preneurs sans difficulté majeure.

Aussi, nombreux sont ceux qui se demandent si la liberté dont ce compartiment jouira à compter du 1er juillet ne va pas en faire une des grandes révélations de l'année. Il faut toutefois se garder de trop d'optimisme et surtout d'extrapo*ler à partir de l'évolution récente,* qui paraît devoir beaucoup à une conjoncture particulière.

Le franc luxembourgeois a la même valeur extérieure que le franc belge, monnaie dont les autorités de Bruxelles veulent faire entièrement partager le sort du mark allemand. Pour ce qui est du *niveau de l'intérêt, il est au Grand-*Duché moins élevé qu'en Belgique, la différence étant due principalement à l'absence de retenue à la source sur les revenus des placements de capitaux.

Mais dans les deux pays les taux de rendement sont toujours supérieurs à ceux du mark. On voit mal ce qui amènerait un débiteur international à lever des fonds en une monnaie directement liée à la devise allemande mais qu'il lui faudrait rémunérer davantage. Il *ne se prêterait à un tel exercice que* s'il pouvait en profiter pour conclure une intéressante transaction de swap.

De fait, c'est à de telles possibilités de swaps qu'on doit le gros de *l'animation du début de l'année* sur le marché du franc luxembourgeois. Un changement de nature fiscale décidé à Bruxelles, touchant la taxation des plus-values réalisées sur les placements en valeurs mobilières, avait provoqué d'importantes ventes de fonds d'Etat belges qui avaient encore deux ou *trois ans à courir. Aucune modifi*cation de ce genre n'ayant été annoncée au Grand-Duché, il s'en est ensuivi des disparités sensibles entre les taux d'intérêt servis en *Belgique* et au *Luxembourg*.

Les arbitrages que permettent de telles situations ne manquent jamais d'être exploités sur les marchés des obligations. Elles attirent une foule de débiteurs qui ne s'intéressent à l'emprunt qu'ils vont émettre que dans la mesure où ils savent en échanger le produit, à *des conditions très favorables*, contre des fonds libellés dans une autre devise dont ils ont l'emploi. Après un certain temps, des ajustements se produisent, ce qui a pour conséquence d'attirer de moins en moins d'emprunteurs internationaux.

Le marché luxembourgeois peut *toutefois compter sur une catégorie* particulière d'emprunteurs qui y sont mieux accueillis que sur d'autres places : celle des banques qui émettent des opérations subordonnées. Au Luxembourg, on fait moins la différence qu'ailleurs entre ces transactions et les emprunts de premier rang. Les souscripteurs, pour l'essentiel des particuliers, n'ont pas, à l'égard de cette catégorie d'obligations, la réserve dont font preuve les investisseurs institutionnels qui domi*nent la plupart des autres marchés.* Après swap, en dollars, il n'en coûte à une banque qui lève des fonds sous cette forme qu'à peine ou tout juste le taux du Libor. Deux établissements français sollicitent actuellement le marché luxembourgeois des emprunts subordonnés, la Banque Worms et Indosuez.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le métal jaune en disgrâce

Cette semaine, le cours de l'once d'or (31,1 grammes) est retombé à son plus bas cours depuis quatre ans, plus précisément depuis le 30 juillet 1986, à 352,80 dollars, terminant la semaine à 353,50 dollars.

Tout se conjugue en effet pour déprimer les cours du métal jaune: les ventes soviétiques, précédemment évoquées, la baisse des prix *du pétrole, l'interprétation des gra*phiques de cours et des allègements de lassitude. Les ventes soviétiques d'abord: elles auraient atteint 220 tonnes depuis le 1er janvier 1990, autant que pendant l'année 1989 toute entière, dont une cinquantaine de tonnes entre le 7 et le 11 mai dernier. Selon la maison de courtage Louis Dreyfus, ces ventes portent sur du métal mal raffiné, *«du métal ancien»*, ce qui signifierait que les Soviétiques *puisent* dans leurs stocks évalués à 2.500 tonnes .

Par ailleurs, ces mêmes Soviétiques auraient effectué de nombreux «swaps», c'est-à-dire des emprunts en devises sur six à douze mois gagés sur des dépôts de métal dans les coffres du prêteur, pour 200 à 300 tonnes, dit-on. Il est très probable qu'une bonne partie de ces gages devront être réalisés, faute de pouvoir rembourser les devises empruntées d'où la perspective de ventes ultérieures de métal.

On sait que ces ventes sont motivées par la nécessité de se procurer des devises, une quinzaine de milliards de dollars, pour payer l'importation de biens de consommation en URSS. Mais cent tonnes *d'or ne valant* qu'un peu plus d'un milliard de dollars, on voit que la cession de métal n'est guère suffisante pour régler la facture.

La baisse des prix du pétrole ensuite: elle entraînerait des ventes répétées en provenance du Moyen-Orient, 115 tonnes, entre le 23 et le 26 mars dernier et d'assez grosses quantités cette semaine, phénomène que certains relient à l'annonce d'une diminution du prix du brut saoudien.

En outre, le marché américain de la bijouterie , le plus gros du monde, est plutôt «mou», les stocks de la profession atteignant 200 tonnes en Europe et au Moyen Orient.

Enfin, l'approche du cours de 350 dollars l'once rend nerveux les *opérateurs. Ce cours est considéré* comme un seuil, dont l'enfoncement pourrait précipiter la baisse des cours, jusqu'à un niveau de 335 à 340 dollars ou même moins.

«Une période d'exagération à la baisse»

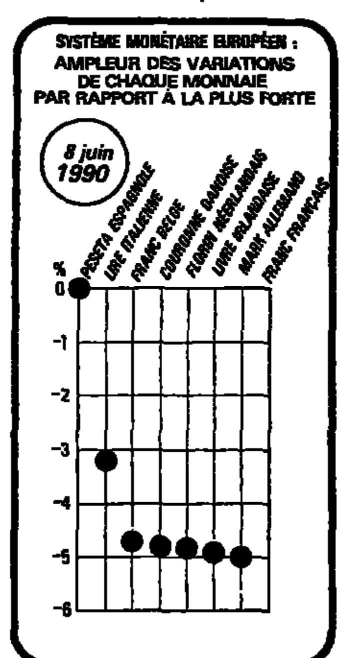
Selon M. Jean-Claude Martini, directeur général à la Compagnie parisienne de réescompte, l'une des deux sociétés françaises spéciali*sées en métaux précieux, qui s'était* montré très réservé lorsqu'une flambée spéculative poussa le cours de l'once à 425 dollars en février dernier, *«il semble que l'on entre dans une période d'exagération à la baisse, mais on pourrait voir plus bas dans l'immédiat».* Il souligne que le recul du prix du métal com*mence à avoir des répercussions* sur l'activité des mines, notamment en Afrique du sud où 30% de ces mines vont avoir besoin de subventions de l'Etat et où la production pourrait diminuer de 10%. Pour lui, il convient aussi de prendre garde à une forte dégradation de la situation à l'Est qui pourrait, d'un coup, faire monter brutalement les cours.

La conséquence est qu'à Paris le cours du lingot d' un kilo est retombé à 66.000 francs environ, au plus bas depuis juin 1982, après un record historique de 115.400 Francs à l'automne 1983. Quant à celui de la pièce de 20 francs, le Napoléon, il a glissé en dessous de 400 francs, au plus bas depuis octobre 1979, après un pic de 950 francs en 1981 . Pour un détenteur français, le placement en or est désastreux: pas d'intérêt ni de dividende, une dépréciation continue non seulement en francs nominaux mais encore en francs *réels* et *un* taux de 7% sur les transactions. Notons enfin que la prime de la pièce sur le lingot, c'est-à-dire la *survaleur de ladite pièce au prorata* du poids de métal contenu, est retombée de 70% en 1981-1982 à pratiquement zéro aujourd'hui. Une vraie ruine.

Sur les marchés des changes, le plus grands calme a régné, avec de faibles variations quotidiennes. Il convient de noter toutefois que le dollar est particulièrement soutenu. En revanche, le mark, périodiquement secoué par les craintes que soulèvent les conséquences éventuelles de l'union monétaire RFA-RDA, s'est un peu affaibli de même que le yen. Quant à la livre sterling, elle a bénéficié du niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, comme d'habitude.

En Europe, le fait marquant est toujours la grande fermeté de la lire italienne, pour les mêmes raisons que précédemment: entrée en masse des capitaux attirés par les taux d'intérêt élevés pratiqués en Italie, taux qui d'ailleurs ont tendance à baisser, revenant vers 11%-10,5% sur trois mois, phénomène normal sur un marché lorsque la demande est forte. Il n'en reste pas moins que les banques centrales d'Italie, de France et d'Allemagne doivent continuer d'intervenir pour empêcher les cours de la lire de crever leur pla*fond* avec *ventes* de lires et *achats* de francs et de marks, le tout pour l'équivalent de trois à quatre milliards de francs dans la semaine. Mardi et mercredi notamment de véritables « paquets » ont été échangés.

FRANÇOIS RENARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 JUIN AU 8 JUIN 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York..	1,6830	–	17,5870	69,0369	58,9275	2,8686	52,4189	0,0802
	1,6880	–	17,5963	70,2247	59,4000	2,8843	52,7704	0,0806
Paris	9,6133	5,7120	–	394,34	336,59	16,3855	299,37	4,5806
	9,5929	5,6830	–	399,08	337,57	16,3916	299,90	4,5830
Zurich	2,4378	1,4485	25,3589	–	85,3565	4,1552	75,9172	1,1615
	2,4037	1,4240	25,0576	–	84,5857	4,1073	75,1451	1,1483
Francfort	2,8560	1,6970	29,7094	117,16	–	4,8680	88,9413	1,3609
	2,8417	1,6835	29,6235	118,22	–	4,8558	88,9390	1,3577
Bruxelles	58,6694	34,86	6,1029	24,0663	20,5421	–	18,2704	2,7955
	58,5230	34,67	6,1009	24,3469	20,5940	–	18,2955	2,7959
Amsterdam	3,2112	1,9080	33,4034	131,72	112,43	5,4733	–	1,5301
	3,1987	1,8950	33,3444	133,07	112,56	5,4658	–	1,5282
Milan	2098,78	1247	218,31	860,89	734,83	35,7716	653,56	–
	2093,12	1240	218,19	870,78	736,56	35,7658	654,35	–
Tokyo	258,00	153,30	26,8382	106,83	90,3359	439,76	80,3459	0,1229
	254,88	151,00	26,5703	106,03	89,6941	453,35	79,6834	0,1218

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 juin : 3,7260 F contre 3,7636 F le vendredi 1er juin.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao en dents de scie

Les cours du cacao connaissent depuis plusieurs semaines une grande volatilité qui traduit à la fois les tensions en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves, et surtout les difficultés de paiement que connait l'Union Soviétique. Fin mai, le marché lon*donien avait cédé quelques 150* livres par tonne ,les cours s'établissant autour de 834 livres. Quinze jours plus tôt, une tonne valait 1.008 livres. Le 8 juin, on traitait le cacao à 850 livres environ.

Ces à-coups traduisent d'abord l'énorme désappointement des opérateurs après l'annonce par l'URSS qu'elle ne serait pas en mesure de payer les récents contrats d'achat de cacao passés avec un certain nombre de négociants européens. L'encours porte sur 50 millions de dollars et sur des volumes de l'ordre de 30.000 à 40.000 tonnes. Des contrats à venir portant sur quelque 70.000 tonnes devraient en outre être différés, sinon annulés. Tous les négociants engagés dans ces opérations *ont fait le voyage à Moscou pour* faire valoir leurs intérêts. Il semble qu'ils pourront revendre sur le marché les volumes de marchandise n'ayant pas encore été livrés dans les usines soviétiques.

PRODUITS	COURS DU 8-6
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 497 (+ 10) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 591 (– 7) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 000 (– 300) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	2 355 (+ 5) Francs/tonne
Café (Londres) Juillet	629 (– 9) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	1 235 (– 117) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Juillet	330 (+ 1) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Juillet	284 (+ 9) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Juillet	172,70 (– 3,4) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

L'URSS aurait en outre demandé que les crédits dont elle a bénéficié soient prolongés de douze mois. « *Si les Soviétiques vendent de l'or ,ce n'est pas pour payer le cacao!»* regrettait vendredi un opérateur.

L'inquiétude des professionnels *est grande de voir Moscou retirer à* la denrée tropicale le statut de matière première *«stratégique»* qui était le sien (le cacao figurait dans un stock spécial,notamment pour les rations des soldats). Chaque année, l'URSS achète près de 120.000 tonnes de fèves et 30.000 tonnes de produits chocolatés. Mais certains responsables de l'équipe Gorbatchev considèrent qu'il ne s'agit pas d'achats prioritaires, d'autant que l'importation de *cacao déclenche d'autres* consommations, de sucre et de lait en particulier.

Ces considérations arrivent comme une douche froide, trois semaines après les prévisions très optimistes dressées à Paris par M. Derek Chambers, le chef du département cacao de la firme américaine Phibro. A l'occasion de la présentation du rapport Cyclope sur les produits de base de MM. *Chalmin et Gombeaud (Edition* Economica), celui-ci avait développé son sentiment haussier sur le marché du cacao. La consommation mondiale, expliquait-il en substance, connaitra un nouveau boom, en raison d'une consommation accrue en Europe de l'Est. Et l'homme assénait des chiffres mirifiques: de 280.000 tonnes en 1989-1990, la demande à l'Est passerait à 456.000 tonnes en 1994-1995, à 663.000 tonnes en *1999-2000, et à 804.000 tonnes en* 2004- 2005...Il notait parallèlement que la production allait décroitre en raison des baisses de *prix internationaux* de ces dernières années.

Force est de constater que si l'Europe de l'Est, Union Soviétique comprise, doit soutenir le marché du cacao, il faudra se montrer patient pour en observer les premiers signes.La petite sécheresse du début d'année en Afrique a sans doute contribué à rendre aux récoltes une dimension plus raisonnable, en Côte d'Ivoire notamment. La récolte principale devrait atteindre 650.000 tonnes, auxquelles s'ajouteront entre 80.000 et 120.000 tonnes de récolte dite intermédiaire. Le total restera infé*rieur au record jugé excessif de* 800.000 tonnes enregistré l'an passé.

Le marché demeure pourtant encombré de marchandises. Phibro détient en Europe entre 350.000 et 400.000 tonnes de stock de marchandise ivoirienne. Si on ajoute les réserves détenues par l'Organisation Internationale du cacao et quelques autres opérateurs, on estime à 80.000 tonnes le surplus de fèves détenu sur le seul Vieux Continent... Phibro, qui détient une créance estimée à plus de 100 millions de dollars sur la Côte d'Ivoire, a récemment envoyé des émissaires à Abidjan. L'incertitude subsiste sur l'écoulement de la prochaine récolte ivoirienne, même si certaines rumeurs accréditent *l'idée qu'elle se vendra plus facile*ment que la précédente.*« Il faut être prudent, ce ne serait pas étonnant si le marché recommençait à baisser un peu»* pronostiquait vendredi un négociant.

ERIC FOTTORINO

Mines d'or, diamants

	8-6-90	Diff.
Anglo-American	174,90	– 14,10
Amgold	455	– 28
Buf. Gold M.	73,20	– 8,10
De Beers	140,50	– 7
Drief. Cons.	57,90	– 5,90
Gencor	16	– 0,25
Harmony	35,05	– 4,45
Randfontein	28,75	– 3,05
Sainte-Helena	53,50	– 4,45
Western Deep	172	– 27

Mines, caoutchouc

	8-6-90	Diff.
Géophysique	1 280	– 1,20
Imétal	374,50	+ 10,50
Michelin	125,20	– 4,80
Métaleurop	193	– 12
RTZ	56	+ 1,50
ZCI	2,12	– 0,07

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Morosité en France

Le changement d'atmosphère qui avait été observé la semaine dernière en France, pour des motifs d'ordre politique, essentiellement la perspective d'une hausse des bas salaires, s'est accentué cette semaine. Conjugué avec la crainte d'un alourdissement de la taxation des plus-values, il a déprimé non seulement le cours des actions à la Bourse de Paris mais aussi ceux des obligations. Cette dégradation s'est traduite sur le MATIF où le cours de *l'échéance juin est retombé de 102,30* à 101,30, en dépit du raffermissement du franc par rapport au mark dont le cours, en fin de semaine, est revenu de 3,3760 Francs à 3,3630 Francs.

Il est vrai que si les nouvelles d'Amérique ne sont pas mauvaises, le rendement de l'emprunt du Trésor américain à trente ans en se mainte*nant aux environs de 8,43 %, celles en* provenance d'Allemagne sont moins favorables, toujours dans la perspective de l'union monétaire RFA-RDA: une véritable statue du Commandeur, M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a eu beau réaffirmer que son établissement ne ferait pas fonctionner la planche à billets pour financer la reconstruction de la RDA, les marchés financiers allemands sont restés inquiets, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans, le Bund, s'élevant de 8,65 à 8,81 %. Par sympathie, celui de l'OAT française à dix ans, est passé de 9,73 % à 9,81 %, l'écart avec le bund se maintenant à un point.

Comme le relève la Société générale dans sa Lettre des marchés obligataires, *«le facteur-clé de l'évolution des taux d'intérêt français réside dans le comportement des autorités monétaires allemandes dans les mois à venir. En effet, les craintes d'accélération de l'inflation en Allemagne que fait naître l'unification – craintes d'autant plus justifiées que l'activité est déjà très soutenue en RFA – ne permettent pas d'exclure un resserrement de la politique monétaire de la Bundesbank à l'horizon des trois ou six mois».* On ne saurait mieux dire.

Une élévation de rendement

Très logiquement, cette dégradation de la situation française s'est répercutée sur l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, qui a levé, jeudi, 9,25 milliards sans mal, certes, mais au prix d'une élévation de rendement de 9,77% contre 9,70 % le 3 mai dernier. La ligne à trente ans a vu son rendement passer de 9,64 % le 5 avril dernier à 9,94%. Comme la chose est habituelle dans une période d'incertitude, les investisseurs institutionnels n'étaient guère présents, l'adjudication étant, pratiquement, souscrite par les spécialistes en valeur du Trésor. *Les investisseurs étrangers* étaient présents en revanche. Il est à noter qu'à 9,77% les rendements sur l'échéance à dix ans rejoignent et même dépassent légèrement les taux du court terme. La courbe des taux, auparavant inversée, s'applatit donc à nouveau.

On peut relever également que dans la déroute européenne des marchés obligataires, provoquée par la hausse des rendements, la France enregistre les moins mauvais résultats, selon les statistiques du Crédit lyonnais. L'indicateur de performances des emprunts d'Etat de sept à dix ans, qui mesure les variations de cours, coupons inclus, ressort en hausse de 2,10% pour la France sur les cinq premiers mois de l'année contre une baisse de 5,27% pour l'Allemagne, 4,55% pour la Grande-Bretagne, 4,48% pour le Japon *et 0,35% pour les Etats Unis. Dans* tous ces pays, France comprise, de tels chiffres signifient que, le coupon mis à part, les cours des obligations ont fléchi depuis le début de l'année.

L'adjudication du Trésor a, naturellement, été la seule opération importante de la semaine, à part un emprunt des Caisses d'épargne de l'Ecureuil, 1,5 milliard de francs à 10,10 % de taux nominal, intégralement placés dans le réseau: à 10% les ménages s'inscrivent sans difficulté.

La semaine prochaine, le calendrier des émissions est assez chargé, avec de nombreux candidats: SNCF, Caisse nationale des autoroutes, Crédit National, Crédit coopératif et Caisse cen*trale des Banques populaires.* Il est probable que ces établissements devront prendre leur tour au portillon car il reste du papier à écouler sur le marché : si la tranche à 10% de l'emprunt du Crédit foncier de la semaine dernière est désespérément recherchée, on peut trouver encore du papier sur les tranches à 9,70 et 9,20%.

F.R.

Le Monde

Huit morts en janvier 1989

Deux inculpations pour l'accident du téléphérique de Vaujany (Isère)

Le juge chargé d'instruire le dossier de l'accident du téléphérique de Vaujauny (Isère) survenu le 13 janvier 1989, Mme Elisabeth Servoin, a inculpé vendredi 8 juin d'homicide involontaire le PDG de la société grenobloise Pomagalski, M. Jean-Pierre Cathiard, et le directeur technique de l'entreprise, M. Serge Tarassof.

GRENOBLE

de notre correspondant

Les deux inculpés avaient conçu au cours de l'année 1988 un téléphérique «géant» en deux tronçons qui devait transporter le long d'un câble de 4,3 kilomètres 165 personnes dans chaque cabine. Considéré avant son ouverture au public comme le plus gros appareil de ce type dans le monde et comme une «prouesse de la technique française» en matière de remontées mécaniques – Pomagalski est le leader mondial des remontées mécaniques – l'une des cabines de ce téléphérique se détacha brusquement du câble porteur et s'écrasa dans une rivière située plusieurs dizaines de mètres en contrebas. Huit personnes, qui étaient employées à la réalisation des ultimes finitions de l'appareil qui devait être ouvert au public quelques jours plus tard, trouvèrent la mort.

Le rapport des experts judiciaires remis au juge d'instruction à la fin du mois de mai, qui comprend 215 pages d'analyses et 600 pages de calculs, confirme point par point un précédent rapport établi le 31 mars 1989 à la demande du ministère des transports. Ce dernier, accablant pour le constructeur du téléphérique de Vaujauny, mettait en évidence de «graves négligences» dans la conception et la réalisation de cet appareil et notamment des «fautes grossières» dans les calculs effectués ainsi que le montage défectueux d'une des pièces incriminées, un amortisseur d'oscillation.

Le rapport administratif avait également souligné *«le climat de méfiance»* qui régna pendant toute la durée de la conception et de la réalisation de l'appareil entre le constructeur «Poma» et le maître d'oeuvre le cabinet Denis Creissel. Ce dernier qui, selon la commission d'enquête, *«n'a pas été en mesure d'assurer de manière complète la vérification du projet ni le contrôle des fabrications»*, a toutefois donné à la fin de l'année 1988 un avis favorable à sa mise en fonctionnement. La brièveté excessive des délais séparant la conception de la réalisation - moins d'une année - et la fréquence des modifications des dispositifs pendant la construction de l'appareil, sont également retenues par les experts pour expliquer cet accident.

CLAUDE FRANCILLON

□ **Le maire de Vierzon refuse une salle municipale à M. Le Pen.** – M. Jean Rousseau, maire sortant de Vierzon, en congé du PS, a refusé une salle municipale à M. Jean-Marie Le Pen, qui avait annoncé pour le 11 juin une réunion publique dans cette ville afin de soutenir la liste du Front national à l'élection municipale partielle des 17 et 24 juin.

□ **L'université d'été des jeunes du Front national.** – L'organisation de jeunes du Front national, le FNJ, a indiqué, jeudi 7 juin, qu'elle tiendra sa sixième université d'été du 18 au 22 juillet dans l'ancien séminaire Saint-Louis du Cercle national des combattants (CNC) – à Neuvy-sur-Barangeon (Cher).

□ **Six morts lors d'un incendie d'immeuble à Paris** – Six personnes ont trouvé la mort au cours d'un incendie qui s'est déclaré tôt samedi 9 juin, au 10, rue de Rochechouart, dans le neuvième arrondissement de la capitale. Parmi les victimes figurent notamment un homme et une femme, ainsi qu'un couple et ses deux enfants. L'incendie a éclaté dans une fabrique d'encadrements pour tableaux, puis il s'est étendu aux bâtiments voisins. Les pompiers, qui ont circonscrit le sinistre, ont dû évacuer une trentaine de personnes. Un sapeur-pompier, blessé en combattant le feu, a été conduit à l'hôpital du Val-de-Grâce.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1990 a été tiré à 528 165 exemplaires.

Après les déclarations de Mme Michèle Barzach

Le gouvernement est divisé sur l'opportunité de rouvrir les maisons closes

Les déclarations de Mme Michèle Barzach, ancien ministre (RPR) de la santé et adjointe au maire de Paris pour les affaires sociales et sanitaires, dans les colonnes du Monde (le Monde du 8 juin), en faveur de la réouverture des maisons closes, ont suscité de très nombreuses réactions. Au sein même du gouvernement, trois ministres ont exprimé des points de vue pour le moins contradictoires.

Les droits de la femme contre l'action humanitaire : la prise de position Mme Michèle Barzach en faveur de la réouverture des maisons closes, comme moyen de lutter plus efficacement contre le sida, a donné lieu à d'étonnantes dissonances gouvernementales. Tandis que Mme Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme, condamnait immédiatement cette proposition la qualifiant *«d'idéeinadmissible»* et de *«solution réactionnaire»*, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire (et par ailleurs médecin, tout comme Mme Barzach), estimait au contraire que *«le problème méritait d'être posé»* et qu'il ne servait à rien *«de continuer à faire la politique de l'autruche.»* *«Aujourd'hui*, devait déclarer M. Kouchner, *les avancée d'hier, comme la loi Marthe Richard, ne sont plus des progrès. Il. est hypocrite de penser qu'en laissant les prostituées dans l'ombre, on les protège. Accepter qu'elles travaillent dans des chambres sans eau, c'est de l'assassinat.»*

Pour sa part, tentant sans doute de concilier l'inconciliable, M. Claude Evin, le ministre de la santé, se disait *«prêt à examiner tout ce qui permettra d'enrayer le développement du sida.»* A Matignon, où la question n'a fait l'objet d'aucune séance de travail entre les collaborateurs du premier ministre, on se refuse toutefois à considérer la proposition de Mme Michèle Barzach comme devant être exclue à priori.

Du côté du Parti socialiste, on estime que Mme Barzach *«mélange deux problèmes»*, celui de la prostitution, qui est une question de société, et celui de la propagation du sida, qui est une question de santé publique. Le PS juge que *«l'éventuelle réouverture ne manquerait pas d'agraver le sort des femmes soumises à la prostitution souvent par la misère, qui se verraient un peu plus livrées à la loi du milieu et ainsi conforterait les réseaux de proxénétisme.»*

Plus nette encore, Mme Ségolène Royal (PS) estime qu'une telle proposition est *«contraire aux règles éthiques (...). Inefficace car les prostituées ne sont pas seules responsables du sida.»* Se déclarant *«contre l'esclavage des femmes et contre la législation du proxénétisme»*, le député des Deux-Sèvres affirme qu'elle ne votera *«jamais»* une loi allant dans ce sens.

Dans l'opposition, la proposition de Mme Barzach n'a suscité l'adhésion d'aucun de ceux des responsables politiques qui l'ont commentée. M. Jacques Chirac s'est contenté d'observer que les déclarations de son ancien ministre de la santé avaient été faites *«à titre personnel»* et qu'elles ne sauraient *«engager en rien la municipalité de Paris ou le maire de Paris.»*

Quant à M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, il a fait part de son désaccord en observant que la réouverture des maisons closes *«ne constitue pas la meilleure manière de défendre la condition féminine.»*

Une nuit sur le « boulevard du sida »

Mme Michèle Barzach a estimé, dans un entretien au «Monde» du 8 juin que le bois de Boulogne était devenu «le boulevard du sida».

La nuit venue, près de quatre cents travestis viennent se prostituer au bois de Boulogne, en lisière de la capitale. Ils ont quitté l'Amérique latine pour gagner ce lieu dont la réputation est établie auprès des travestis du sous-continent. Les Colombiens, les Péruviens et les Equatoriens y sont les travailleurs nocturnes les plus nombreux. Quant aux travestis brésiliens, qui avaient chassé les prostituées françaises de cet endroit au milieu des année 70, ils ne sont plus qu'une minorité ; les consulats de la France au Brésil leur accordent désormais au compte-gouttes des visas de touriste. Enfin, il reste bien une trentaine de prostituées femmes, qui se gardent d'empiéter sur le territoire des travestis et se cantonnent aux lisières du bois.

Par habitude, les clients du bois de Boulogne continuent à parler des «travellos brésiliens». Ils témoignent d'une grande curiosité pour ces étrangers, de 11 heures du soir à 5 heures du matin. Les allées du bois sont alors encombrées comme les boulevards périphériques parisiens aux heures de pointe. On y assiste à d'étonnants ballets automobiles. De quelques taxis émergent des femmes au teint mat qui, une fois sur le trottoir, provoquent des embouteillages. Pare-chocs contre pare-chocs, des fourgonnettes d'artisans, des berlines de luxe et des voitures de provinciaux en goguette paraissent respecter un cérémonial.

Chaque conducteur parcourt au ralenti un itinéraire quasiment immuable : porte de la Muette, allée des Dames, boucle du lac, route des Cascades, ligne droite de la Vierge aux berceaux. Par la vitre entrouverte, il prononce les mêmes paroles rituelles à l'adresse des silhouettes, arrondies par les hormones ou la silicone, qu'embellissent les faisceaux des phares. Montrant les plus beaux modèles de lingerie fine qu'il soit donné d'admirer dans une rue de Paris, sans cacher grand-chose de leur corps, ces visiteuses de la nuit répondent d'un chiffre, énoncé d'une voix de basse à l'accent chantant.

Hormis les moments passés avec les clients, Nadia et Valeria ne se sont pas quittées de la nuit. L'une ne parle que l'espagnol, l'autre traduit. Elles sont toutes deux Colombiennes. Un médaillon du Christ entre des seins fièrement exhibés, Valeria estime le prix de ses charmes. Si le client insiste pour les connaître *«sans capote»*, la somme variera du simple au double. Visiblement droguée, Nadia vacille sur ses talons aiguille. Elle dit que l'absence de préservatif ne change rien à son tarif.

Aux premières heures du samedi 9 juin, la question du port de préservatif a été posée à une dizaine d'autres travestis du bois de Boulogne. Chacun en avait plusieurs en sa possession. Pourtant, aucun ne refuse de se prostituer sans préservatif. Quant aux conditions d'hygiène les plus élémentaires, elles se limitent à l'usage de mouchoirs en papier, puisqu'il n'y a pas d'eau courante sur ces lieux de prostitution.

Une majorité de toxicomanes

Il n'existe pas d'étude épidémiologique sur le taux de séropositivité chez les travestis du bois de Boulogne. On sait toutefois qu'une très nette majorité d'entre eux sont des toxicomanes ; la probabilité est forte que la plupart soient séropositifs. L'association Médecins du Monde a d'ailleurs organisé des points de conseil et de consultation pour les prostitués du bois de Boulogne.

Comme il fait froid, Nadia et Valeria se sont réfugiées sous l'auvent d'une des baraques à frites qui sont ouvertes toute la nuit dans les parages. Il faudrait que chacune gagne encore un millier de francs d'ici à la levée du jour. Pour couvrir les diverses dépenses qui plombent le budget des travestis du bois de Boulogne : les amendes pour racolage ou outrage à la pudeur, les achats de drogue, de silicone ou d'hormones que la plupart utilisent, la «taxe» qu'elles doivent verser à leur proxénète, et le bas de laine que constituent celles qui veulent subir l'opération qui fera d'elles de «vraies» femmes.

La nuit de travail touche à sa fin. Ce fut un vendredi-samedi ordinaire. La pluie, glaciale, n'a pas empêché les ébats de centaines de clients dans les fourrés du bois. Pas plus que les deux opérations policières menées au cours des dix derniers jours par l'Office central de répression de la traite des êtres humains, en lien avec la brigade de répression du proxénétisme de la préfecture de police de Paris. Selon des habitués des lieux, la période du tournoi de Roland-Garros, qui se joue à quelques centaines de mètres, tend à accroître le chiffre d'affaires de la prostitution locale. Dès le point du jour, quand une barbe naissante aura bleui le fond de teint des travestis, ce sera au tour des employés des services de nettoiement de la Ville de Paris d'entrer en scène et de ramasser les mouchoirs en papier, les préservatifs usagés, et les quelques seringues semés durant une nuit ordinaire, au gré des amours tarifées.

ERICH INCIYAN

« J'espère qu'on ne reviendra pas au fichier sanitaire »

nous déclare Mme Laure Adler

Le temps des maisons closes serait-il revenu ? Nous avons demandé à Laure Adler, auteur d'une «Vie quotidienne dans les maisons closes - 1830-1930» (Hachette) et spécialiste de l'histoire des sentiments, son avis.

«Je ne pense pas que l'on puisse revenir en arrière. Vers la fin du XIXe siècle, les maisons closes ont fermé en grand nombre parce que les hommes n'y allaient plus ; pas du tout parce qu'une loi les a contraint à trouver d'autres moyens d'amour marchand. Les maisons closes ont été désertées dans les années 188O parce que les hommes n'avaient plus envie d'aller consommer des femmes considérées comme des esclaves, des femmes jugées beaucoup trop passives. Ils avaient envie de pouvoir consommer de l'amour en ayant des rapports plus égalitaires avec les filles.

On a alors définitivement franchi un cap. L'histoire des mentalités oscille toujours, elle est soumise à des allers et retours. En revanche, l'histoire de l'amour «progresse». Vouloir réouvrir les maisons closes, c'est vraiment oublier le mouvement de libération de la femme, tous les progrès du rapport entre les sexes.

- Mais l'exemple de la RFA, avec son système d'eros center, démontre qu'il peut en aller différemment.

– En Allemagne, oui. Mais en France ou en Italie, ça me paraît impossible. L'histoire de la prostitution est aussi tissée d'une histoire du désir, d'une histoire de l'amour, prononçons le mot. Notre tradition, qui oscille entre la grivoiserie et une espèce de courtisanerie, rend absolument impossible une espèce de prostitution hygiénique, super-médicalisée, une prostitution qui serait, comme disaient les moralistes du XIXe, celle du soulagement sexuel, uniquement. Les plus réactionnaires appelaient alors les filles les «vidangeuses d'amour» ... C'est pour cela que la proposition de Michèle Barzach me fait sourire. Sans le savoir, elle parle comme les moralistes les plus répressifs du XIXe siècle.

- La crainte du Sida n'est-elle quand même pas propice à la renaissance du contrôle sanitaire et social auquel était soumis les prostituées jusqu'en 1960?

– Là aussi, je ne crois pas. Et j'espère qu'on ne reviendra pas au fichier sanitaire. C'est comme un marquage. Au XIXe siècle, de nombreuses pétitions ont circulé réclamant que les filles soient habillées uniquement en jaune, qu'elles soient repérables au premier regard dans la rue. Quelle atteinte à la liberté !

Pourquoi les prostituées seraient-elles les seules porteuses du Sida ? Les filles qui exercent «légalement» leur métier ne le sont pas. En fait, c'est le Bois de Boulogne, phénomène de société, qui inquiète. Ce n'est pas la rue Saint-Denis. Un retour au fichier consisterait à les isoler du reste de la population. Encore un rêve moraliste et hygiéniste qui n'a cessé de tourmenter les législateurs depuis la haute antiquité.

- Aujourd'hui, une sorte de nostalgie inconsciente des maisons closes ne se greffe-t-elle pas sur ce rêve hygiéniste ?

– Il y a encore pas mal de personnes qui ont connu le temps des bordels. Certains aimeraient bien le retrouver. Mais le bordel – il en existait de différents types –, ce n'était pas forcément le paradis. Au départ, il s'agissait d'enfermer les filles pour tenter d'enrayer la syphilis. Des Ligues voulaient contenir cette cohorte, cette armée de filles clandestines qui faisaient le trottoir, qui vivaient de la prostitution dans les brasseries, dans les cafés, dans les fourrés - parce que le Bois de Boulogne ne date pas d'aujourd'hui ! Mais cela n'a jamais marché. C'est peut-être sympathique... mais suranné.»

Propos recueillis par
LAURENT GREILSAMER

Environnement, accidents de la route

Les recommandations du président

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE

de notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand a inauguré, vendredi 8 juin, la déviation de la nationale 7, à La Charité-sur-Loire (Nièvre).

Le président de la République a évoqué les infrastructures de transports terrestres en affichant son souci de voir *«concilier l'ambition des bâtisseurs et la vigilance des défenseurs de l'environnement»*. Il a justifié son opposition à l'échangeur projeté en forêt de Saint-Germain-en-Laye, par la nécessité de *«donner un coup d'arrêt à l'utilisation trop fréquente, trop facile peut-être, des territoires forestiers afin de créer de nouvelles infrastructures»*. M. Mitterrand a précisé qu'il avait écrit à M. Michel Rocard et à M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer pour leur demander d'*«adopter une démarche générale pour mieux intégrer tous objectifs d'environnement, particulièrement forestiers, dans les programmes d'équipement»*.

Evoquant, enfin, le drame des accidents de la route, M. Mitterrand a souhaité que soient poursuivis *«sans faiblesse ceux qui font de leur véhicule un instrument de violence et ceux qui continuent de se croire les seuls à pouvoir bien conduire après des excès d'alcool»*.

A. CH.